

**Le pilote américain détenu en Syrie a été remis au pasteur Jackson**

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,15 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,60 Kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.I.U., 95 c. ; Gr. 80 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 375 P. ; Lituanie, 0,380 Dl. ; Luxembourg, 22 L. ; Malte, 1,00 L. ; Mexique, 100 P. ; Portugal, 82 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 1,75 Fr. ; Tunisie, 1,50 L. ; Yougoslavie, 120 ml.

Tarif des abonnements page 16  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIAL 450572 F  
C.C.P. 4267 - 23 PARIS  
Tél. 246-72-23

## L'agitation s'étend en Tunisie

### Misère et activisme

Les émeutes du pain en Tunisie qui ont pris de court le gouvernement de M. Mohamed Mzali sont un phénomène de société et d'environnement. Ce n'est sans doute pas un hasard si elles ont éclaté principalement autour de Chott-el-Jerid, région désertique et semi-désertique de ce Sud trop longtemps négligé par rapport au Nord « utile » où se trouvent la plupart des industries et des terres riches, bénéficiant de ce fait des plus gros investissements depuis l'indépendance. Il est significatif aussi que les manifestations ne soient pas limitées à des centres industriels comme Kasserine et Gafsa, où l'exploitation des phosphates relève de romans noirs à la Zola, mais se soient étendues à quatre palmeraies - Kebili, Douz, Souk-el-Ahad et Hammam - qui ont souffert de la manivelle commercialisation d'une récolte de dattes pour une fois trop abondante.

Il faut dire à la décharge de M. Mzali que depuis sa nomination au poste de premier ministre, en 1980, il a entrepris de s'attaquer au déséquilibre régional, en cherchant notamment à désenclaver plusieurs zones. Mais c'est une œuvre de longue haleine. En outre, alors que la situation économique avait été fort mauvaise en 1982, une certaine reprise a été enregistrée en 1983 : le taux de croissance est passé de 1,4 à 4,5 %, sans atteindre. Il est vrai les 6 % fixés par plan, et l'inflation a été officiellement limitée à 3,7 %.

Il n'en demeure pas moins que le pays a subi en 1983 les effets de la crise mondiale, de la hausse du dollar et de la sécheresse qui a affecté l'agriculture. Ces retombées s'ajoutent à la politique globale du pays, qui a favorisé depuis l'indépendance l'accroissement de la classe moyenne, certes, mais a permis aussi l'édification rapide de fortunes colossales étaillées trop souvent avec ostentation et arrogance à côté de gigantesques bidouilles et de zones rurales d'extrême pauvreté.

Mais, au-delà de ces constatations, nombre de questions se posent. Sans doute la région de Gafsa est-elle traditionnellement revendicatrice. Sans doute aussi la proximité de la Libye la rend-elle plus perméable à la fois à la propagande de Radio-Tripoli et aux infiltrations d'agitateurs formés dans les camps de colon Kadhafi. Dans les milieux officiels, on relève que les émeutes ont commencé dès le jeudi 29 décembre, alors que l'augmentation du prix du pain n'a été effective que le dimanche 1<sup>er</sup> janvier. On note aussi qu'elles se sont étendues d'une agglomération à une autre, comme si elles avaient suivi un « scénario en chaîne ». De là à voir la main d'opposants entraînés en Libye ou celle des activistes islamiques, il n'y a qu'un pas.

Force est de constater cependant que toute opposition ne peut que profiter des erreurs ou des maladresses du pouvoir. M. Mzali peut faire valoir que la F.M.L. et la Banque mondiale l'ont pressé - à l'instar d'autres dirigeants - d'étendre la pratique de la « vérité des prix ». Il n'en demeure pas moins que c'est là une opération explosive dans les pays du tiers-monde - on l'a vu au Caire en janvier 1977, à Casablanca en juin 1981, et on le voit à présent au Brésil - si elle n'est pas menée avec une extrême précaution. M. Mzali n'aurait-il pas dû venir d'abord en aide aux plus démunis - comme il l'a promis - avant de doubler le prix du pain ? Pour la première grande épreuve qu'il doit affronter depuis son arrivée au pouvoir, n'a-t-il pas joué l'apprenti sorcier ?

Les émeutes contre la hausse du prix du pain ont fait de nombreuses victimes

Après le Sud, l'agitation a gagné ce mardi 3 janvier Sfax et le centre de Tunis, où les forces de l'ordre s'afforcent de contenir des lycéens qui jettent des pierres contre les antennes, criant des slogans hostiles au gouvernement et défilant en proclamant leur solidarité avec les révoltés du Sud.

De notre correspondant

Tunis. - Le doublement du prix du pain et des autres produits céréaliers a été à l'origine des très violents incidents (nos dernières éditions du mardi 3 janvier) survenus du 29 décembre au 2 janvier dans le sud et le centre-ouest de la Tunisie, et qui se soldent, selon un communiqué officiel, par quatre morts et des dizaines de blessés.

Entre la volonté évidente des autorités de minimiser cette explosion et les rumeurs tendant inévitablement à l'engager, il est encore impossible d'en situer exactement l'ampleur et d'en dresser de façon précise un bilan, qui risque d'être four à jour que ne le laissent penser les premières informations (1).

Lundi 2 janvier au soir, les milieux gouvernementaux assuraient que le caillot s'était parfois rompu. Mais, incontestablement, la tension demeurait grande de Gabès à Kasserine, en passant par Kef, Gafsa et différentes autres localités,

En plusieurs endroits, les manifestants ont revêtu une tenue dramatique : bâtiments publics mis à sac, magasins pillés, édifices et véhicules incendiés, barricades dans les rues et barrages sur les routes. Les forces de police et de la garde nationale (gendarmerie) ont dû faire appel à plusieurs reprises à l'armée pour reprendre en main une situation qu'elles risquaient de ne plus maîtriser.

(Lire la suite page 3.)

(1) Selon l'A.F.P., citant « des sources indépendantes dignes de foi », le nombre de morts dépasserait la dizaine.

## M. Barre accuse M. Mauroy d' d'« irresponsabilité »

Selon l'ancien premier ministre la publication du rapport sur ELF-Aquitaine est « une grave erreur »

De notre correspondant régional

Après la publication, le lundi 2 janvier, du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions renifleurs » et la mise en cause de M. Mauroy de MM. Bars et Glocard d'Etsing, notre correspondant régional a rencontré l'ancien premier ministre dans sa propriété de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Celui-ci accuse M. Mauroy d'  
irresponsabilité.

Saint-Jean-Cap-Ferrat. - Accusé, comme l'ancien président de la République, d'avoir, en quelque sorte, « expurgé » les archives de l'Etat, M. Barre nous a d'abord fait remarquer que le rapport confidentiel de la Cour des comptes, sans être sa propriété exclusive, lui était destiné « personnellement ». Le document n'était pas entré dans les archives officielles du secrétariat général du

gouvernement, puisque, précisément, l'affaire des « avions renifleurs » n'avait été traitée que sous la seule autorité du premier ministre agissant en vertu de consignes données par le président de la République.

M. Barre indique encore que, à son départ de Matignon, trois exemplaires du rapport se trouvaient dans les coffres de la première présidence de la Cour des comptes. S'ils ont été ultérieurement détruits par M. Bertrand Beck, l'ancien chef du gouvernement n'a pas répondu à une initiative dont l'intérêt a revendiqué seul la paternité.

GUY PORTE.

(Lire la suite page 6, ainsi que pages 6 et 9 les déclarations de M. Mauroy, l'analyse et les conclusions du rapport Giquel, ainsi que nos commentaires.)

## L'Europe du libre-échange ou les époux séparés de biens

par PAUL FABRA

On comprend que, d'un point de vue purement pratique, l'événement soit quasiment passé insensé. Depuis le début de cette semaine, les derniers obstacles tarifaires qui subsistaient entre, d'une part, les six pays membres de la C.E.E. (à l'exception de la Grèce, qui bénéficiait d'un régime d'exception jusqu'en 1983) et, d'autre part, les pays membres de la petite zone de libre-échange, à savoir la Suisse, les îles Britanniques, la Norvège, l'Islande et la Finlande (associée), sont supprimés.

Après les étapes de libération des échanges qui ont eu lieu au cours des dernières années entre les deux groupes de pays, ne restent plus que quelques droits modiques (échelonnés entre 0,5 % et 2,7 %) frappant les produits de l'industrie du papier scandinave entrant dans les pays du Marché commun. A cela, il convient encore d'ajouter quelques droits variant entre 1 % et 9 %, appliqués par la Norvège à certaines

Mais ce qui concerne la signification qu'il convient d'attacher à l'œuvre d'unification européenne avant comme après le sommet d'Athènes, en ce qui concerne aussi la portée des engagements déjà pris et à prendre entre les différents pays européens, l'entrée en vigueur d'une vaste zone de libre-échange englobant la plupart d'entre eux constitue une date importante.

L'histoire de l'unionisation de l'Europe est relativement récente.

On doit la faire remonter à l'année 1950, qui fut marquée par la création de la Communauté du charbon et de l'acier.

Le succès fut tel que l'Union européenne fut créée en 1967.

Mais comme un foyer jamais

éteint, le dialogue court aussi les allées. Reparties mille fois entendues, mille fois répétées, sanglantes presque de part et d'autre : « Les licenciements sont racistes. Seuls les Marocains sont licenciés. »

Ce n'est pas vrai, réplique un cadre, voire la proportion par rapport au personnel de l'usine. Il est vital qu'elle redémarre aujourd'hui.

Simon, la direction nous lock-outé à partir de vendredi, et là, vous avez

dix-sept mille chômeurs.

Les baignoires, on leur donne trois briques pour partir. Mais nous, si on est licencié après le dépôt du bilan, on n'aura rien.

Mais également, un règne soutien.

De chaque côté, pourtant, la même passion, le même désespoir, évidemment. Toute la matinée de mardi, le noyau dur des grévistes du B3 s'est ainsi efforcé de paralyser l'usine, parcourant les bâtiments

l'un après l'autre avec des succès variés.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 5.)



### UN LIVRE POUR LA SOLIDARITÉ

Quel que soit le général au pouvoir au Guatemala, la répression envers les Indiens est permanente ; orphelins, internés, réfugiés, les enfants sont particulièrement touchés.

Édité par la CIMADE, « Guatemala, des enfants dessinent » présente 61 dessins d'enfants indiens commentés par Anne-Marie Hocquenghem et Catherine Vigor. Le produit de sa vente est intégralement affecté à des programmes alimentaires et médicaux destinés aux enfants indiens.

Offrir ce livre est à la fois faire un cadeau de qualité et un acte de solidarité.

96 pages, 61 quadrichromes : 75 F. (85 F francs).

Jeu de 6 cartes couleur : 25 F.

à commander à :

CIMADE - 176, rue de Grenelle 75007 Paris  
CCP Paris 4088 87 Y (mention « Livre Solidarité Guatemala »)

## LES MUSÉES D'ART MODERNE DU NORD

### Le bel aujourd'hui

LE MONDE diplomatie

janvier

EST PARU

Au sommaire :

- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (CLAUDE JULIEN).
- Maroc : l'heure de tous les risques.

Le parfait ministre fut ici la municipalité, qui décida de confier à Paul Willems la construction d'un nouveau musée. Au nord, au plus beau, au plus rude du pays des bateaux, des chantiers avec leurs immenses grues rouges qui sont comme l'arc-en-ciel des îles et tout le long du port de Dunkerque où se niche le grand portail blanc, fermé et entouré d'un mur.

Ce qui a pour inconvénient qu'on ne le voit pas de la ville, que la promenade par mauvais temps suppose un certain courage. Pour autant qu'on le découvre à travers le jardin de sculptures où, énorme, le géant est fort impressionnant mais où les obélisques de pierre d'Eugène Delâtre évoquent avec une fruste magnificence la longue et funeste étreinte de la falaise et de la mer.

On entre par une très belle porte en bois de Philippe Schrie qui pourrait évoquer la portique du stupa de Sanchi, un Inde central, comme le montre donc l'édifice lui-même

s'ouvre sur un forum ; un vide central rappelle un peu la partie du proche musée de Tournai qui est dû à la seconde main de Victor Horta. Au centre, un puits de lumière : sur les côtés, des saignées qui libèrent de belles échappées sur le port et le parc, sans dispenser, hélas ! de recourir à l'éclairage électrique même par matin bleu d'immaculé ciel hiver.

Les salles se développent en couloirs sur deux étages autour de l'espace central.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 13.)

مكتبة الأطفال

## VIOLENCE

Les attentats de Marseille et du T.G.V. qui ont endeuillé le dernier jour de l'année 1983 posent à nouveau la question du terrorisme. Gérard Chaliand retrace son histoire et propose un essai de typologie, tandis que Raoul Bertrand, après avoir souligné l'importance des médias dans l'impact de ces crimes, s'interroge sur le danger d'une escalade vers le terrorisme nucléaire. Christian Jones, de son côté, estime que dans cette guerre d'un genre nouveau, ou bien l'Occident se replie, ou bien il emploie aussi contre les foyers d'infection « des espions, des kamikazes, des tueurs ».

## Le secret nucléaire n'existe plus...

par RAOUL BERTRAND (\*)

DANS le cas — peu probable — où les Européens se rendraient à l'obligation du président Mitterrand lors du récent sommet d'Athènes (*« je vous en prie, cessions de négocier »*) il seraient bien inspirés en utilisant leurs efforts pour se protéger contre l'éventualité d'un terrorisme nucléaire à l'échelle mondiale. Tous les éléments nécessaires à sa manifestation existent déjà, ayant été mis en place au cours de la dernière décennie.

Les terroristes échos au sein des nations industrielles ont rapidement décelé le lien existant entre la composition d'une société et les moyens qu'elle utilise dans un conflit. La première guerre mondiale s'est caractérisée par l'affrontement de masses paysannes, encadrées d'aristocrates de naissance ou d'éducation, dans des armées dont la volonté, plus encore que la discipline, formait la force principale (*« La victoire sera à celui qui devra le dernier quart d'heure »*, maréchal Foch, janvier 1918). La deuxième s'est concentrée dans la lutte de puissances industrielles appliquées à se détruire mutuellement (*« Les Etats-Unis vont détruire l'arsenal des démocraties »*, président Roosevelt, décembre 1941).

Depuis que nous sommes entrés dans l'ère des communications globales, rapides et permanentes, la guerre se conduit par la manipulation des foules et des élites à travers les mass media. De même que

la seconde a été préparée et déclenchée, à la radio, par Adolf Hitler, de même la troisième est en train de prendre corps depuis que, grâce à la complaisance (contraire au droit international) du président Giscard d'Estaing, l'ayatollah Khomeini a réussi, notamment par le jeu de la télévision — instantané dans sa mise en place et complexe dans ses répercussions mondiales, — à abattre le shah d'Iran pour avoir fait enterrer son peuple dans le vingtième siècle, à humilier l'Amérique qui l'avait aussi déclaré vainqueur du terrorisme pétrolier et de ses prétés financiers. Le premier des fondements d'un compromis pacifique dans le Moyen-Orient, à précipiter son pays, par crainte fanatique, dans un chaos médiéval d'où il n'espère plus sortir que par l'extinction de la « guerre sainte islamique » non seulement chez les musulmans mais aussi en chrétienté, où se conjuguent l'agir-prop soviétique et les fonds libyens. Accroissant l'angoisse des nations sans emploi, le développement incontrôlé et la fermentation de concentrations allogènes inassimilables — artificielles de l'extérieur — y préparent un ferment corroisif, rappelant ceux qui ont miné les empires à ethnies, religions et cultures multiples (ottoman, austro-hongrois, tsariste). De ce fait, la présence clandestine en France de l'ayatollah Azarzbachi, consécutive aux menaces

proférées par le représentant de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se pro

pagne par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

Comme pour les virus, il se propagera par la représentation de l'Iran aux Nations unies, constitue un très sérieux danger : le n° 4 de la révolution a été l'organisateur de l'insurrection de La Mecque et de la prise en otage des diplomates américains. A quoi s'ajoute l'ultimo-matum chiffré, suivant lequel, si les Américains et les Français ne quittent pas le Liban, *« la terre tremblera sous leurs pieds »*.

&lt;p



## AMÉRIQUES

### Les affrontements armés se multiplient en Amérique centrale

L'Amérique centrale devient, au sens de 1984, une région hautement conflictuelle, et combats et embuscades se multiplient, notamment au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala.

Selon un communiqué du ministère de la défense de Managua, soldats gouvernementaux et rebelles sandinistes se sont affrontés à cinq reprises ces derniers jours, dans le nord du pays. Les rebelles auraient en 125 morts. En particulier, une attaque de guérilleros antirévolutionnaires a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier à San-Fernando, à 10 kilomètres au sud de la frontière avec le Honduras, alors que l'Argentin M. Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, se trouvait dans les parages.

D'autre part, un avion nou identifié a, le lundi 2 janvier, lâché des roquettes sur les installations portuaires de Puerto-Sandino, sur la côte pacifique, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Managua. Ces derniers mois, cette ville a été l'objet d'attaques répétées de la part de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), opérant à partir du Honduras contre les sandinistes. En outre, le même jour, un bateau de pêche nicaraguayen a été attaqué par deux vedettes rapides non identifiées; un marin a été tué.

Enfin, l'alliance révolutionnaire démocratique (A.R.D.) de M.M. Eder Pastora et Alfonso Robelo, ancien membre de la junte sandiniste, a assuré, le lundi 2 janvier, avoir mis hors de combat plus de 70 soldats de l'armée sandiniste au cours des derniers jours de l'année 1983, à l'occasion de combats dans le sud du Nicaragua.

• AU SALVADOR, le Front Farabundo Martí de libération national (F.M.L.N.) a publié, le 2 janvier, un « rapport annuel du commandement général » faisant état des pertes subies par les gouvernementaux en 1983. Cen-ci avaient eu près de 9 000 hommes

### Argentine

#### LES TRIBUNAUX MILITAIRES SPÉCIAUX JUGEAIENT SECRÈTEMENT

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'ancien directeur de la police de la province de Buenos-Aires, le général Ramon Camps, a admis lundi 2 janvier, qu'il a existé en Argentine des « tribunaux spéciaux qui se prononçaient en secret contre les militants de gauche ». Le général, qui est à la retraite, a fait cette déclaration à un magistrat devant lequel il comparaissait dans le cadre de l'enquête sur les disparitions. Le général a exposé les méthodes de répression utilisées par les militaires contre la guérilla entre 1976 et 1979.

D'autre part, une centaine de cadavres exhumés de fosses communes de la province de Buenos-Aires ont commencé d'être examinés par des médecins légistes chargés d'établir les causes de décès. La majorité de ces cadavres ont été enterrés clandestinement après 1976. Onze cercueils contenant vraisemblablement des cadavres d'enfants ont été parmi les premiers à parvenir aux médecins, a-t-on précisé lundi de source judiciaire.

• Pern avait proposé à Londres d'acheter les Malouines. — Juan Perón avait tenté de racheter à la Grande-Bretagne l'archipel des Malouines en 1953, mais où lui avait fait répondre que cette cession provoquerait la chute du gouvernement du Royaume-Uni de l'époque, révèlent des archives officielles britanniques tombées dans le domaine public. — (Reuter.)

### Mexique

#### INCIDENTS DANS L'ETAT D'OAXACA ENTRE PARTISANS ET ADVERSAIRES DU GOUVERNEMENT

De violents affrontements ont eu lieu dimanche 1<sup>er</sup> janvier à Juchitán, une petite ville proche d'Oaxaca, à quelque 600 kilomètres au sud-est de Mexico, entre partisans et adversaires du gouvernement. Des coups de feu ont été tirés, faisant une vingtaine de blessés. Les émeutiers ont tenté d'incercler une banque, et les policiers qui gardaient les locaux ne sont pas intervenus.

Des incidents avaient déjà éclaté en août 1983 lorsque la coalition de gauche avait percé le contrôle de la municipalité de Juchitán. C'est en 1981 que cette ville avait obtenu l'autorisation de prendre le nom : dans cette région très pauvre, le parti populaire indépendantiste (PRI) est majoritaire, le parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir, avait perdu les élections locales au profit d'une coalition de gauche de tendance socialiste (COCEI). Un événement notable dans un pays où le PRI contrôle indirectement le plus souvent les formations d'opposition. Tel n'avait pas été le cas, semble-t-il, à Juchitán, à la surprise générale. Les dirigeants locaux du PRI se sont plaints depuis que le gouvernement central utilisait Juchitán « pour prouver que la contestation politique était possible ». Après plusieurs incidents, un nouveau chef, M. Carrasco Gomez, membre du PRI, a été installé à la tête de la ville. Mais les partisans du COCEI démontrent la « fraude » des autorités.

(Publicité)

**études foncières**

Au sommaire du numéro 21 :

- La redéco d'équipement... II
- Les mutations foncières en zones périphériques
- Autogestion urbaine en Equateur
- La « co-gestion » de l'espace agricole
- Un club de micro-informatique pour les aménageurs, etc.

ABONNEMENT au no 24 (4 numéros) : 150 F  
64, rue de la Fédération, 75013 Paris. Tel. (1) 567-33-34

(Publicité)

... économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DUO-FENETRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD - 5, rue Chariot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentour.

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### L'annonce de la réduction prochaine du contingent de la force multinationale française déconcerte les Libanais

De notre correspondant

Beyrouth. — Le retrait d'une partie du contingent français de la force multinationale constitue un geste de plus, de la part de Paris, dans le cadre d'une politique qui, vue de Beyrouth, ne donne pas l'impression d'une grande cohérence. Il y a eu d'autres : les contradictions concernant la participation syrienne aux événements de septembre 1983, notamment dans la montagne, que Damas ne contestait même pas, le raid des Super-Etendard sur Baalbek, l'évacuation prévue, à la veille de Noël, de deux postes qui provoqua trois jours de bataille dans Beyrouth à un moment particulièrement inopportun.

En retirant quatre cent quatre-vingt-deux hommes de Beyrouth, le quart de son contingent au sein de la force multinationale, et en les renvoyant à la Force d'interposition des Nations unies au Liban (FINUL) au Liban-Sud, à la fin de janvier 1984, la France a sans doute rendu ses troupes moins vulnérables dans la capitale. Qui y trouve mille cinq cents ou deux mille hommes ne change en effet, rien à l'affaire, ainsi qu'en le souligne ici, puisque à l'exception de quatre-vingt-dix soldats en position dans les

rues, les autres sont barricadés à l'intérieur des postes transformés en fortins, dont le nombre a précisément été réduit fin décembre. De plus, sans donner satisfaction à la Syrie et à la fraction de l'opposition libanaise qui réclament le retrait pur et simple de la force multinationale, la France, après s'être montrée déterminée à mener sa mission jusqu'au bout, paraît prendre la tête de « la débandade de l'Occident au Liban », pour reprendre le sensiblement exprimé communément en milieu chrétien.

Sous la pression de leur opinion publique, les gouvernements américain et italien ont parlé de retrait et de réduction de leurs contingents sans y procéder jusqu'à présent. Exempt de toute contrainte, le gouvernement français est le premier à entreprendre ce tel mouvement, « donnant ainsi le signal aux autres ». On note que le général Cann, à la veille de la décision française, avait annoncé que son collègue italien l'avait informé que ses troupes allaient être amputées de sept cents hommes, ce que Rome s'est pressé de démentir.

LUCIEN GEORGE.

### La relève des unités

*A la fin de janvier, le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth sera ramené à moins de quinze cents hommes (nouvelle édition du 3 janvier) au lieu de mille neuf cent cinquante actuellement) à l'occasion de la relève des éléments de la 1<sup>re</sup> division parachutiste par des éléments de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (DIMA) sous les ordres du général de brigade Michel Datin.*

*La 9<sup>e</sup> DIMA, principalement stationnée en Bretagne, avait déjà séjourné à Beyrouth entre janvier et mai 1983, et ce sera le deuxième séjour, également, du général Datin, qui, de surcroit, sous son commandement, cent cinquante gendarmes auxiliaires (il s'agit de volontaires du contingent) pour la garde de l'ambassade française à Beyrouth, la chancellerie et l'état-major à la Résidence des Pins.*

### LE CHAUFFEUR DU CONSULAT DE FRANCE GRIEVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Beyrouth (A.F.P.). — Le chauffeur du consulat de France à Beyrouth, M. Henri Beauvais, de nationalité française, a été grièvement blessé, le mardi 3 janvier, à 7 h 45 (5 h 45 G.M.T.), par un incendie qui a tiré sur lui à l'aide d'un revolver munis d'un silencieux. Le chauffeur se trouvait devant le domicile du consul de France, M. Edouard Aubin de Blanpré, qu'il devait emmener à Tripoli (dans le nord du Liban), lorsque l'inconnu a tiré, le touchant à la tête.

La victime a aussi été emmenée, dans le coma, à l'hôpital américain, où elle a subi une intervention chirurgicale, précise-t-on à l'ambassade de France. — (A.F.P.)

### A Tunis

#### « ACCORD TOTAL » AU SEIN DU FATH SELON UN DES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL

Les débats du comité central du Fath, la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), ont abouti à un « accord total », a déclaré lundi 2 janvier, à Tunis, M. Khaled El-Hassan, l'un des quatorze membres du comité.

D'autre part, le roi Hussein de Jordanie a préfocalé, lundi 2 janvier, l'établissement de « nouvelles relations » entre les peuples jordanien et palestinien pour faire face aux événements en cours au Proche-Orient. Concernant une éventuelle confédération jordanio-palestinienne et les réserves émises à ce propos du côté palestinien, le roi Hussein a affirmé, en soulignant qu'il une telle possibilité ne concernait pas seulement la partie palestinienne mais également la partie jordanienne : « Nous réglerons cette question en son temps. »

Le souverain a affirmé que la détérioration de la situation au Liban où, selon lui, trois cent mille Palestiniens risquent d'être expulsés, ainsi que la politique israélienne visant à déplacer les Palestiniens de leurs camps dans les territoires occupés vers la vallée du Jourdain, dans le « but évident de les pousser à quitter les terres palestiniennes, nous encourageront à trouver une formule jordanio-palestinienne qui satisfasse chaque Jordanien et chaque Palestinien. » — (A.F.P.)

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

### M. Giscard d'Estaing en Israël

#### « Mieux vaut tard que jamais... »

De notre correspondant

Jérusalem. — « Prenez bien soin de lui, car je reviendrai le voir. » En plantant à son tour, dans une forêt proche de Jérusalem, un arbre devant le monument élevé à la mémoire des juifs français morts en déportation, M. Valéry Giscard d'Estaing a longuement interrogé son hôte sur sa politique au Liban, en Cisjordanie, à Gaza et dans l'ensemble de la région. M. Shamir a mis l'accent sur la « partie d'influence » d'Israël dans les terrains occupés depuis la guerre du Liban.

L'ancien président a également rencontré M. Elias Freij, maire chrétien de Bethléem, chef de file des notables palestiniens modérés. Il doit aussi se rendre sur le plateau du Goléa. Ce sera la première visite d'une personnalité politique française dans cette région depuis son annexion par Jérusalem en novembre 1981 (1). Il quittera Israël par la route en franchissant le pont Al-éyoub sur le Jourdain pour aller s'entretenir à Amman avec le roi Hussein.

Visitant l'institut de Yad-Vashem, consacré au souvenir des six millions de juifs victimes de l'Holocauste nazi, M. Giscard d'Estaing y a déposé le texte du discours qu'il prononce à Auschwitz le 15 juin 1975. Il a tenu à l'intention de la presse à un répétition deux phrases : « L'immortalité de leur souffrance me donne la certitude de leur survie » et « Peut-être vous inspire à la jeunesse du monde l'horreur de cette horreur. »

Ce geste est sans doute dédié au cœur des Juifs israéliens. Mais il n'aura pas dissipé tous les regrets. « Ah ! comme nous aurions été plus touchés si M. Giscard d'Estaing nous avait rendu la vie plus facile quand il était encore au pouvoir », déclaré le journaliste Yedid Aharonev.

J.-P. LANGELIER.

(1) N.D.L.R. : le Goléa syrien a été conquis par Israël dès 1967.

### LE PROCÈS DU MEURTRIER PRÉSUMÉ D'ISSAM SARAOUI S'OUVRE AU PORTUGAL

Albufeira (Portugal). — Entouré d'exceptionnelles mesures de sécurité, le procès d'Al-Aqad Yousfi, meurtrier présumé d'Issam Saraoui, conseiller de M. Yasser Arafat, doit s'ouvrir le mercredi 4 janvier, à Albufeira, une ville de l'Algarve, dans le sud du Portugal. Issam Saraoui, partisan d'une ligne modérée au sein de l'O.L.P., a été assassiné dans cette ville, le 10 avril 1983. Il participait comme observateur à un congrès de l'Internationale sociale.

Arrêté peu après, Al-Aqad Yousfi aurait reconnu, selon la police, être l'auteur du meurtre revenu à Damas, par l'organisation d'Abu Nidal, hostile à M. Arafat.

• Arrestation d'un cheikh chiite par les israéliens. — Les forces israéliennes ont arrêté, lundi 2 janvier, à Saïda (Liban du Sud), un dignitaire religieux musulman chiite, le cheikh Abdel Rahmeh Hijazi. Les soldats israéliens, qui ont perquisitionné au domicile du cheikh Hijazi, n'ont donné aucune raison à l'arrestation du dignitaire religieux. Une semaine plus tôt, le cheikh, dont le fils est retenu par les forces israéliennes, avait été appelé à comparaitre devant les autorités militaires israéliennes. Un autre dignitaire religieux de Saïda, le cheikh Moharram Arfeh (musulman sunnite), a été arrêté mi-décembre. — (A.F.P.)

QUI CROIT  
LE MOINS  
AU TRAVAIL,  
LE LOUBARD  
OU  
LE BRANCHÉ?

Réponse dans Actuel et sur Europe 1

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> 2347.21.32



# EUROPE

## A TRAVERS LE MONDE

### Des époux séparés de biens

(Suite de la première page.)

Le tarif extérieur commun en était ainsi amené à perdre une valeur mythique. Il était censé être le signe distinctif de la Communauté, la séparant radicalement du reste du monde. Comme il arrive souvent, le vocabulaire et les habitudes de pensée qu'il traduit n'en pas changé au même rythme que les faits. Il existe encore des nostalges d'une Europe fortement charpentée comme celle à laquelle révait certains des fondateurs : du Marché commun (pas tous : les Allemands, les Néerlandais étaient à la fois partisans de la Communauté et du maximum d'ouvertures sur les autres pays, européens ou pas). Les regrets qu'ils expriment ne sont souvent qu'à observer les vrais débats qui devraient préoccuper les européens.

#### Une longue querelle franco-anglaise

Il faut dire que la controverse qui oppose la France, appuyée pour des raisons plus politiques qu'économiques par ses partenaires du Marché commun, à la Grande-Bretagne sur la question de l'union douanière démarre la scène pendant de longues années. Les Six l'avaient pas encore signé le traité de Rome (la signature eut lieu le 25 mars 1957) que Londres prenait l'initiative de proposer la création d'une vaste zone de libre-échange entre pratiquement tous les pays de l'Europe occidentale qui étaient alors membres de l'O.E.C.E., organisme créé à l'origine pour distribuer les fonds de l'aide Marshall (et qui, à partir de 1961, devait se transformer pour devenir la moderne O.C.D.E. englobant désormais non seulement les pays industrialisés du monde capitaliste, à commencer par les Etats-Unis).

Dans le projet de Londres, la Communauté économique encore dans les limbes devait entrer en tant que telle dans une zone de libre-échange qui aurait ainsi constitué un cadre plus large. Alors que les dirigeants allemands de l'époque considéraient cette initiative d'un bon œil, Paris y vit aussitôt une tentative visant à diluer le Marché commun, ayant même qu'il prenne naissance dans une Europe des marchands aux courtes mœurs.

Ce qui semblait à l'époque difficile de renier de la façon la plus nette, une zone de libre-échange et un marché commun véritable était que la première ne comportait que des engagements d'ordre commercial, considérés *a priori* comme subalternes et surtout sujets à révision. L'union douanière, au contraire, paraissait devoir ouvrir la voie à une intégration - des économies concernées, caractérisée notamment par une unification progressive des régimes fiscaux, une liberté de circulation complète des hommes impliquant, par exemple, la possibilité pour un avocat ou un médecin allemand de s'installer en France, ce qu'ils ne peuvent toujours pas faire aujourd'hui. A cela s'ajoutait le fait que la zone de libre-échange n'était concue que pour les produits industriels, tandis que le Marché commun devait englober l'agriculture, grâce à la mise en place d'une politique commune comportant à la fois la fixation par les pouvoirs publics de prix communs et un système de protection vis-à-vis de l'extérieur.

Telle était en tout cas la rhétorique qui convenait tout particulièrement aux Français, convaincus dans leur majorité que l'ouverture de leurs frontières à la concurrence étrangère n'était possible qu'à l'abri d'un cadre institutionnel. Le traité de Rome, avec ses règles et ses organes de décision et d'exécution, semblait à la fois assurer les conditions de la liberté économique et fournir les garde-fous nécessaires pour empêcher les abus.

L'initiative britannique donne l'occasion au général de Gaulle de faire son premier coup d'éclat. Le 14 novembre 1958, alors que les institutions de la V<sup>e</sup> République n'étaient pas encore en place, le général fait savoir, par la bouche de son ministre de l'Information, qui était alors Jacques Soustelle, que Paris considérait désormais comme sans objet la poursuite des négociations sur l'institution d'une zone de libre-échange au sein de l'O.E.C.E. Bien qu'ils aient été prévus, les négociateurs du château de la Muette, dirigés par le

ministre britannique Reginald Maudling, n'en croient pas leurs oreilles.

Les Britanniques ne se laissent pas déconcerter. Ils prennent contact, dans les mois qui suivent, avec un certain nombre de pays européens qui, pour une raison ou une autre, certains d'entre eux pour présenter leur neutralité. Cela mène à l'écriture de la charte du Marché commun. C'est ainsi qu'au début de l'été 1959, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Suède, l'Allemagne, la Norvège, le Danemark et le Portugal décident de fonder l'Association européenne de libre-échange (A.E.E.), bien vite baptisée du nom de petite zone de libre-échange.

A l'Europe des Six, Londres semblaient vouloir opposer l'Europe des Sept, en vue probablement d'un marchandise. La négociation entre les deux groupes n'eut jamais lieu, à cause notamment de l'obstination du général de Gaulle à refuser l'adhésion du Royaume-Uni au traité de Rome.

#### Un changement de politique

C'est seulement après que Georges Pompidou eut succédé (soi-préfens de 1969) au général de Gaulle, que Paris change complètement sur ce chapitre de politique. Deux des pays de l'A.E.E. furent admis dans le Marché commun : la Grande-Bretagne et le Danemark (le peuple norvégien ayant, à la suite d'un référendum, rejeté l'adhésion). La Communauté a six étages : devenue la Communauté européenne (avec l'Irlande), en attendant d'accueillir en 1981 un dixième membre (la Grèce).

L'émergence de la Communauté allait mettre en défaut la logique du tarif extérieur commun. Les pays candidats admis au Club de Bruxelles n'auraient-ils pas à rétablir les droits de douane à l'égard de leurs astéries partenaires de l'A.E.E., pour se mettre en règle avec les principes de l'union douanière ?

Cette conséquence absurde fut évitée par l'offre faite en 1972 par la Communauté chargée de négocier avec chacun des pays de l'A.E.E. d'avoir pas fait acte de candidature à l'établissement d'une zone de libre-échange. Les délais d'adaptation prévus pouvaient aller jusqu'à onze ans pour certains secteurs sensibles, dont l'industrie du papier. Résultat : aujourd'hui, le tarif extérieur commun n'est pratiquement appliqué qu'à l'égard des Etats-Unis et du Japon et de quelques autres pays industriels comme l'Autriche et la Nouvelle-Zélande, car la Communauté a signé avec un grand nombre de pays du tiers-monde (convention de Leem) à commencer par les pays de la rive sud de la Méditerranée, différents accords de tarifs préférentiels. En Europe même, seule l'Espagne échappe à la zone de libre-échange, mais Madrid, qui poursuit de difficiles négociations avec la Communauté, est déjà lié à cette dernière par un certain nombre d'accords tarifaires.

Pour certains, le Marché commun s'est ainsi désastreux. Mais la solution à laquelle on a fini par aboutir n'est pas sans intérêt : l'Europe n'a aucunement su au regard des espoirs exagérés mis dans le traité de Rome et dans l'idée quelque peu artificielle que devait exister entre un Marché commun formé par des Etats souverains et une zone de libre-échange une différence de nature autre que juridique.

Si l'on y regarde de près, cette différence supposée n'avait qu'une seule raison d'être. La Communauté pourvue d'institutions était censée devoir multiplier les intervections - jugées *a priori* bénéfiques au développement de la vie économique et de la coopération.

On sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu. Chaque Français peut constater que les courtois à la frontière avec l'Allemagne, autre pays membre du Marché commun, ne sont pas plus légers qu'à la frontière avec la Suisse. On a aucune raison de s'offusquer de ce manque de discrimination. Il faut au contraire s'en féliciter, au nom de l'Europe. Ce qui est regrettable est qu'un grand nombre de contrôles continuent de subsister tant à l'égard de la R.F.A. que de la Suisse.

Aujourd'hui, l'ouverture des adjudications publiques par chacun des pays européens à la concurrence des producteurs non nationaux devrait plus orille pour créer un vaste marché à l'échelle du continent pour l'industrie lourde, type C.G.E. ou Siemens, que l'harmonisation des régimes fiscaux (T.V.A.) ou tel autre rapprochement des législations longtemps inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres de Bruxelles.

La zone de libre-échange telle qu'elle est constituée peut paraître relativement lâche, mais la division de l'Europe en deux blocs aurait constitué sans aucun doute un inconveniencement beaucoup plus grave.

L'œuvre européenne ne doit pas être jugée par rapport à des objectifs qui n'étaient pas tous réalisables, mais par rapport aux avantages apportés dans la vie de tous les jours aux différents participants de la vie économique. Il l'empêche que sur d'autre

très plans, c'est la formule communautaire qui l'a emporté. Londres n'a eu de cesse d'obtenir son adhésion au Club de Bruxelles et c'est aujourd'hui les procédures du traité de Rome, complétées par l'instauration du conseil européen qui constituent l'organe privilégié des discussions entre pays européens. Mais le pire serait que la Communauté en soit réduite à n'être plus qu'une pureté : la zone de libre-échange chargée à laquelle, on a abouti à « sans dette », avec grande chose à voir avec le vaste marché de la télévision, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, le général Jaruzelski s'est déclaré convaincu que « la Pologne sera pour l'actuelle administration française un Dian-Bien-Phu politique ».

Varsovie (A.P.F.). — La politique de la France fait l'objet de vives attaques de la part des autorités et de la presse polonoise. Au cours d'un débat à la télévision, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, le général Jaruzelski s'est déclaré convaincu que « la Pologne sera pour l'actuelle administration française un Dian-Bien-Phu politique », allusion à la guerre à l'ETA au Vietnam en 1954.

D'autre part, Trybuna Ludu, organe du parti communiste polonais, a accusé, lundi, la France de manier, « au nom de l'équilibre des forces en Europe », une politique atlantiste et pro-américaine dirigée contre les pays socialistes et la Pologne en particulier.

Selon le quotidien, la France est à l'origine d'une propagande de calomnies sans précédent depuis cinquante ans contre les pays socialistes, U.R.S.S. et Pologne en tête ». Il n'est pas difficile, ajoute l'organe du P.C. polonais, d'expliquer la furie de l'équipe Mitterrand » après la proclamation de l'état de siège.

Le général Jaruzelski s'est soumis aux diverses organisations d'émigrés polonais, l'importance de la campagne anticommuniste dans les médias français et la dégradation des relations franco-polonaises dans tous les domaines ».

### Pologne

#### VARSOVIE REPROCHE À LA FRANCE DES « CALOMNIES ANTISOCIALISTES SANS PRÉCÉDENT »

### Espagne

#### L'ASSASSINAT DE DEUX POLICIERS À MADRID EST REVENDIQUÉ PAR LE GRAP

L'assassinat, lundi 2 janvier à Madrid, de deux policiers par un commando terroriste a relancé l'enquête dans la classe politique espagnole (*le Monde* du 3 janvier).

C'est le premier attentat terroriste de 1984 en Espagne, et il a eu lieu quelques heures après la mort, à Bayonne, de Miguel Goicoechea, militant présumé de l'ETA militaire, tué à Saint-Jean-de-Luz mercredi dernier par un commando du GAL (Groupe de libération antiterroriste). Plusieurs douilles d'un type d'arme habituellement utilisée par les commandos de l'ETA ont été retrouvées à Madrid sur les lieux du double meurtre, revendiquée ce mardi 3 janvier par le GRAP, un groupuscule terroriste d'extrême-gauche. Le GAL, dont on sait peu de choses, a apparemment choisi de faire la guerre à l'ETA, au moyen de méthodes.

La tension au Pays basque espagnol a été mise en évidence par la décision de M. Garaikoetxea, président du gouvernement autonome basque, de ne pas briguer un nouveau mandat (*le Monde* du 3 janvier).

### Jordanie

#### TREIZE MORTS DANS L'ACCIDENT D'UN AVION MILITAIRE

— Treize militaires jordaniens ont péri dans l'accident d'un avion militaire jordanien, qui est tombé, lundi 2 janvier, dans la région de Katane, au sud d'Amman. Les causes de l'accident sont d'ordre technique, a précisé une source militaire jordanienne. Celui qui a indiqué que l'avion, un transport de troupes, effectuait un vol normal vers le sud de la Jordanie. — (A.F.P.)

### Cuba

#### M. FIDEL CASTRO DÉNONCE VIVEMENT LA POLITIQUE DE M. REAGAN

M. Fidel Castro a vivement critiqué, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, la politique étrangère de M. Reagan, qu'il a qualifiée de « belliqueuse, aventurière et irresponsable » dans un discours prononcé à Santiago de Cuba.

### Italie

#### NOUVELLE ÉVASION DU « ROI DE NAPLES »

— Michele Zaza, l'un des chefs de la pègre napolitaine, surnommé « le roi de Naples », arrêté en juin dernier, s'est évadé le lundi 2 janvier de la clinique Mater Dei à Rome, où il avait été transféré en octobre en raison de problèmes cardiaques. C'est la quatrième fois que le gangster, poursuivi pour trafic de drogue et de dévises et pour nombreux homicides, s'évade selon le même scénario. La police et certains hommes politiques, dont le sénateur socialiste Luigi Covetti, s'interrogent sur la « mansuétude » des juges à l'égard de Zaza. — (A.F.P., U.P.I.)

En remerciement de votre fidélité  
Jean de Bonnot vous offre  
ce livre d'art exceptionnel  
au prix coûtant

Sait-on que pour ce  
livre d'art Jean de  
Bonnot a utilisé  
85 cm<sup>2</sup> de feuille  
d'or pur titrant 22  
carats ?

## L'ODYSSEE



**d'Homère**  
avec 100 illustrations hors-texte et  
in-texte par les plus délicieux artistes  
grecs de l'Antiquité  
un ensemble céramographique unique en son genre.

ainsi que leurs légendes dans une seule publication.  
Ces peintures se trouvent dispersées dans les musées et collections des deux continents et datent du VII<sup>e</sup> au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Elles ont été retrouvées principalement dans : les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Wurtzbourg, de Cracovie et d'Athènes, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich ; les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, da la Duchesse de Dalmatie, du Duc de Marlborough, de Poutiers-Gorgier.

Il en résulte un superbe volume de 580 pages magnifié par l'éblouissant défilé des beaux et harmonieux décors des vases grecs. Une fresque unique que personne n'avait pu contempler dans son ensemble. L'Odyssee : un fascinant roman

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm  
peau de vache

divine Calypso. Sa femme la patiente Péénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendus et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces émouvantes reliques datant de 25 siècles. L'immortel chef-d'œuvre d'Homère vous est donné ici dans la célèbre traduction de Leconte de Lisle. C'est dire que rien n'a été négligé pour votre satisfaction.

### Un livre "construit" pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Odyssee, dans sa version intégrale en un seul volume, est relié plain cuir de mouton d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur griseante prend avec les ans une patine inimitable.

Le dos et les plats sont ornés d'un décor précis gravé à la main et poussé sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon aloi qui agrémenta aussi la tranche de tête. Encadrant les plats, un motif gaufré à froid se détache en noir sur un fond ocre évoquant l'argile des vases grecs.

Le plat fabriqué traditionnellement à la forme ronde est un verger échafaud solide et sonnant filigrane "aux canons". Les cahiers sont assemblés et cousus au fil résistant. Les coins sont remplis main à l'os de bœuf. Le dos est renforcé par une doublure invisible. Tranchettes et signets tressés complètent l'ouvrage.

### GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclatante satisfaction inépuisable. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et la cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

*Jean de Bonnot*

### BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "L'Odyssee" d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir décoré à l'or fin 22 carats.  
Veuillez en trouver ci-joint le règlement, soit 93 F (+ 10,70 F de frais de port).  
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine sous dix jours, et je serai aussi remboursé.

Nom..... Prénom.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

QUI A  
LE PLUS  
LE GOUT  
DU RISQUE,  
LE FUTUR CADRE  
OU  
LE LOUBARD?  
  
Réponse dans Actuel  
et son Europe !



الإدارية

## de la Cour des comptes sur ELF-Aquitaine

ancien premier président de la Cour des comptes. Il a laissé à la Cour elle-même le soin de se prononcer sur la nature exacte de ces exemplaires. La justice pourra ensuite, a-t-il précisé, « classifier et susciter cette faute ».

M. Mauroy a rappelé que « si les responsables actuels de l'Etat, si ceux d'ERAP, n'étaient, il y a seulement neuf jours, le moyen de connaître la nature exacte des événements qui se sont déroulés entre mai 1976 et juillet 1979 ».

M. Mauroy a souligné, en outre, qu'en des enseignements de ce

rapport est que les dirigeants de l'actuelle opposition sont mal fondés à faire à la gauche le procès d'incompétence que, selon le premier ministre, ils lui ont intenté dès 1981.

C'est aussi le sentiment de *L'Humanité* du 3 janvier, dans laquelle Robert Crémieux écrit : « Tous à tour menacants, jouant les vertus outrageuses ou les experts économiques, MM. Giscard, Barre et Chabaudou se sont enfouis dans le scandale et la manipulation. Les documents de leçons d'économie supportent mal qu'un document démontre, au passage, leur incompétence. »

Dans l'opposition, M. Philippe Mestre, député (U.D.F.) de Vendée,

ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, juge « consternants » les propos de M. Mauroy, qui visent, selon lui à « jeter (...) le discrédit sur une grande entreprise nationale et le doute sur une des plus hautes juridictions de l'Etat ».

M. Giscard d'Estaing, en visite en Israël, s'est refusé à commenter, dans un pays étranger, les propos de M. Mauroy. Dans son entourage, on indique que l'ancien président fera connaître son avis dès son retour en France, prévu pour la semaine prochaine.

JEAN-Louis ANDRÉANI.

### Réponses à neuf questions

*L'affaire des « avions renifleurs » n'est pas encore finie. La publication du rapport Giquel éclaire cependant de nombreux aspects du dossier et permet de répondre plus précisément à quelques questions :*

• Qui fut le rôle de MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ?

Le rapport Giquel indique le souci évident qu'en étaient MM. Giscard d'Estaing (informé le 2 juillet 1976 par MM. Pierre Guillaumat et Antoine Pinay) et Barre (informé le 8 octobre 1976) de faciliter les recherches du groupe pétrolier. M. François Giquel ne cite pas M. Jacques Chirac, qui démissionna de ses fonctions de premier ministre le

enfin de course, il apparaît que le fameux groupe européen s'était déintéressé de l'affaire dès 1976. ELF-ERAP ne traitait en fait qu'un comté belge, « inventeur », représenté par M. de Weck.

• Les sommes dépensées en partie par ELF-ERAP, soit près de 800 millions de francs, en 1978, étaient-elles considérables au regard de l'époque et des finances du groupe à l'époque ?

Pour les dirigeants actuels d'ELF, le pari, vu ses conséquences possibles, était largement justifié. Que sont 800 millions de francs comparés aux 6 à 8 milliards dépensés annuellement dans l'exploration, en

entre l'ERAP et les « inventeurs » de bout en bout. Des clauses spéciales draconiennes avaient même été adoptées à la demande des « inventeurs ». Le secret a ainsi condamné le groupe pétrolier à établir tout scientifique capable de juger des méthodes de MM. Villegas et Bonassoli et cela jusqu'en 1978.

A deux reprises pourtant — au moins — le secret a été levé. Selon le rapport, le président Omar Bongo aurait été plus ou moins mis dans le secret et ELF aurait ainsi obtenu le permis de Pongara Marine au Gabon. Le roi du Maroc aurait lui aussi été « pré-maturément informé ». Des sources marocaines pourraient faire état d'un procédé de recherche inédit.

• Comment M. Pierre Guillaumat, président d'ELF-

lui lors de l'engagement de l'opération.

• Pourquoi n'a-t-on pas cherché, à l'époque, compte tenu des conclusions de ce rapport et des questions laissées en suspens, à donner des suites, notamment judiciaires, à l'enquête ?

La thèse du secret d'Etat ne se justifiait plus. Elle est cependant encore mise en avant par les responsables politiques de l'époque, qui indiquent aussi le souci de préserver la crédibilité d'ELF-ERAP.

M. Giquel lui-même évoquait à la fin de son rapport de possibles poursuites pénales. Il aurait été également possible d'envisager des sanctions au sein de l'entreprise.

• Des poursuites judiciaires vont-elles maintenant être engagées ?

— M. Robert Badinter, garde des sceaux, doit demander aujourd'hui au procureur de la République du tribunal de Paris d'ordonner une enquête à propos des responsabilités éventuelles, sur, le plan juridique, do MM. Bernard Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, des deux « inventeurs » des « avions renifleurs » et des responsables de la comptabilité d'ELF-ERAP.

M. Beck est la personne qui risque le plus d'être poursuivi. La destruction des rapports Giquel qui lui est reprochée remonte aux mois de septembre 1979 d'octobre 1982. Les faits ne sont pas prescrits. Il appartiendra, au principe, au procureur de la République de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation qui désignera la chambre d'accusation chargée de l'instruction. La destruction des rapports Giquel, selon l'appréciation des magistrats, pourra être qualifiée soit de délit, soit de crime. M. Mauroy a cependant préféré que le gouvernement demandera d'abord l'avis du bureau de la Cour des comptes sur le « statut » et le « parcours » du rapport.

Les « inventeurs » bénéficient vraisemblablement de la prescription (trois ans en matière de délit) puisque les faits remontent aux années 1976-1979. De même les responsables de la comptabilité du groupe ELF-ERAP. Le parquet du tribunal devra, en tout cas, déterminer au cours d'une enquête préliminaire avec peu de moyens d'investigation.

VÉRONIQUE MAURUS et LAURENT GREILSAMER.

ERAP, ingénieur, polytechnicien et père du pétrole français, n'a-t-il pas saisi abusif et la sorte ?

— Le rapport avance des explications liées tant à l'atmosphère de mystère, entretenue par les « inventeurs » qu'aux « pressions diffuses » exercées par leurs pairs — visant à accélérer la thèse du secret d'Etat, « et à l'importance de l'enjeu. Il a agi de bonne foi, convaincu jusqu'au premier trimestre 1979 de l'existence du procédé et de son importance, non seulement pour ELF-Aquitaine et la politique pétrolière française, mais pour la défense nationale et les intérêts supérieurs du pays », estime M. Giquel.

Reste que la personnalité même de l'homme qui apparaît au fil du rapport, comme le principal responsable de cet échec, conduit à s'interroger sur l'avènement constant dont il semble avoir fait preuve en cette affaire. Il conduira aussi à se demander quelle a été la nature exacte des « pressions diffuses » exercées sur

Les « inventeurs » bénéficient vraisemblablement de la prescription (trois ans en matière de délit) puisque les faits remontent aux années 1976-1979. De même les responsables de la comptabilité du groupe ELF-ERAP. Le parquet du tribunal devra, en tout cas, déterminer au cours d'une enquête préliminaire avec peu de moyens d'investigation.

VÉRONIQUE MAURUS et LAURENT GREILSAMER.

forages dont les neuf dernières se révèlent catastrophiques, assure-t-on.

Rappelons, néanmoins qu'à l'époque, les finances du groupe étaient moins florissantes qu'elles ne l'ont été depuis. Les débuts après le second choc pétrolier de 1980. En 1976, 1977 et 1978, les dépenses d'exploration ne dépassaient guère 2 milliards de francs, tandis que les dépenses de recherche avoisinaient 400 millions — et même encore 388 millions de francs en 1980 !

L'engagement des « inventeurs » dans le projet était bien pour le groupe, à l'époque, une décision lourde, le coût total de l'opération ayant, par exemple, absorbé l'équivalent du bénéfice total dégagé par ELF en 1976 (840 millions de francs). Elle l'était encore plus pour l'Etat, les versements effectués par l'ERAP à l'Etat au cours de cette période (de 1977 à 1979 inclus), n'ayant pas dépassé 250 millions de francs.

• Quels ont été la destination et l'emploi des fonds versés à la société Fissalma et aux « inventeurs » ?

— Le rapport ne permet pas de répondre à cette question. Il agrave même les doutes que l'on peut avoir, en soulignant d'une part, que, en sus des versements effectués au titre du premier contrat de 1976 et non récupérés, le groupe ELF a supporté une part importante des frais liés à la mise en œuvre du procédé, et a versé de surcroît directement à M. de Villegas d'importants sub-sides à des tiers divers (bonnaires notamment). Or M. de Villegas connaît, selon le rapporteur, à l'époque de son enquête, de séries de difficultés financières, et son associé, M. Bonassoli, « n'aurait guère profité de la manne ».

L'« inventeur » a-t-il pu dépasser seul les quelque 292,5 millions de francs représentant le solde net des comptes de la société Fissalma, auxquels s'ajoutent les quelque 47 millions versés directement en Belgique, soit un total 339,5 millions de francs de l'époque (en francs d'aujourd'hui, près du double) ? On est conduit à s'interroger, en parallèle, sur le rôle exact du groupe international qui a paraincé l'affaire.

• Qui se cachait derrière l'important groupe financier européen représenté par M. Jean Violet et président Antoine Pinay ?

— A l'origine, ELF-ERAP semble penser que ce groupe est soutenu par des personnalités financières et politiques du plus haut niveau. On parle d'intérêts italiens et espagnols, de relations — réelles — avec le Brésil et l'Afrique du Sud. Les dirigeants d'ELF-ERAP traitent avec M. Violet, avocat d'affaires internationales, « de longue date en relation avec l'ERAP ». M. Pinay et M. Philippe de Weck, président de l'U.B.S., le deuxième groupe bancaire suisse. Des ecclésiastiques apparaissent lors de la signature d'un accord...

ERAP, ingénieur, polytechnicien et père du pétrole français, n'a-t-il pas saisi abusif et la sorte ?

— Le rapport avance des explications liées tant à l'atmosphère de mystère, entretenue par les « inventeurs » qu'aux « pressions diffuses » exercées par leurs pairs — visant à accélérer la thèse du secret d'Etat, « et à l'importance de l'enjeu. Il a agi de bonne foi, convaincu jusqu'au premier trimestre 1979 de l'existence du procédé et de son importance, non seulement pour ELF-Aquitaine et la politique pétrolière française, mais pour la défense nationale et les intérêts supérieurs du pays », estime M. Giquel.

Reste que la personnalité même de l'homme qui apparaît au fil du rapport, comme le principal responsable de cet échec, conduit à s'interroger sur l'avènement constant dont il semble avoir fait preuve en cette affaire. Il conduira aussi à se demander quelle a été la nature exacte des « pressions diffuses » exercées sur

Les « inventeurs » bénéficient vraisemblablement de la prescription (trois ans en matière de délit) puisque les faits remontent aux années 1976-1979. De même les responsables de la comptabilité du groupe ELF-ERAP. Le parquet du tribunal devra, en tout cas, déterminer au cours d'une enquête préliminaire avec peu de moyens d'investigation.

VÉRONIQUE MAURUS et LAURENT GREILSAMER.

## LE STRESS DU POUVOIR LEUR FRIPE LA TÊTE.



La tension internationale ?  
Actual de Jovisier l'ondyne,  
ou sculpe : la Grenade,  
Beyrouth, Boback, à cho-  
que crise, les hommes politi-  
ques prennent une ride et un

cheveu blanc de plus. Aussi  
spectaculaire que ce qui se  
pose en Chine, là-pas,  
pour un bâton valé à une  
superbe, jeu de toros à  
découper, jeu de toros à  
couper et à tirer entre  
osse.

bords par milliers.  
Cet arrivage-là en 1984 ?  
Actual vous le dit avec un  
superbe, jeu de toros à  
découper et à tirer entre  
osse.

### M. MESTRE (U.D.F.) : consternant

M. Philippe Mestre, ancien directeur de cabinet de M. Raymond Barre, député (U.D.F.) de Vendée, a déclaré, lundi 2 janvier : « Je constate que le gouvernement a changé de registre. »

« Après les imprécations et l'iro-  
nie d'un secrétaire d'Etat, a affirmé  
M. Mestre, voici que le premier  
ministre [...] usa du ton moralisa-  
teur. Serait-ce pour camoufler sa  
reculade après son coup manqué des  
basse politiques visant à attendre  
son prédécesseur, M. Raymond Barre ? »

« On me permettra, après avoir  
passé de nombreuses nuées à Mai-  
gny auprès de trois premiers  
ministres, de trouver consternants  
les propos de M. Mauroy, qui visent, selon lui à « jeter (...) le discrédit  
sur une grande entreprise nationale et le doute sur une des plus hautes  
juridictions de l'Etat ».

M. Giscard d'Estaing, en visite en Israël, s'est refusé à commenter, dans un pays étranger, les propos de M. Mauroy. Dans son entourage, on indique que l'ancien président fera connaître son avis dès son retour en France, prévu pour la semaine prochaine.

J.-F.AUGEREAU.

## POLITIQUE

## LA PUBLICATION DU RAPPORT

### L'enquête de M. Giquel : une charge accablante

Une fois n'est pas coutume, la Documentation française devra faire, avec la publication pour le modique somme de 30 francs d'un rapport de la Cour des comptes, un franc succès de librairie. Un titre : *« L'affaire des avions renifleurs, greffé sur la très officielle qualification de « rapport sur certaines opérations de l'entreprise de recherche et d'activité pétrolière »*. Un style très clair, ailleurs même parfois. Un récit raconté comme une aventure, qui regorge de détails pliquants et d'anecdotes rocambolesques.

Citons pâle-mâle la description de la luxueuse villa de Rueil acquise et aménagée par le groupe ELF en 1978 « pour y loger notamment l'ingénieur italien que l'on espérait amener en France — de son plein gré de préférence — mais enfin, vu les grillages et l'équipement de sécurité, il est certain qu'il n'aurait pas pu en repartir facilement, et il est non moins certain que le groupe a songé à l'y contraindre », ou celle de l'expérience décisive du procédé à Rueil, le 24 mai 1978, au cours de laquelle un scientifique, M. Horowitz, confondit les « inventeurs » en tordant « de manière à former un V » à l'insu de ces derniers un règlet gradué placé derrière un mur ; « l'image d'une règle parfaitement droite, horizontale, parut alors sur l'écran »... Ou encore la présence, au cours de la solennelle cérémonie du contrat de vente, au château de Wolfberg, le 24 juin 1978, aux côtés des présidents de l'ERAP et de l'U.B.S., du président Pinay et de M. Violet, de « diverses autres personnalités, ecclésiastiques notamment ».

Il ne faudrait pourtant pas s'y tromper. Si le rapport rédigé par M. Giquel relève dans sa première partie — descriptive de l'opération — du roman noir, et dans la seconde — financière — d'un compte rendu de bilan, la troisième partie consacrée aux « responsabilités » constitue une charge accablante pour certains dirigeants du groupe, nommément cités, tout d'abord, pour les responsables politiques qui ont couvert les opérations, ensuite, pour ceux qui, en étouffant l'affaire, ont choisi de ne pas poursuivre « les enquêtes complémentaires » jugées nécessaires par l'auteur en conclusion, enfin.

#### Une affaire bien mal engagée

La responsabilité de fond dans ce dossier a trait à la façon dont a été engagée l'affaire. La première décision majeure qui a abouti à l'accord de mai 1976 et au versement inconditionnel de 200 millions de francs suisses n'a pas été entourée des précautions qui s'imposaient. Sur la plan technique, « aucun dossier n'a été demandé ni aux inventeurs ni à leurs pairs et commanditaires ». Le président de l'ERAP n'a « d'autres sources d'information pour juger du procédé

Du début à la fin de cette « aventure », la responsabilité des principaux dirigeants d'ELF-ERAP à l'époque est lourdement impliquée. Car, c'est l'un des enseignements du rapport, un nombre extrêmement restreint de personnes ont eu, rue Nélaton, à connaître de l'opération. « Au début de l'année 1978, par exemple, note le rapporteur, au sein du groupe ELF-Aquitaine, entre les deux géologues, moins de dix personnes étaient au courant. Écartant du champ des responsabilités les géologues et les experts scientifiques — recrutés dans la phase finale de l'opération — qui « avaient pour mission de faire preuve d'une collaboration exemplaire avec les « inventeurs » [et] s'y sont tenus », M. Giquel cite, parmi les principaux responsables, dans l'ordre, M. Pierre Guillaumat, président du groupe, qui a « engagé l'affaire » et a « continué d'en assumer la responsabilité même après son départ » et qui s'il « a agi de bonne foi », l'a « suivie personnellement » de bout en bout et était chargé de rendre compte au gouvernement ; M. Albin Chatandon, son successeur, qui a « semé l'embarras de la situation dont il héritait » et a demandé toutes les garanties édictées des autorités compétentes pour la poursuite de la mission d'*« assistance »* à M. Guillaumat, qui lui avait confié le premier ministre ; M. Gilbert Rutman, vice-président du groupe, toujours en exercice, qui a « joué un rôle déterminant » ; M. Paul Alba, « cheville ouvrière d'ELF-Aquitaine dans l'opération ».

Le point de vue juridique et financier enfin, même imprudence : une ancienne enquête sur M. de Villegas ou M. Aldo Bonassoli, dont le groupe ne s'appréciait qu'à la fin de 1978, avec l'aide de cabinets de détectives privés, que le second en « avait laissé aucune trace de son passage dans les registres » de l'institut Enrico Fermi de Milan, dont il se prétendait un ancien chercheur, et que le premier « n'avait guère fréquenté les meilleures scientifiques » depuis quatre ans.

Rian iron plus sur le sociétal Fisalma, avec laquelle fut signé le premier accord, et que le groupe ELF avait considéré comme « l'émancipation des milieux financiers internationaux qui avaient présenté l'affaire et continuaient de parrainer les inventeurs ». Le président de l'ERAP n'a pas même, assure le rapporteur, demandé selon l'usage les statuts de cette société panaméenne, la composition du capital, la liste des actionnaires réels, le dernier bilan, etc. « impressionné par la réputation d'une des plus grandes banques suisses ».

Quant au groupe financier, parrain des « inventeurs » qui représentait M. Violet, « c'est peu dire qu'il était attendu (...) : par exemple à Lacq, mai 1977, des images apparaissent Sud-Nord dans un vol Nord-Sud », la conviction des responsables ne paraît pas dénuée, en dépit des conditions de travail de plus en plus difficiles aux inventeurs.

Six tentes de vérification furent entreprises à Montagut dans le Sud-Ouest, dans le Zululand (Afrique du Sud), à Castéra (Béarn), en Camargue (Radeau), en Loire-Atlantique (Penme 1), au Gabon (Pongara) de 1976 au début 1979, qui tous se soldèrent par des échecs. Pourtant, le groupe signe un second accord de cession de procédé, qui ne fut en réalité jamais exécuté, les inventeurs s'étant refusé à réaliser leur collaboration avec leurs associés, et ELF n'ayant pu entrer en possession du matériel que par saisie, au cours d'une expérimentation. De nombreuses sociétés furent créées, de personnel détaché, des sommes très importantes consacrées à l'opération, dans un seul but : vérifier l'existence du procédé-miracle.

« A aucun moment au cours de ces deux années, explique le rapporteur, les dirigeants du groupe ELF-Aquitaine ne semblent avoir cherché à vérifier l'autre hypothèse, celle de l'inexistence du procédé, ce qui leur aurait conduit à s'interroger non seulement sur la fiabilité des appareils, mais sur la bonne foi des inventeurs, en tout cas sur leur sérieux scientifique. Rien n'a été tenté dans ce sens. »

Or c'est bien cette seconde hypothèse — celle de l'inexistence du procédé — qui, d'avis du rapporteur, se révèle exacte, ce dont on s'aperçoit dès qu'une véritable démarche scientifique fut adoptée. M. Giquel souligne le contraste existant entre l'attitude des dirigeants du groupe et celle de l'expert, M. Horowitz, qui intervint dès novembre 1978 à la demande du ministre de l'Industrie, enfin saisi, et parvint, par une suite d'expériences très simples, à démon-

d'ELF-Aquitaine, semble-t-il, c'est que ce groupe informel réunissait des intérêts proches dans divers secteurs et divers pays — le groupe industriel Pesenti en Italie, une grande banque espagnole... — et qu'il se révélait en mesure d'approuver certains chefs d'Etat — le maréchal Giscard en Brésil, M. Vorster en Afrique du Sud... Les noms d'importantes personnalités étaient prononcés : un cardinal italien, un ancien ministre des affaires étrangères espagnol, le président Pinay, qui apportaient à l'efface leur caution morale. »

Ce n'est qu'en 1978, poursuit M. Giquel, qu'il est apparu que Fisalma « ne représentait que M. de Villegas et n'avait jamais eu d'entrepreneur ».

#### Des appareils truqués

Si, dans l'engagement et la phase initiale de l'affaire, le conduite des dirigeants du groupe relâche, si on croit le rapporteur, de la légèreté, le point de vue juridique, elle montre, à lire, un aveuglement troublant. « C'est bien la même logique qui est à l'œuvre depuis mai 1976 : entre les deux hypothèses possibles, les dirigeants du groupe ont misé (...), sur l'existence d'une invention révolutionnaire et ont développé toutes les conséquences de ce qui n'aurait dû rester qu'une hypothèse : mise en place d'une équipe technique collabore entièrement avec les inventeurs, fourniture de tous les renseignements géologiques disponibles, multiplication des campagnes de prospection (dont la nombre ne fut limité que par les inventeurs eux-mêmes, contre le souhait d'ELF-Aquitaine), implantation de forages dans les sites les plus improbables, comme pour rendre la prouve d'autant plus décisante. »

En trois ans, au fil des nombreuses missions et campagnes de prospection qui, toutes, montrent des images, mais heureusement aucun résultat, la précision des mesures, dans la finalité des appareils, avec partis des éatars troublants comme des défillements d'images à l'inverse de ce qui est attendu (...), par exemple à Lacq, mai 1977, des images apparaissent Sud-Nord dans un vol Nord-Sud », la conviction des responsables ne paraît pas dénuée, en dépit des conditions de travail de plus en plus difficiles aux inventeurs.

Six tentes de vérification furent entreprises à Montagut dans le Sud-Ouest, dans le Zululand (Afrique du Sud), à Castéra (Béarn), en Camargue (Radeau), en Loire-Atlantique (Penme 1), au Gabon (Pongara) de 1976 au début 1979, qui tous se soldèrent par des échecs. Pourtant, le groupe signe un second accord de cession de procédé, qui ne fut en réalité jamais exécuté, les inventeurs s'étant refusé à réaliser leur collaboration avec leurs associés, et ELF n'ayant pu entrer en possession du matériel que par saisie, au cours d'une expérimentation. De nombreuses sociétés furent créées, de personnel détaché, des sommes très importantes consacrées à l'opération, dans un seul but : vérifier l'existence du procédé-miracle.

« A aucun moment au cours de ces deux années, explique le rapporteur, les dirigeants du groupe ELF-Aquitaine ne semblent avoir cherché à vérifier l'autre hypothèse, celle de l'inexistence du procédé, ce qui leur aurait conduit à s'interroger non seulement sur la fiabilité des appareils, mais sur la bonne foi des inventeurs, en tout cas sur leur sérieux scientifique. Rien n'a été tenté dans ce sens. »

Or c'est bien cette seconde hypothèse — celle de l'inexistence du procédé — qui, d'avis du rapporteur, se révèle exacte, ce dont on s'aperçoit dès qu'une véritable démarche scientifique fut adoptée. M. Giquel souligne le contraste existant entre l'attitude des dirigeants du groupe et celle de l'expert, M. Horowitz, qui intervint dès novembre 1978 à la demande du ministre de l'Industrie, enfin saisi, et parvint, par une suite d'expériences très simples, à démon-

trer que « les appareils livrés à ELF-Aquitaine étaient totalement truqués. Il n'existe aucun système de réception d'images, aucun signal ne provient de l'extérieur. Par un des éléments composants ne portant la marque d'un perfectionnement : tout était de série. Leur assemblage seul était essentiellement original ».

M. Giquel prend soin de reporter les doutes que, même après la découverte de cette supercherie, continuaient à nouer certains responsables du groupe, lorsque soulignent que « certains des résultats obtenus dans la période 1976-1977 restaient inexplicables même admisamment de façon générale la supercherie », et pensaient que les inventeurs auraient « plus ou moins conscienti capté quelque chose (...) qu'ils n'étaient pas capables de maîtriser », puis, « ayant sous-estimé les difficultés », « auraient été amenés à gonfler les résultats pour continuer à faire illusion (...). Ainsi pour provoquer plus ou moins délibérément la rupture ».

Mais, note-t-il, « pour les présidents successifs de l'ERAP, comme pour M. Horowitz, il ne semble pas faire de doute que les deux hypothèses possibles, les dirigeants du groupe ont misé (...), sur l'existence d'une invention révolutionnaire et ont développé toutes les conséquences de ce qui n'aurait dû rester qu'une hypothèse : mise en place d'une équipe technique collaborant entièrement avec les inventeurs, fourniture de tous les renseignements géologiques disponibles, multiplication des campagnes de prospection (dont la nombre ne fut limité que par les inventeurs eux-mêmes, contre le souhait d'ELF-Aquitaine), implantation de forages dans les sites les plus improbables, comme pour rendre la prouve d'autant plus décisante. »

Mal, note-t-il, « pour les présidents successifs de l'ERAP, comme pour M. Horowitz, il ne semble pas faire de doute que les deux hypothèses possibles, les dirigeants du groupe ont misé (...), sur l'existence d'une invention révolutionnaire et ont développé toutes les conséquences de ce qui n'aurait dû rester qu'une hypothèse : mise en place d'une équipe technique collaborant entièrement avec les inventeurs, fourniture de tous les renseignements géologiques disponibles, multiplication des campagnes de prospection (dont la nombre ne fut limité que par les inventeurs eux-mêmes, contre le souhait d'ELF-Aquitaine), implantation de forages dans les sites les plus improbables, comme pour rendre la prouve d'autant plus décisante. »

**Sous le signe du secret**

M. Chatandon, précise le rapporteur, a même évoqué devant lui l'espionnage de teneur morale (...) qui a pu régner à un certain moment. Essentiellement aussi dans l'engrenage qui a conduit les dirigeants d'ELF à s'entier dans cette malheureuse affaire était le nécessité de conserver un secret absolus, le climat de secret n'étant « guère propice à un libre débat d'idées » ; et autoriser tous les manquements aux règles normales de contrôle et de prise de décision qui auraient dû encourager ce projet. « Prétendre que rien ne devait transpirer hors d'un cercle aussi étroit paraît d'autant plus étonnant », conclut M. Giquel sur ce point. « Dès 1975-1976, un certain nombre de personnalités européennes, pas toutes favorables à la France, ainsi qu'au moins deux chefs d'Etat (ou anciens chefs d'Etat) étrangers, croyaient à l'existence du projet de l'ERAP. Il s'ajouta, début 1978, le président de la République grecque et, en septembre, 1978, le roi du Maroc — informé par M. Pinay lui-même. »

La notion du risque, invoquée par les dirigeants du groupe, et le fait que les dirigeants ont toujours agi avec l'accord des pouvoirs publics ne semblent pas convaincantes à l'auteur, qui estime, sur le second point, que « en 1976 comme en 1978, le complot n'a pu se faire, et l'accord n'a été donné que sur la base des informations insuffisantes en qualité et en quantité dont disposait alors l'ERAP ». « Dans ces conditions, conclut-il, si l'on considère l'ensemble des faits (...), les décisions qui ont été prises — et plus encore celles qui ne l'ont pas été, leurs conséquences, enfin, pour l'entreprise et pour l'Etat, les responsabilités assumées par les dirigeants d'ELF-Aquitaine paraissent lourdes. »

Dans ses conclusions (voir p. 9), le rapporteur fait ainsi, involontairement bien sûr, le procès de ceux qui, dans l'accord d'une partie, qui il appartient, aux pouvoirs publics de « tirer les conséquences de cette affaire exceptionnelle », vis-à-vis du groupe, et en dénumérant d'autre part l'ensemble des questions restant sans réponse à l'issue de son enquête, sur le rôle notamment, pour les divers acteurs, intermédiaires ou pairs de l'opération, ou la destination des fonds. Il ajoute que « tous ces points qui relèvent d'autres compétences que celle de la Cour demanderont des enquêtes supplémentaires ».

VÉRONIQUE MAUREUS.

## Le temps qui espère

Il y a deux sortes de temps  
Il y a le temps qui attend, il y a le temps qui espère  
Jacques Brel

Réfugiés :  
accueil, droits, logement,  
travail, formation, expression,  
et... retour

Développement :  
50 programmes dans 20 pays :  
projets de santé, de développement  
rural, de formation

Immigrés :  
droits, campagne carte de 10 ans,  
soutien à la marche pour l'égalité,  
femmes, formation, expression

Droits de l'homme :  
actions de solidarité et  
campagnes pour la promotion des  
droits de l'homme et des peuples

Service ecclésiique d'entraide

Cimade

176, rue de Grenelle  
75007 Paris  
Tél. (1) 550 34 43  
CCP : 4088 87 Y Paris

la Cimade, une solidarité active

Renvoyer à

Cimade  
176, rue de Grenelle  
75007 Paris

Je demande une documentation sur la Cimade  
 Je demande à recevoir la brochure « Le temps qui espère »  
Je m'inscris pour un soutien financier  
(don déductible de vos impôts)  
Je verse :  
 50F     100F     500F     1000F      
Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Profession ( facultatif ) \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Le Monde  
dossiers et documents

Faites des étincelles  
en anglais!

COEUR TRIMESTRIELS  
le 2 Janvier 1984  
INSCRIPTION IMMEDIATE

INTERNATIONAL  
LANGUAGE CENTRE  
20 passage Dauphine  
75008 Paris - Tel. 325.43.37



QUI TOLÈRE  
LE PLUS  
LE VOL,  
L'INFORMATICIEN  
OU  
LE BRANCHÉ?

Réponse dans Actuel  
et sur Europe 1

5 MORALES  
DOMINENT  
OUVEZ LA V  
DANS ACTU  
CE MOIS-C  
CHU

## POLITIQUE

### DE LA COUR DES COMPTES SUR ELF-AQUITAINE

#### Les conclusions : de nombreuses interrogations restent sans réponse

Nous publions intégralement ci-dessous les conclusions du rapport :

— L'enquête de la Cour conduit aux conclusions suivantes :

> 1. Les pertes financières directes subies par le groupe ELF-Aquitaine atteignent un chiffre compris entre 740 et 790 millions de francs, répartis sur quatre années, soit de l'ordre de 1 milliard de francs (1980) (§ 245).

— La charge nette découlant du premier accord signé en mai 1976 est de 520 millions de francs environ, celle du second accord et de la période postérieure à juillet 1978 est comprise entre 220 et 265 millions de francs (§ 3210).

> 2. Aucune retombée positive n'apparaît au sur le plan technologique, ni sur le plan scientifique, ni sur le plan économique.

— Les connaissances du groupe ELF-Aquitaine, que ce soit sur la structure de la matière ou sur les techniques de prospection, ne se sont nullement enrichies. Les équipes qui s'étaient formées ont été dispersées ou converties vers d'autres projets. Les appareils Delta et Oméga, reconnus truqués, ont été rendus aux « inventeurs » (§ 12).

— Si l'on considère l'impact sur la politique du domaine minier, qui commande l'avenir d'une entreprise pétrolière et ses capacités futures d'exploration et de production, les relations prometteuses nouées avec le Brésil à l'occasion de cette affaire ne sauraient faire oublier que, dans d'autres pays — Maroc, Espagne, Gabon, — des permis ont été pris hâtivement, d'autres rendus en fonction des indications données par les procédés V.D.S. La stratégie même du groupe à l'échelon mondial pourrait bien avoir été influencée pendant les années 1976 à 1978 et peut-être 1979 par la croyance du procédé-miracle ; l'attention de l'état-major du groupe, presque entièrement concentrée sur la nouvelle aventure, ne pouvait être disponible pour d'autres opportunités (§ 334).

> 3. Tous les renseignements nécessaires et préalables à une décision de cette importance n'ont pas été recueillis.

> a) La lacune la plus grave concerne l'absence de précautions relatives à l'existence même d'une invention.

— Loin de rechercher systématiquement une mise à l'épreuve des inventeurs et de leurs procédés, les responsables d'ELF-Aquitaine ont fourni délibérément les informations techniques et géologiques dont ils disposaient sur les gisements connus et les sondages anciens. Ils ont toujours privilégié les grandes campagnes de prospection africaine destinées à la prise ou à l'abandon de permis, au détriment des missions ponctuelles qui pouvaient permettre de tester les instruments et de faire des contre-épreuves. Les « preuves » n'ont été recherchées que par le système coûteux et non véritablement probatoire (1) des forages visant des « gisements » nouveaux, ce qui supposait l'existence d'un procédé, même imprévu (§ 310, 311, 320).

— Il a fallu attendre février 1979 pour qu'intervienne une haute personnalité scientifique, M. Horowitz, sur la proposition du ministre de l'Industrie (§ 116). Les géologues placés par ELF-Aquitaine auprès des « inventeurs » n'avaient d'autres instructions que de collaborer avec eux dans leur sphère de compétence.

— Quant aux physiciens, électriques et informatiques de Rueil arrivés en juin 1978, ils avaient mission d'apprendre et de comprendre, non d'exercer un doute systématique (§ 320).

> b) Aucune enquête n'a permis en temps utile de connaître la personnalité et le passé scientifique de MM. Villegas et Bonassoli, la surface financière et la structure juridique de la société Fisalma avec laquelle étaient passés les accords, la nature exacte et la composition du groupe « international » qui patronnait l'affaire : toutes les affirmations des uns et des autres, ou des uns sur les autres, furent reçues sans examen, sans vérification (§ 302).

> c) Ainsi, on ne s'aperçut qu'en juin 1979 que Fisalma était bien liée avec ledit « groupe » et l'Union de Wolfsberg, le 28 juin 1979, au bout de l'année d'accord de 1976 (lettre du premier ministre du 28 février 1978).

> d) Les géologues et experts publics ont reçu des groupes ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> e) Les dirigeants de l'entreprise auraient dû réunir toutes les données juridiques, industrielles et techniques relevant de leur compétence, afin d'éclairer pleinement les pouvoirs publics et d'éviter que le crédit même de l'Etat ne fut engagé dans une affaire hasardeuse.

> f) Des irrégularités nombreuses ont été commises au cours de l'opération.

> g) Les comptes sociaux de l'ERAP n'ont pas fait apparaître l'emprunt de 200 millions de francs suisses contracté en 1978 auprès de l'Union de banques suisses, soit directement au passif du bilan, soit sous bilan, comme engagement vis-à-vis d'AMDEN ; le paiement des intérêts et le remboursement du capital ont été imputés au compte d'exploitation comme « frais d'études et de recherche » (§ 201).

> h) Les fonds de trésorerie de la Socap-N.H., sous-filière de la SNEA, ont été immobilisés pour un montant s'élèvant progressivement de 21 à 86 millions de dollars entre juin 1976 et août 1978, sans que cet investissement soit retiré dans les comptes de la société ni, à plus forte raison, dans les comptes consolidés du groupe (§ 2000).

> i) Des participations ont été prises sans autorisation (souscription au capital de IOMIC pour 10 millions de dollars, financement du premier appel de capitaux, 1 million de dollars, assuré par une partie de l'Union de banques suisses (§ 2002) ; une pyramide de sociétés, pseudo-filières a été montée clandestinement, selon des mécanismes qui ne paraissent pas convenir à une grande entreprise privée : domiciliation des sociétés à Panama (IOMIC) ou à l'« Liechtenstein (Sidama, Andén, A.G.B. — § 1130, 2010) utilisation de prêts-noms (pour Tschat de Mishabel, pour l'acquisition de la villa de Rueil, pour la constitution de la SCIT — § 1130, 1131, 213) opérations en France menées à travers une filiale de droit suisse (Unindus — § 333).

> j) Certains transferts ont été faits sans autorisation de la direction du Trésor (paiement de 2 250 000 dollars en septembre 1978 au Centre de recherche fondamentale de Riveiren — § 2002).

> k) Des paiements totalisant 47 millions de francs ont été faits par la SNEA soit à M. de Villegas, sous forme d'honoraires, soit à l'une des sociétés bruxelloises dont il était le gérant et l'unique propriétaire, à titre de « prestations de services » ou de « frais d'études », sans que la justification réelle ait pu être apportée dans tous les cas (§ 202).

> l) Des procédures normales de contrôle n'ont pas été observées.

> m) — Les autorités de tutelle administrative et financière n'ont pas été informées, ou ne l'ont été que tardivement, qu'il s'agissait du directeur du Trésor et du directeur du Budget (informés en mars 1978), du chef de la Mission de contrôle, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979), du directeur des Hydrocarbures, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979).

> n) Des paiements totalisant 47 millions de francs ont été faits par la SNEA soit à M. de Villegas, sous forme d'honoraires, soit à l'une des sociétés bruxelloises dont il était le gérant et l'unique propriétaire, à titre de « prestations de services » ou de « frais d'études », sans que la justification réelle ait pu être apportée dans tous les cas (§ 202).

> o) Les procédures normales de contrôle n'ont pas été observées.

> p) — Les autorités de tutelle

administrative et financière n'ont pas été informées, ou ne l'ont été que tardivement, qu'il s'agissait du directeur du Trésor et du directeur du Budget (informés en mars 1978), du chef de la Mission de contrôle, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979), du directeur des Hydrocarbures, commissaire du gouvernement auprès de la SNEA (janvier 1979).

> q) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> r) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> s) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> t) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> u) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> v) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> w) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> x) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> y) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> z) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> aa) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> bb) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> cc) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> dd) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> ee) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> ff) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> gg) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> hh) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> ii) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> jj) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> kk) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> ll) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> mm) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> nn) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> oo) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> pp) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> qq) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> rr) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> ss) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> tt) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§ 100 in fine, § 333).

> uu) — Que ce soit à la veille des décisions majeures de 1976 ou de 1978, au cours des opérations, ou une fois l'écheau avéré, les pouvoirs publics ont reçu du groupe ELF-Aquitaine des informations insuffisantes en qualité et en quantité. Le dossier qui leur a été présenté était incomplet et parfois inexact (§

## société

APRÈS LES ATTENTATS DU 31 DÉCEMBRE

## Des mesures exceptionnelles de sécurité sont prises dans les T.G.V. et les gares

Une organisation de la lutte armée (OLA) a déjà appris à l'occasion d'une fusillade à Paris en 1975, à revendiquer lundi 2 janvier les deux attentats de la Saint-Sylvestre. Cette revendication paraît sérieuse et attire à nouveau l'attention sur le terroriste international Carlos.

Le bilan de l'attentat du T.G.V. Marseille-Paris s'est alourdi avec la mort d'un troisième

passager, Bernard Vérité, quarante-quatre ans, d'Aumort (Oise), tandis que neuf des trente quatre blessés de l'attentat de la gare Saint-Charles de Marseille, qui a fait deux morts, étaient toujours dans un état critique.

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises par le gouvernement : des hommes de la C.R.S. n° 2 voyagent, depuis lundi, à bord

des T.G.V. et la surveillance des gares est renforcée. Le contenu des consignes automatiques sera régulièrement vérifié.

Une manifestation annoncée pour mardi à la gare Saint-Charles de Marseille par M. Jean-Marie Le Pen a été interdite. Le leader du Front national avait l'intention de déposer une gerbe à 18 h 30 sur les lieux de l'explosion.

## L'ombre de « Carlos »

*Nous revendiquons le triple attentat de la Saint-Sylvestre au sud de la France et au Nord-Liban. Nous nous adressons au peuple de France. Nous vengeons nos martyrs et nos victimes des raids de l'aviation française contre nos foyers le jeudi 17 novembre 1983. Toute nouvelle agression ne sera pas impunie. - 17 h 45, lundi 2 janvier : un coup de téléphone anonyme à l'Agence France-Presse à Paris revendique les deux attentats commis le soir de la Saint-Sylvestre en France et celui contre le Centre culturel français de Tripoli (Nord-Liban). S'exprimant avec un accent arabe, le correspondant de l'A.F.P. parle au nom de « l'Organisation de la lutte armée arabe » (O.L.A.A.). Peu de temps auparavant, la même organisation avait revendiqué au Liban, auprès d'autres agences de presse internationales, la paternité des trois attentats.*

Bien qu'aucune preuve technique ne permette d'authentifier totalement cette revendication, elle est la plus sérieuse et confirme le sentiment qui prévalait au ministère de l'Intérieur, après les attentats de Marseille et du T.G.V., d'une projection du conflit libanais dans l'Hexagone. Car la référence à l'O.L.A.A. n'est pas anodine : ce groupuscule est associé au terrorisme international « Carlos », de son vrai nom Illich Ramírez Sanchez, et aux actions terroristes en territoire français.

En effet, la première apparition de ce sigle a lieu, en juin 1975, à l'occasion d'une fusillade rue Toullier, à Paris (5<sup>e</sup>), qui coûta la vie à deux inspecteurs de la D.S.T. et à un citoyen libanais, Michel Moukabal, interpellé par la police. Leur meurtre : « Carlos », inconnu

jusqu'alors, qui parvint ainsi à échapper à la police française. Un communiqué diffusé à Beyrouth présente Michel Moukabal comme le fondateur de l'O.L.A.A., en précisant que le mouvement se donne pour but de « frapper les objectifs socialistes et impérialistes à l'intérieur des territoires arabes occupés et dans toutes les parties du monde ».

On ne connaît qu'aux rares.

Prestataire de services en matière de terrorisme international, à l'instar du dissident palestinien Abou Nidal,

« Carlos », trente-six ans, évolue dans une zone d'ombre, propice aux manipulations étatiques de tous les ordres, sans que l'on saache exactement son importance personnelle, et selon une logique du contrat criminel plutôt que de l'engagement politique. L'enquête sur la fusillade de la rue Toullier, marquée par la découverte d'une « comptabilité financière détaillée » de l'organisation, permettra d'associer celle-ci à plusieurs attentats concernant la France : explosions contre les journaux *Minute*, *L'Aurore*, et *l'Arché*, prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye, attentat du druggiste Saint-Germain-des-Prés, tous en 1974, et deux attentats à l'aéroport d'Orly en 1975. Selon la D.S.T., « Carlos » n'est alors qu'un collaborateur de Moukabal, véritable chef politique du mouvement, la fusillade tragique étant due à l'impréparation des policiers qui ne connaissaient pas alors l'importance de leur prise.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, « Carlos » — ou ceux qui s'abritent derrière sa « réputation » — s'est manifesté à plusieurs reprises. En mars 1982, dans une lettre authentifiée adressée à l'ambas-

sade de France à La Haye (Pays-Bas), il exige la libération de deux de ses amis, Magdalena Kopp et Bruno Brégut, arrêtés le 16 février à Paris, en possession d'armes et d'explosifs. Déjà, il profère des menaces contre M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et maire de Marseille. Après l'expiration de son ultimatum, fin mars, c'est un train qui est mystérieusement visé : le 29 mars, une explosion à bord du Capitole Paris-Toulouse fait cinq morts et six blessés. De même, l'attentat de la rue Marbeuf à Paris le 22 avril 1982 (un mort, soixante blessés), sera-t-il associé à « Carlos » : l'explosion a lieu le jour même du procès de Kopp et Brégut. Elle vise un journal arabe, *Al Watan Al Arabi*, qui avait d'ailleurs publié une interview de « Carlos » en 1979 !

Braguet et Kopp ont été condamnés respectivement à cinq

ans et quatre ans de prison et sont toujours détenus. Cette affaire permettra de dévoiler l'une des nombreuses ambiguïtés de ce récent terroriste. Défendu à Paris par M. Jacques Vergès, Bruno Brégut avait bénéficié précédemment de l'appui et de la solidarité du banquier suisse François Genoud, qui offre la double particularité de s'intéresser de près à la cause arabe — il fut directeur de la Banque populaire d'Algier jusqu'en 1964 — et de se présenter comme le représentant des héritiers de Hitler et de Marin Bormann, ainsi que comme unique légataire des œuvres posthumes de Goebbels. No cachet appartient à des milieux où l'antisémitisme fait bon ménage avec l'antiamérisme. De quoi compliquer encore l'affaire Carlos.

EDWY PLENEL

## Chiens renifleurs

Après les chiens d'avalanche, les chiens dressés à détecter la drogue, voici les chiens renifleurs d'explosifs. La brigade canina de la préfecture de police dispose actuellement de deux de ces animaux dont le dressage particulier a commencé en 1982. Ce sont deux berger allemands, Suros et Ronko, âgés respectivement de trois ans et deux ans et demi. Deux autres, Turbo et Balex, sont en cours de formation.

La France a suivi l'exemple d'un certain nombre de pays étrangers, notamment les Etats-Unis, la Suède, le Canada et Israël, où des animaux aids-

tent depuis un certain nombre d'années.

Comme pour tout dressage, le chien doit d'abord s'acquitter d'un entraînement constant.

Une démonstration a été faite, lundi 2 janvier, à la gare de Lyon, où huit bœufs de dynamite avaient été placés dans une rampe de T.G.V. Ronko, accompagné de son maître-chien, a été amené devant l'un d'eux, a regardé son maître et s'est couché : les bœufs de dynamite étaient là.

Depuis dimanche, Ronko et Suros ont beaucoup patrouillé.

## LES EXEMPLES ÉTRANGERS

## Sécurité et patience civique

Si les opérations de kamikazes sont quasi invincibles, les actions de terroristes avoués comme celles de la gare Saint-Charles et du train Marseille-Paris, peuvent, dans une mesure, être évitées.

En Egypte, lorsque, à l'époque de Sadate, une bombe fit plusieurs morts dans le train d'Alexandrie, chacun fut ensuite contraint de voyager sous sa valise entre les jambes et plus aucun wagon ne sortit. Après une explosion dans un ministère, à Caïre, toute personne entrant dans une administration dut montrer le contenu de son sac, et il n'y eut plus d'incident. De même, les spectateurs furent obligés, que le film leur plaise ou non, de rester jusqu'à la fin de la séance dans les salles, et aucune salle égyptienne ne fut transformée en brasier sanglant, en dépit des menaces d'islamistes contre des œuvres non conformes à leurs vues.

Si cela n'empêche pas un commando-suicide du djihad d'assassiner Sadate, cela évite sans doute bien des malheurs, comme dans ce cinéma d'Abadan, où des centaines de spectateurs furent brûlés vifs à début de la révolution iranienne.

En Jordanie, en Irak ou en Syrie, pays membrés eux aussi depuis plusieurs années de des terroristes aux motivations diverses, et en Israël, surtout, des mesures de surveillance sévères et permanentes permettent, sinon de parer à tous les attentats, du moins d'en limiter le nombre.

Croyez-vous nos Français capables de supporter, comme à Tel-Aviv, qu'on nuise leurs carabiniers ou leurs sacs à chaque entrée dans un supermarché ? demandait récemment un prévenu responsable politique français. En effet, tout est là. Oserait-on s'en prendre au sacro-saint confort des citoyens et courir ainsi le risque de les irriter contre les autorités ou de semer la panique ?

Mais la panique sera autrement cruelle si sont soufflés par une bombe, tel grand centre culturel, telle radio-télévision, tel grand magasin où l'on pouvait, ces jours-ci, entrer avec un gros sac à la main sans que quoique vous pose la moindre question.

Plus que d'organisation ou d'argent, c'est de patience — de patience civique — dont on aurait sans doute besoin pour accroître la sécurité en France. Les passagers des avions se sont pris, bon gré, mal gré, depuis une dizaine d'années, à des fouilles diverses ; cela est entré dans les mœurs du trafic aérien, dont la sécurité s'est certainement ainsi améliorée. Si l'on veut éviter des attentats encore plus meurtriers que ceux de Marseille, ne faudrait-il pas en passer par là, quel qu'en soit le coût dans nos vies quotidiennes ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

## COUP DE FEU CONTRE UN T.G.V.

Un coup de feu a été tiré, lundi après-midi 2 janvier, sur un T.G.V. qui venait de traverser le pont de Charenton (Val-de-Marne). La victime d'un wagon a été brisée mais personne n'a été blessé. L'homme qui a tiré sur ce T.G.V., vraisemblablement avec une carabine, n'a pas été retrouvé.

• *Le CRIF et le terrorisme.* — M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se demande, dans une déclaration publiée le lundi 2 janvier, si, face au terrorisme qui est « individuel », la France ne devrait pas associer « ses efforts et ceux des pays qui luttent contre le terrorisme, sans s'abandonner à des espoirs de compromis et d'accord modeste ».

QUI CROIT LE PLUS A L'ARGENT, LE LOUBARD OU LE FUTUR CADRE?

Réponse dans Actuel et sur Europe 1

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

## L'arrestation en Floride de Jean-Marc Leccia pourrait permettre d'éclaircir l'affaire Orsoni

C'est après une recherche de plus de six mois que les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) d'Ajaccio ont retrouvé à Miami (Floride) Jean-Marc Leccia, âgé de trente-sept ans, soupçonné d'avoir été le commanditaire de l'assassinat, le 17 juillet 1983, d'un militaire nationaliste corse, Guy Orsoni. Le chef du « milieu » de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) a été arrêté, samedi 31 décembre, par le F.B.I. sur les indications de quatre policiers français qui avaient suivi un Etats-Unis la fille et un ami de Jean-Marc Leccia.

convaincre le tribunal de renvoyer en Corse pour se livrer à la justice ?

L'arrestation, le 31 décembre, ne procure, en tout cas, qu'une satisfaction relative. Surtout préoccupé de réussir ce qu'il croisait voir déboucher sur une affaire de drogue, le F.B.I. a exigé, pour prix de sa collaboration, du magistrat français chargé du dossier Orsoni la délivrance d'un mandat d'arrêt international, ce qui a pour effet de privier les policiers d'Ajaccio de leur prérogative d'interroger le suspect.

Ceux-ci espéraient, en effet, depuis des mois, obtenir de Leccia, commanditaire supposé de l'assassinat, des informations sur les mobiles de l'assassinat qui avait, abouti, le 17 juillet, à la disparition de Guy Orsoni. Personne d'autre que l'affaire Orsoni n'a été traitée de manière aussi longue et avec autant d'attention et éprouvent encore des difficultés à contrebalancer la thèse de l.F.N.C., qui n'a voulu voir dans cette affaire qu'une opération montée par le gouvernement.

## Une filière de drogue

M. Robert Brossard, commissaire de la République chargé de la police, et Ange Mancini, chef du S.R.P.J. d'Ajaccio, tentent d'obtenir des autorités américaines et françaises un règlement positif du problème juridique aujourd'hui posé par l'arrestation de Leccia à Miami. La justice américaine a, en effet, le choix entre plusieurs solutions : une procédure d'extradition forcément longue, l'autorisation donnée au juge d'Ajaccio d'interroger le suspect aux Etats-Unis, voire l'expulsion, vers le pays de son choix, de Jean-Marc Leccia pour faire pression sur l'homme de Porto-Vecchio, les policiers ont arrêté ces jours-ci en France les proches de Jean-Marc Leccia pour « recel de malfaits ». Leur avocate américaine a toutefois porté ses fruits. Les enquêteurs d'Ajaccio sont désormais persuadés que l'affaire Orsoni tourne autour de la drogue.

Jean-Marc Leccia est, en effet, considéré depuis longtemps comme un « chimiste », et aux Etats-Unis même, les policiers ont fait des reproches intéressants. Ainsi, ils ont appris qu'un Corse, François Rossi, purgeait une longue peine de prison à New-York pour trafic de stupéfiants, en l'occurrence d'herbe d'Augustin Zampi, assassiné le 8 avril 1983. Mais une fois que le F.I.N.C. rendait public le 23 décembre, allait précipiter l'arrestation. Les nationalistes corsés croyaient savoir que Jean-Marc Leccia avait été interpellé le 21, et s'interrogeaient déjà sur l'« étrange silence du gouvernement français ». Les policiers français espéraient-ils

PHILIPPE BOGGIO.

## EN BREF

## BASTARD DE TROYES

## ESCRUC

(De notre correspondant.)

Mezz. — La sirène urinaire de Metz a arrêté le 2 janvier un escroc qui se faisait passer pour l'ami personnel de Jacques Delors. — Jacques Bastard, alias Bastard de Troyes — un nom de code qu'il utilisait, a-t-il dit, au Zénith — s'apprétait à racheter un restaurant messin d'une valeur de cinq cent mille francs pour cinquante mille francs pratiquant un commerce d'« arrangement son redressement fiscal de deux cent dix-sept millions de francs ».

Domicilié à Paris, Bastard est pourtant, notamment, pour avoir escroqué (pour un montant de huit cent mille francs) un conseiller d'Etat, achemné au ministère de la culture. Le Jet Service International du Bourg, l'établissement assigné pour le règlement de cent quatre-vingt-dix mille francs de location d'avions. Le plus inquiétant reste cependant qu'il aurait occupé, pour ce deuxième, une chambre d'hôtel à Paris d'une valeur de 100 francs la nuit, et que l'escroc, ayant payé, ait pu déclarer à la police qu'il n'avait pas payé.

— Décès d'un jeune boxeur tunisien. — Le boxeur tunisien Salvatore Lascari, qui était dans le coma depuis son dernier combat, le 10 décembre dernier, s'est à son domicile, à Montebello Lipino, été déclaré, lundi 2 janvier, dans une clinique de Milan. Lascari, âgé de vingt-six ans, avait été victime d'un malaise lors du combat et n'avait jamais repris connaissance. — (A.P.F.)

## Sept morts dans une collision

Sept personnes ont été tuées et une gravement blessée à la suite d'une collision entre un camion et un minibus, le 2 janvier, près de Sarrebruck (R.F.A.). Les victimes, qui se trouvaient toutes dans le minibus, sont des Français d'origine tunisine. Selon les premiers éléments de l'enquête, le poids lourd n'aurait pas respecté la priorité.

## de neuf flammes rouges

Aux zoos de Parc des Attillys (Seine-et-Marne), des incendies, vraiment spectaculaires, ont volé pendant le week-end neuf flamants roses de Cuba, d'une valeur de 72 000 francs. Ce vol cause un préjudice important à ce parc zoologique : l'espèce est maintenant protégée par la convention de Washington et les flamants roses ne peuvent plus, de fait, être exportés. — (Corresp.)

• Décès d'un jeune boxeur tunisien. — Le boxeur tunisien Salvatore Lascari, qui était dans le coma depuis son dernier combat, le 10 décembre dernier, s'est à son domicile, à Montebello Lipino, été déclaré, lundi 2 janvier, dans une clinique de Milan. Lascari, âgé de vingt-six ans, avait été victime d'un malaise lors du combat et n'avait jamais repris connaissance. — (A.P.F.)

2 janvier, les moyens d'information soviétiques.

Plus de 35 kilomètres carrés de la deuxième ville du pays sont sous les eaux. On ne connaît pas le chiffre exact de victimes. — (Reuter.)



## LES RÉFORMES DANS LES HOPITAUX PUBLICS

## Les responsables de l'hospitalisation publique s'inquiètent des restrictions budgétaires

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'hôpital public est entré dans une phase active de transformations. D'une part parce que, désormais, l'ensemble des centres hospitalo-universitaires (C.H.U.) voient leur système interne de financement profondément remanié par l'instauration du « budget global ». D'autre part parce que la loi portant réforme hospitalière, qui va notamment supprimer les « services » au profit des « départements », a été votée en deuxième lecture dans les derniers jours de

**R**ÉFORMER le système financier des hôpitaux publics était assurément une nécessité, ressentie depuis de longues années. Déjà, sous le septennat précédent, de nombreuses voix s'étaient élevées pour demander une refonte complète du système compétiteur hospitalier, jugé à juste raison – archaïque et inflationniste. Ce système était en effet conçu de la manière suivante : l'activité hospitalière était mesurée en nombre de « journées » effectuées dans l'établissement. Le total réalisé dans l'année permettait de fixer le budget de l'année suivante ; aussi les gestionnaires avaient-ils intérêt, pour être « à l'aise » dans leurs prévisions, à réaliser un maximum de journées, à « remplir les lits », à hospitaliser plus longtemps ce qu'il n'eût été toujours nécessaire, donc à pousser à la consommation hospitalière.

Il se trouvait peu de voix pour défendre un tel système, mais peu d'imagination pour en concevoir un autre. Pourtant, progressivement se fit jour l'idée d'un bouleversement radical de ce système. Il faudrait, inverser la procédure, accorder en début d'année une enveloppe aux établissements, la fractionner en doses et la verser mois par mois. Tel est le principe du « budget global ». Le système ne reposera plus sur un décompte rétrospectif, mais prospectif, et les gestionnaires ne devront plus artificiellement gonfler l'activité des hôpitaux, ce qui était le cas auparavant.

## L'insuffisance en personnels

Telle est donc la procédure qui inaugure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les plus grands hôpitaux de France, c'est-à-dire les centres hospitalo-universitaires. Quelques activités sont pour le moment laissées « hors budget global » : les consultations externes, les services d'urgence, les écoles professionnelles, etc.

Mais cette réforme s'applique dans une conjoncture particulièrement difficile pour les hôpitaux publics. Comme le soulignait tout dernièrement à Paris M. Pierre Rey-

## A l'Assistance publique de Paris : plus de dix millions de journées d'hospitalisation

L'ASSISTANCE publique de Paris est, de loin, le premier ensemble hospitalier de France : 38 établissements, 34 000 lits, 10,5 millions de journées d'hospitalisation (bilan 1982), 12 400 médecins et pharmaciens, plus de 66 000 agents. C'est aussi un phare et un modèle pour l'ensemble des hôpitaux du pays : à l'Assistance publique ont déjà été expérimentés la formule du budget global, plusieurs types de « départements », des méthodes plus modernes, une analyse plus fine de l'activité, etc. Le budget de fonctionnement de l'A.P. pour 1984 s'élève à plus de 16 milliards de lits d'hôpice doivent

1983 par l'Assemblée nationale. Les décrets d'application de cette loi sont en préparation au secrétariat d'Etat à la santé.

Ce que ces transformations inaugurent n'est autre qu'une profonde mutation du système hospitalier. Une mutation qui s'amorce sur un fond de difficultés financières sans précédent, dont s'alarment les responsables des établissements. Bien des médecins sont eux aussi inquiets d'un train de réformes qui

au contraire, modifie leur cadre statutaire et les conditions de formation des plus jeunes d'entre eux. Nul doute que l'année qui s'ouvre sera celle d'un vaste débat sur l'avenir de l'hôpital public en France après l'année 1983 qui laisse le souvenir du passage mouvementé d'un ministre communiste au portefeuille de la santé et de la plus longue grève des soins – celle des internes et des chefs de clinique, au printemps dernier – qui a concu le monde hospitalier français.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'hôpital public est impérativement être transformé. Le IX<sup>e</sup> Plan prévoit, en outre, une construction de l'appareil hospitalier.

Aussi les perspectives budgétaires de 1984 inquiètent-elles les responsables hospitaliers. Le gouvernement, en effet, s'accorde pour cette année qu'une hausse de 6,6 % que devra respecter le nouveau système du budget global. Il faudrait, estimé le nombre de gestionnaires, au moins 2 % de plus, ne serait-ce que pour respecter les accords salariaux de la fonction publique sur lesquels sont alignées les rémunérations des personnels.

## Le risque du ghetto

« Au total, estime M. Cadène, la situation budgétaire des hôpitaux, à fin de l'exercice 1982, était extrêmement critique, puisqu'elle présentait un déficit moyen d'exploitation de 1,5 %. Ainsi s'ouvre l'année 1984. Les hôpitaux sont confrontés de grandes difficultés non seulement pour verser les primes traditionnellement consenties par la majorité d'entre eux à leur personnel en janvier, mais aussi pour régler leurs fournisseurs et même leurs cotisations sociales.

Dans ces conditions, l'application immédiate de la réforme budgétaire des hôpitaux ajoute à l'inquiétude des responsables : ils redoutent qu'elle soit avant tout un moyen de compression des dépenses, d'autant qu'elle laisse en dehors de son champ d'application des activités importantes de l'hôpital et d'introduit guère de simplification administrative, estiment-ils. Une telle réforme, soulignent enfin les responsables hospitaliers, ne peut s'appliquer que progressivement et suppose que les établissements reçoivent des moyens supplémentaires, notamment en informatique de gestion.

L'application de la « départementalisation » est, pour sa part, subordonnée à la publication d'un décret que le secrétariat d'Etat à la santé prépare actuellement. Cette réforme suppose la disparition des accuels « services » et leur remplacement par des entités beaucoup plus vastes, les départements, dont les responsables seront élus et qui seront fractionnés en « unités fonctionnelles » dont le

mais l'hôpital français est loin d'avoir achevé sa mutation : 25 % de l'appareil hospitalier public n'ont pas encore modernisé depuis quarante ans, souligne la Fédération hospitalière de France ; trente-cinq mille lits du secteur médico-social ou sanitaire pour personnes âgées doivent être humanisés ou reconstruits, la caméra exigent, eux aussi, une reconversion. Plusieurs dizaines de milliers de lits d'hôpice doivent

au contraire, modifier leur cadre statutaire et les conditions de formation des plus jeunes d'entre eux. Nul doute que l'année qui s'ouvre sera celle d'un vaste débat sur l'avenir de l'hôpital public en France après l'année 1983 qui laisse le souvenir du passage mouvementé d'un ministre communiste au portefeuille de la santé et de la plus longue grève des soins – celle des internes et des chefs de clinique, au printemps dernier – qui a concu le monde hospitalier français.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'hôpital public est impérativement être transformé. Le IX<sup>e</sup> Plan prévoit, en outre, une construction de l'appareil hospitalier.

Aussi les perspectives budgétaires de 1984 inquiètent-elles les responsables hospitaliers. Le gouvernement, en effet, s'accorde pour cette

année qu'une hausse de 6,6 % que devra respecter le nouveau système du budget global. Il faudrait, estimé le nombre de gestionnaires, au moins 2 % de plus, ne serait-ce que pour respecter les accords salariaux de la fonction publique sur lesquels sont alignées les rémunérations des personnels.

Le profil n'est pas encore arrêté. Beaucoup d'inconnues subsistent sur le contenu de cette réforme, à propos de laquelle la loi n'a édicté qu'un principe très général. L'essentiel sera donc contenu dans le décret. La loi a néanmoins fixé son délai d'application – trois ans – que de nombreux responsables hospitaliers jugent trop court. Cinq ans auraient peut-être été plus raisonnables.

Ces perspectives risquent-elles d'enlever l'évolution nécessaire de l'hôpital vers d'autres formules de soins ? C'est ce que redoutent bon nombre de responsables hospitaliers, qui insistent sur la nécessité absolue de développer, à partir de l'hôpital, des formules plus légères : des centres – sans hébergement – de diagnostic, de consultation, de traitement, des soins à domicile, des hôpitaux de jour, etc. Faute de quoi, soulignent-ils, « nous gèrons le déclin », et l'hôpital sera réduit à la prise en charge des cas sociaux, des personnes âgées invalides, ou des cas les plus lourds et les plus onéreux, au détriment de son insertion dans la cité, de sa participation à la vie communautaire. C'est le risque du ghetto.

L'autre solution, estiment les responsables hospitaliers, c'est « de faire vivre l'hôpital autrement, dans un dynamisme régénéré, dans un cadre élargi ». Il faut, pour ce faire, que la fonction de soins s'empare de celle d'hébergement. Seule une action volontariste pourra maintenir l'hôpital sur cette voie.

La mutation déjà engagée sera suivie, au printemps, d'un deuxième train de réformes qui devraient, précisément, encourager le développement des formules de soins extra-hospitaliers, et la planification des équipements, notamment leur harmonisation entre les secteurs public et privé.

D'ici là, le gouvernement aura fait connaître, et ce avant la mi-janvier, la dernière version de la réforme des statuts des médecins hospitaliers, sur laquelle les discussions ne sont pas achevées. L'hôpital, nous disait un gestionnaire, est devenu un vaste chantier d'expérimentation sociale.

CLAUDE BRISSET.

## La longue marche des « médecins aux pieds nus »

(Suite de la page 11.)

Dans les faits, c'est essentiellement dans le travail de prévention que ce personnel joue son rôle. Chargé de diffuser et de faire appliquer les campagnes de propagande en faveur de l'hygiène et de la santé décidées en haut lieu, le « médecin aux pieds nus » est un rouage de l'appareil de contrôle social qui supervise, entre autres, le calendrier des vaccinations et les mesures de planification familiale (tableau des autorisations de mariage, de grossesse et des règles des employées médicales).

Ceux qui ne bénéficient pas de la protection des soins – ce sont des paysans dans la quasi-totalité des cas – relèvent d'un système collectif. Chaque année, ils versent entre 2 et 3 yuans par personne à leur brigade de production, comprenant à leur brûlage de production, comprenant ainsi le fonds de bien-être à qui leur permettra d'être remboursé à 40 % de leurs dépenses. Quant aux 80 % restants, ils ne peuvent y faire face. Rien leur restera qu'à renoncer, sauf exception. La discrimination est d'autant plus grande que les paysans sont dans leur grande majorité des revenus très inférieurs à ceux des autres travailleurs. Or les paysans représentent les quatre cinquièmes de la population.

À l'heure actuelle, nous a confié le responsable d'un département hospitalier de Pékin, la question qui se pose à la Chine est moins celle du manque de personnel qualifié à tous les niveaux. Mais la formation de ces personnes coûte cher. Il est vrai que la part des dépenses de l'Etat pour l'éducation dans son ensemble est faible (6,6 %) et qu'elle l'est encore plus pour la médecine publique : 2 %, en 1978, selon la Banque mondiale, qui souligne que ce chiffre n'a guère changé depuis 1949. Ces 2 %, selon la même source, représentent environ 10 milliards de yuans par an, soit environ 8,9 yuans par habitant (1 yuan = 4 francs). Encore faut-il noter que 52,4 % de ces dépenses sont consacrées à la pharmacopée « occidentale », 14,5 % à l'équipement hospitalier.

Quant aux auditeurs de santé, il comprend les médecins de médecine traditionnelle, leur part comprime pour 11,2 %, celle des médecins de formation occidentale pour seulement 8 % et celle des « médecins aux pieds nus » pour 6,5 %. Le bas niveau des salaires explique le poids relativement faible de ces personnels dans les dépenses de santé. À Pékin, par exemple, un professeur de niveau international gagne à peine un peu plus de 100 yuans par mois, un chirurgien 120 yuans, un généraliste 80 à 90 yuans, une infirmière de 40 à 50 yuans, une infirmière de 30 à 40 yuans.

Combien en coûte-t-il au citoyen chinois pour se faire soigner ? L'inégalité est ici flagrante, car seules certaines catégories de personnes ont droit aux soins gratuits : les fonctionnaires d'Etat, les employés des entreprises d'Etat, les enseignants ainsi que les salariés des établissements de santé publique. Les ouvriers et employés d'usines et d'autres entreprises sont, eux totalement pris en charge grâce aux cotisations que leurs établissements versent aux municipalités et gouvernements provinciaux. Mais les membres de la famille à charge du salarié paient 50 % de leurs frais médicaux.

Ceux qui ne bénéficient pas de la protection des soins – ce sont des

paysans dans la quasi-totalité des cas – relèvent d'un système collectif.

Chaque année, ils versent entre 2 et 3 yuans par personne à leur brigade de production, comprenant ainsi le fonds de bien-être à qui leur permettra d'être remboursé à 40 % de leurs dépenses. Quant aux 80 % restants, ils ne peuvent y faire face. Rien leur restera qu'à renoncer, sauf exception. La discrimination est d'autant plus grande que les paysans sont dans leur grande majorité des revenus très inférieurs à ceux des autres travailleurs. Or les paysans représentent les quatre cinquièmes de la population.

Une eau en principe buvable

Malgré les dispositions évidemment prises sur une grande échelle pour éviter l'eau polluée, les maladies de l'eau sont très courantes. La situation en Chine est atteinte à un niveau d'hygiène catastrophique. La lutte contre les facteurs de maladies contagieuses ou véhiculés par l'eau appartient elle au passé ? Loin s'en faut, même si des progrès notables ont été accomplis.

L'accès à l'eau potable reste un problème préoccupant, atténué cependant par l'habitude des Chinois de faire bouillir l'eau qu'ils boivent. À Pékin, l'eau courante est considérée comme « en principe buvable », mais à Shanghai, les responsables de la santé eux-mêmes estiment qu'elle n'est pas de très bonne qualité. Pour l'ensemble du pays, la situation en ce domaine est très mal connue. Selon le ministère de la santé publique, trois cents millions de personnes, soit la moitié de la population, ont accès à l'eau courante – mais c'est une minorité, – soit à l'eau provi-

nant de puits actionnés parfois par une pompe à main.

Pour cinq cents millions d'autres Chinois ruraux, la question de l'eau n'est pas réglée. Ils n'ont accès qu'à des cours d'eau, des rivières et des étangs. Ils la boivent bouillie mais ils s'en servent telle quelle pour laver leurs aliments ou pour leur hygiène corporelle. Plusieurs autres dizaines de millions d'habitants vivant dans le nord-ouest du pays sont encore plus démunis et n'ont l'usage que d'une eau qu'il faut aller chercher à plusieurs kilomètres et de « qualité douceuse ». Enfin, dans les régions les plus pauvres et les plus reculées, la seule eau accessible contient des éléments naturels nocifs pour la santé. Mais faute de mieux...

## Anémie et rachitisme

D'autre part, la lutte pour l'élimination des « quatre pestes » (rats, moustiques, mouches, puces) est toujours d'actualité. En 1982, des statistiques incomplètes montrent que plus de dix millions de rats ont été exterminés dans treize provinces de Chine.

Un autre facteur responsable de la dégradation des conditions d'hygiène est imputable à la pollution atmosphérique. Le problème est particulièrement aigu dans les villes. À Pékin, plus de quatre mille chimi-

caux utilisent l'eau pour leur production, l'eau pour leur lavage et l'eau pour leur toilette. Les maladies respiratoires, qui se placent de 1973 à 1975 au premier rang des causes de mortalité dans le pays, sont encore plus démunis et n'ont l'usage que d'une eau qu'il faut aller chercher à plusieurs kilomètres et de « qualité douceuse ». Enfin, dans les régions les plus pauvres et les plus reculées, la seule eau accessible contient des éléments naturels nocifs pour la santé. Mais faute de mieux...

Un changement dans le hiérarchie

des causes de mortalité reflète les mutations économiques que connaît la Chine depuis une trentaine d'années. Ce pays doit aujourd'hui faire face aux maladies du monde industriel tout en continuant à affronter sur la moindre partie de son territoire les malades et les faibles (échec, inondations, maladie de Chine).

Qu'en est-il actuellement des grandes affections qui, jadis, dévastaient les populations ? La variole,

## La maladie de Burkitt

(Suite de la page 11.)

sont positivement à cette question connue dans les milieux médicaux et scientifiques.

Sans parler des nouveaux espoirs diagnostiques et thérapeutiques, il reste pourtant que jamais sans doute on n'a été pour une affection cancéreuse une image aussi nette et cohérente. Ni le sentiment d'être aussi proche de l'épidélogie. « Nous sommes à un tournant », vient de déclarer à Lyon le docteur Philip Leder. Le pont entre les sciences fondamentales et les sciences cliniques – pour autant que le cancer soit concerné – s'est élargi rapidement. Notre nouvelle responsabilité en tant que fondamentalistes est de fournir au clinicien l'information et les outils. Les conséquences pourraient être énormes. »

JEAN-YVES RAILL

(3) La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute quelque peu modifiée, peut-être à cause de la translocation.

La découverte en date est celle de trois chercheurs britanniques (T.R. Rabkin, P.H. Hanly et E. Lee). Nouveauté (datée du 22-23 décembre 1983) : l'épidémie qui épidémie, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique et de l'Amérique latine, est due à un virus qui, jusqu'à présent, n'a pas été identifié. Il est sans doute

## THÉÂTRE

**L'agence d'U.R.S.S. pour les droits d'auteurs intente un procès à la direction du Lucernaire**

L'agence soviétique pour les droits d'auteurs, la V.A.A.P., assigne en référé, le 6 janvier Christian Le Guillouchet, directeur du Lucernaire.

Celui-ci accuse actuellement dans l'une de ses salles les Journées orageuses de Garouski, « en violation », selon la V.A.A.P., des « droits matériels et moraux » de l'auteur, Léonide Zorine. Rappelle-

tion que ce dernier, par l'intermédiaire de l'agence, avait protesté contre le décor et la mise en scène de sa pièce (*Le Monde* du 21 décembre).

La V.A.A.P. s'adresse à la justice pour demander notamment l'interdiction des représentations et la remise des « comptes décaillant de l'exploitation illicite » de l'œuvre.

## POINT DE VUE

**Bons et mauvais traitements**

par CHRISTIAN LE GUILLOCHET (\*)

Conseiller, il attend autre chose du Lucernaire à Paris. Imaginons que je le « censeur », que penserait-il de son choix français ? Quoи penserait le public, le critique ?

Quent au voyage du héros, Garouski ; suivons-le. Il va chercher un certificat, s'énerve dans une salle d'attente, se voit infliger une intraveuse puis un traitement au bout duquel il est envoyé dans une maison de repos. (qui n'est pas un camp comme dans la montagne de B. Berciu) à Yalta, au bord de la mer, Dieu, mais quel traitement a donc subi ce pauvre Garouski pour avoir besoin de convalescence, j'en frémis. Le spectateur reste juge. Imaginons que pareille aventure lui arrive en France, pour un, formulaire de permis de conduire...

Léonide Zorine risque-t-il une sanction en Union soviétique pour avoir été montré, et interprété, en France, sans qu'il soit présent aux côtés du metteur en scène ? Si cela

arriverait, j'arrêterais le pièce immédiatement, car en aucun cas je ne chercherais à donner en scène et au décorateur le même droit de créer librement. Mais je ne crois pas les autorités de l'U.R.S.S. capables d'un tel machiavélisme ?

Ensuite, je reconnais à Léonide Zorine, bel auteur de théâtre, un talent authentique. J'espérais qu'il sera bientôt joué en France sur l'ensemble de son œuvre, et présent au moment de la production.

Le vendredi 23 décembre, à 15 h 30, j'ai rencontré sur sa demande M. Valentin Vassilenko, secrétaire de l'ambassade de l'U.R.S.S., en présence de son avocat. J'étais accompagné du mien, M. Nicole Milbaud. L'entrevue fut fort courtoise, elle a duré une heure et demi au cours de laquelle deux manières de voir la liberté de création se sont heurtées. Nous nous sommes quittés sur la promesse d'un procès en référé que nous intenteraient la V.A.A.P.

(\*) Directeur du théâtre Le Lucernaire.

## EXPOSITIONS

**Les musées d'art moderne du Nord**

(Suite de la première page.)

Le dessin en est d'une louable simplicité, l'accrochage y est logique et rigoureux. Quant à la collection, sans développer nos réserves, nous dirons seulement qu'elle nous a paru un peu parisienne et que le meilleur, voire l'excellent, y côtoie le pire, et le plus que pire. Ne citons aucun nom, et reconnaissions que rien n'est ici maussain et que, si l'on n'a pas toujours visé juste, on a du moins vu grand et généralement.

Et Villeneuve-d'Ascq ? D'abord c'est un musée introuvable, le dédale autoroutier de l'agglomération lilleoise (et, l'inaccessibilité du fléchage), rendant fort malaisée sa découverte au milieu du chaos de bonnes intentions inabouties qui caractérise la ville nouvelle de Lille comme toutes les villes nouvelles de la crise. C'est bien là le même sentiment de discours incongru, de corps dédaté aux membres épars, le même mépris ou le même ignorance de tout ce qui fait la continuité, la vigueur, la fécondité du tissu urbain. Un tel constat sat, à Villeneuve-d'Ascq d'autant plus attristant que l'architecture y est souvent de bonne qualité.

On arrive enfin. Proche d'un petit quartier de maisons basses à toit pentu qui a presque figure humaine, le musée développe calmement son jeu de cubes horizontaux dans un parc qui s'incline vers un cours d'eau et qui prolonge à l'horizon les « grottes » d'un terrain de golf. La vue est latérale et, là aussi, il faut trotter quelques peu avant d'arriver à l'édifice, ce qui n'est pas nécessairement agréable pour jour de puissant caprice atmosphérique à la flamande.

Un don somptueux

Une entrée très simple à travers laquelle on époreut un jardin, une sorte d'hortus conclusus que l'on pourrait traiter de façon un peu plus animée. Un hall, lui aussi très simple, et répartissant bien les fonctions d'accueil, qui sépare les deux parties du bâtiment. A gauche, les services, la conservation, les ateliers, le bibliothèque, une salle de projections très réussie dans son superbe déclin de

confort des « cassas ». A droite, les salles d'exposition, et c'est ici que Roland Simoulet manifeste à plein ce mélange de puritanisme, d'austérité janseniste et de sophistication qui caractérise la plupart de ses travaux.

Chaque salle est, par rapport à sa voisine, en décrochement et de double accès, le passage faisant à la fois par des marches et par des plateformes inclinées qui, destinées aux handicapés, sont également adaptées aux marcheurs, et qui devraient être complétées par rapport au temps le contraint du parcours. Un parcours très varié, une « promenade architecturale », comme on dit, puisque, d'une salle à l'autre, on change de volume, de hauteur, de niveau, souvent de revêtement de sol et toujours d'éclairage. Celui-ci, à la fois zénithal et indirect, diffuse sur les murs blancs une lumière qui, sauf par très mauvais temps, devrait permettre d'éviter le recours aux détestables spots, véritablement assassins de la belle peinture.

Moins compact que celui de l'interval, l'édifice, qui est tout de briques construit et venu, s'ouvre ici et là en baies, en angles vitrés, dont la disposition ne correspond nullement, mais au contraire, à un souci de symétrie, mais à la nature des salles et des œuvres qu'elles contiennent. Epaulé par des pilastres dont la largeur est calculée sur celle des briques (1x3), le mur extérieur est divisé, entaillé, et là encore de façon irrégulière, par de fines saillies verticales de dessin très complexe qui assurent l'écoulement des eaux et donnent une sorte d'allégresse rythmique à une enveloppe qui, sans elles, aurait une apparence trop industrielle. Et si l'on devait faire un reproche à l'édifice, ce serait calqué d'un perfectionnisme quasi obsessionnel dans le détail. Mais qui s'est jamais plaint que le marié était trop belle ?

Quant à la collection, commencée par Roger Duthieul et continuée par son neveu Jean Masurel, nous l'avons vue à Paris en 1980, et il est à peine besoin de rappeler que le don est somptueux, l'ensemble un des plus beaux pour ce qui concerne les œuvres modernes du siècle. Il y a là des pièces illustrées et même historiques : les toiles et les dessins cubistes, et pré-cubistes de Picasso, le Roche-Guyon, le Sacré-Cœur, les Usines à l'Estaque de Bracque, et ce Petit Éclecteur de souveraine élégance qui est peut-être le plus monumental de ses œuvres collées.

Voici Miro et Klee, Nicolas de Staél, trois petits Laurens délicieux d'humour, de malicieuse concision, un ensemble exceptionnel de Léger qui évoque à peu près toute la production de l'artiste depuis *Les Contrastes de formes* et *Le Mécanicien*, de 1918, jusqu'au grand chantier fraternel de la Perade. Et pour les mèches et le second balcon (qui n'est pas le second rayon) : Bauchant, Buffet et ses heureux débuts, ces excel-

## CINÉMA

## Rencontre

**Henri Alekan, maître imagier**

Depuis *La Belle et la Bête*, de Jean Cocteau, dont il éclaira les sompueuses images en 1946, Henri Alekan trône au faîte du cinéma français, comme d'un territoire réservé d'où l'on vient l'arracher à l'occasion pour « éclairer » *Giraudoux à la Comédie-Française*, en 1982, dans une mise en scène de Jacques Séraval ou tout récemment, au Bataclan, une adaptation de Wedekind directement inspirée du film muet de Pabst, *Lulu* (monté par André Engel).

L'année 1984 s'annonce pour lui décisive : il va enfin publier un avis de recherche au théâtre et au cinéma, avec deux caméras rapprochées de tableaux et de photographies de films, en couleurs, en noir et blanc. Ce sera le premier livre d'art du cinéma français. On pourra le feuilleter et le lire.»

Henri Alekan sait exactement ce qu'il attend de l'éclairage ou théâtre et au cinéma. Il conteste jusqu'à la Comédie-Française, dont l'architecture ne permet pas de donner corps à l'imagination : « Je renvoie en cause tout le système des éclairages dans les théâtres à l'italienne. Les architectes ont créé leurs salles sans tenir compte de l'élément lumière, ajouté après coup. Cela reste vrai du nouveau théâtre. Ce qui m'a passionné dans l'expérience de *Lulu*, avec André Engel, c'est qu'on a entièrement rénové les lieux ; on a recréé l'atmosphère du café-théâtre des années 1910-1920. Je voulais un éclairage personnel, focalisé, une sorte de géométrisation de la lumière, que le public puisse suivre chaque scène dans son déroulement à travers ce grand ensemble. »

« Si j'ai pu écrire ce livre, explique Henri Alekan, c'est à la lumière [les mots « lumière » reviennent toujours dans ses propos comme dans son activité] de mon expérience professionnelle au cinéma et au théâtre. Tout ce que j'aime repose sur la manipulation de la lumière. En manipulant la lumière artificielle, j'ai été contraint à me poser des questions et à analyser les phénomènes, pas seulement physiques mais psychiques, engendrés par la lumière, soit dans la nature, soit dans l'individu. Depuis 1967, j'ai écrit quatre livres, quatre tomes, jamais publiés. Je suis

réunis en un seul volume en édition, en supprimant parfois un chapitre complet. L'ouvrage comprendra plus de deux cents reproductions de tableaux et de photographies de films, en couleurs, en noir et blanc. Ce sera le premier livre d'art du cinéma français. On pourra le feuilleter et le lire. »

Dans *La Belle et la Bête*, il a

soudain plongé dans un monde artistique entièrement différent, appris à connaître Jean Marais,

Christian Bérard, Boris Kochino :

« Cocteau voulait une lumière non

diffusée, non tramée, « ciselée »,

comme découpée au couteau,

avec des noirs très pleins, très

denses, en réaction contre la tradi-

tion de Roger Hubert (les Vie-

teurs du soir, de Carmé). » Jean

Cocteau le soutenait contre la

mode, lui donnait des références

précises (les peintres hollandais

du dix-septième siècle, les gra-

veurs du dix-neuvième siècle), et

lui proposait des tâches insensées

et passionnantes : « Alekan, il

faudra tant de réalisme et tant

d'irréalisme ! » Reul Ruiz lui paraît un

cinéaste assez exceptionnel,

capable de s'adapter à toutes les

situations : « J'ai peut-être

influence Reul en lui resserrant

un art perdu, celui des tragiques,

qu'il insère aussitôt dans les

thèmes qu'il traite. »

Le 11 janvier, à 20 h 30, à la

petite salle de la Cinémathèque

française, Henri Alekan reprend,

avec plusieurs collègues de la pro-

fession (décorateurs, masqueurs,

etc.), ses cours d'initiation aux

arts et techniques du cinéma et

de la télévision. Cours entière-

ment gratuits, tous les mercredis,

« on y entre et on en sort sans

diplôme », pour le seul amour de

l'art (1).

LOUIS MARCORELLES.

(1) Droit d'inscription : 100 F par

an. Informations au secrétariat

(Jean-Claude Brichet), tél. : 325-

27-30.

## ACTION CULTURELLE

**Il n'y a plus de Maison de la culture à Chalon-sur-Saône**

La Maison de la culture de Chalon-sur-Saône n'existe plus depuis le 1<sup>er</sup> janvier ; les représentants de la nouvelle municipalité (R.P.R.) se sont retirés du conseil d'administration. Rappelons que les maisons de la culture sont des associations placées sous la double tutelle du ministère de la culture et de la municipalité.

Pour sa part, le ministère de la culture « déplore cette décision, dénonce l'intransigeance de la municipalité », qui porte ainsi « atteinte à la liberté de la création ». Horresco referens, et si c'est cela le fin d'orgie à la russe, la flambolement d'une composition ébatarde des années 50.

Faut-il aller plus loin, compléter la collection ? Nous ne pensons pas. Et si l'on veut absolument continuer, que ce ne soit pas avec des Télémaques, des Klaes, des Arroyo et des Stämpfli, dont la présence est ici insupportable, presque profanatoire. Horresco referens, et si c'est cela le fin d'orgie à l'heure d'aujourd'hui, il n'y a plus qu'à émigrer.

Matisse

dans toute sa gloire

Mais avant de nouer notre bâton, nous irons vous voir et vous revoir, musée Henri-Matisse de Caen, musée peut-être à nouveau le port, l'étoile et le chef-d'œuvre, dont la présence est ici insupportable, presque profanatoire. Horresco referens, et si c'est cela le fin d'orgie à la russe, la flambolement d'une composition ébatarde des années 50.

Faut-il aller plus loin, compléter la collection ? Nous ne pensons pas. Et si l'on veut absolument continuer, que ce ne soit pas avec des Télémaques, des Klaes, des Arroyo et des Stämpfli, dont la présence est ici insupportable, presque profanatoire. Horresco referens, et si c'est cela le fin d'orgie à la russe, la flambolement d'une composition ébatarde des années 50.

Au rez-de-chaussée, un très bel ensemble d'Auguste Harbin, un enfant du pays, un valeureux artiste et le plus naturellement totémique des peintres abstraits. A ses côtés, Geneviève Claisse, sa petite nièce, dont les recherches optiques sont soutenues par un sentiment très juste de l'efficacité des formes pures.

Le premier étage : Matisse dans toute sa gloire et sa substantifique moïse. Des sculptures, des toiles, des gouaches qui sont pour beaucoup des dons, combien généreux, de la famille. Des gravures et des dessins, dont certains furent offerts dès 1952 par l'artiste à sa ville natale. On voudrait pouvoir tout citer : la fontaine de vie des papiers découpés d'après guerre, le monumental étude, récemment entrée, pour le Violoniste du Musée d'art moderne ou cette Fanfare à Tahiti qui métamorphose ce sinistre matin de décembre en vision des îles Fortunées.

Quant aux dessins, études des jambes, odalisques, danseuses au fringant tutu, nus allongés, friselettes et fascinantes bigoudies, sommeil voluptueux de l'épaula près du visage au tendre plaisir abandonné, ils constituent le plus beau blason du corps féminin que l'on ait composé depuis la Renaissance, en même temps que leur variété permet de saisir toutes les manières dont la grâce donne à l'insignifiant grâce céleste et pérenne.

Vous m'avez compris. Aujourd'hui, comme hier, le bel aujourd'hui, c'est lui : Henri Matisse.

ANDRÉ FERMIGIER.

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

Olivier BENSA

Guitare

L. Brower, M. Ohsa

Villa Lobos, de Falla

FRANCE-MUSIQUE

et TN. CHAMPS-ÉLYSÉES

MERCREDI

Un chef-d'œuvre du cinéma de terreur, c'est "Psychose", plus "L'Exorciste", plus "Rosemary's baby", multipliés par 100... Un film à voir toutes affaires cessantes.

**SHiNiNG**  
AVEC  
UN FILM DE STANLEY KUBRICK JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL

Distribué par WARNER COMMUNICATIONS COMPANY © 1980 Warner Bros. Inc.  
Distribué par WARNER COMMUNICATIONS COMPANY © 1980 Warner Bros. Inc.

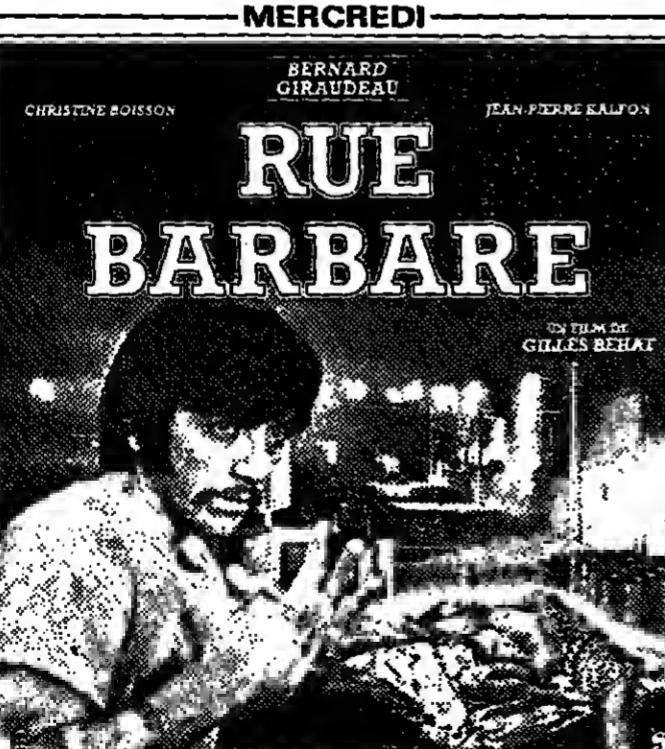
THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS  
Charles DENNER  
**LE MARIONNETTISTE DE LODZ**  
avec Gilles SEGAL  
Jean-Paul ROUILLON  
833.16.16 Une création de la Comédie de St-Etienne

MERCREDI



du 8 décembre 1983 au 21 janvier 1984  
La Maison de la Lithographie  
**VALADIÉ**  
Lithographies - Dessins - Huiles sur papier - Peintures  
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS  
Tél.: 237.20.16 - Métro : Ternes, Courcelles  
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption.

MERCREDI



DU 12 JANVIER AU 8 FÉVRIER

**NANA MOUSKOURI**  
AU PALAIS DES CONGRÈS

LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS DE 12 H 30 A 19 H AGENCE, FNAC, ET PAR TÉLÉPHONE: 758.13.73

Soirée à 21 h - Matinée à 16 h dimanche Relâche dimanche soir et lundi

## SPECTACLES

### théâtre

Les salles subventionnées  
et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20)

PIERRE VIDÉON (Théâtre de l'Europe) (235-70-32), 19 h 30 : la Prise de l'école de Madouche

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-63), 20 h 30 : Sophisticated Ladies

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : le Dernier Soir (J.-P. Fart).

Les autres salles

A. DEJAZET (887-82-33), 20 h 30 : Séance friction.

ARTS-HERBETOT (387-23-23), 15 h : Onde Vana (21 h : Don Juan).

BOUFFEZ-HERBETOT (296-60-24), 20 h : les Trois Jésus.

CARMEN (227-25-98), 20 h 30 : les Deux Fils de Pedro Nerf de Berlitz.

CARTOUCHERIE, Epée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Rue noire.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Clacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la végétation.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : Les Esacs et Poètes.

EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Ma demoiselle Julie.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : le Sixième Jour.

ESSAION (278-46-42), 1, 21 h : Agathia.

GAÎTE-MONTPARNASSÉ (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Canastria chauve ; 20 h 30 : la Laponie ; 21 h 30 : Pinok et Martha.

LUCERNARIA (344-57-34), 1, 18 h 30 :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 : les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

LYS-MONTPARNASSÉ (327-38-61), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Naïves Hirondelles ; 22 h 15 : An seconde papa, maman veut me tuer.

THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 :

La boutique.

THEATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un ami à la porte ; 20 h 30 : le Prince éternel.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : la Mazarine bleue.

MATHURIN (265-00-00), 21 h : le Bonheur à Ronsard.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dîne au lit.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyriaco de Bergerac.

MONTPARNASSÉ (320-89-90), 20 h 30 : Le Journal d'un homme de trop.

PALAISS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : La Fille sur la balustrade arrière.

PALAISS DES CHAMPS (828-40-90), 20 h 30 : Un bonheur nommé Jean.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Pierre de la faille.

PORT-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : X-2.

POULETTE (261-44-16), 20 h 45 : Il suffit que Paganini.

RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h : Don Juan aux enfers ; 22 h : les Elles et les Eux.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.

SAINTE-GEORGES (878-43-47), 21 h : Théâtre de l'Amour.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), 1, 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II, 20 h 30 : Huïc clair.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

TENPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitan :

le Fon et le Crève-cœur ; 20 h 30 :

les Enfants en folie ; 22 h 15 :

l'Amour intime de Sally Mann. - II.

19 h 30 : Recapitulation ; 20 h 15 : Six

heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ;

- Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, men fil.

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Hasard du coin de feu.



## COMMUNICATION

PATRONNÉ PAR LE GROUPE HACHETTE

### Le « Multistore », temple de la communication sera inauguré à Paris le 25 janvier

Le groupe Hachette s'apprête à frapper un grand coup pour commencer l'année 1984 : le 25 janvier doit être inauguré, près de l'Opéra à Paris, le premier « Multistore » qui prendra la place (agrandie à 5 500 m<sup>2</sup>) du Drugstore Opéra, fermé depuis l'été dernier.

Ouvrit sept jours sur sept, de 10 heures à 1 h 30 du matin, ce Multistore — pour l'aménagement duquel ont été investis 30 millions de francs — se veut à la fois espace de loisirs, « vitrine » et centre commercial pour tout ce qui concerne la communication dans ses formes traditionnelles (le kiosque à journaux offrira 1 000 titres nationaux et étrangers, tandis que 15 000 livres seront disponibles à la bibliothèque), comme dans ses technologies les plus sophistiquées (imprimante, informatique, music-laser, disques compacts, jeux électroniques, vidéostore).

Dans l'esprit de ses promoteurs, « le Multistore Opéra » n'est pas un magasin FNAC — doit permettre le passage de l'économie d'échange à l'économie de la communication, la concrétisation d'un de ces espaces d'accueil qui souhaite le prototype exportable ».

#### A LA RADIO-TÉLÉVISION

### Procès-verbal d'accord signé sans la C.G.T.

Un procès verbal d'accord permettant l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier, de la convention collective des personnels de la radio-télévision a été signé, dans la nuit du 30 au 31 décembre, entre les syndicats Force ouvrière, C.F.D.T. et SCOP (cadres) et l'association des employeurs du service public de l'audiovisuel, présidée par M. Jacques Pomont, P.D.G. de l'INA.

Un certain nombre de points avaient été adoptés en juillet dernier. Sont venus notamment s'y ajouter : le système salarial — pièce essentielle de la convention collective, qui a motivé plusieurs grèves et qui demandera un an pour être mis totalement en place ; la nomenclature des fonctions, ainsi qu'un texte sur la formation professionnelle. Seule des grands syndicats, la C.G.T., a refusé de s'associer à cet accord et exprime « son rejet catégorique d'un système qui révise en baisse la majorité des salaires tout en personnalisant sans précédent la carrière des agents ».

#### UN COMITÉ CONTRE LA PIRATERIE VIDÉO

Le ministère de la culture vient de mettre en place, au sein du Centre national de la cinématographie (C.N.C.), un Comité interprofessionnel permanent de prévention et de lutte contre la piraterie. Ce comité, présidé par M. Pierre Viot, directeur du C.N.C., a pour mission de coordonner les actions entreprises par les organisations professionnelles en vue de développer les enquêtes sur la piraterie vidéo et d'envisager des procédures devant les tribunaux.

La date de paiement de la redevance T.V. dépend de la date d'achat de l'appareil : premier jour du mois qui suit le mois d'entrée en possession du poste T.V., puis tous les ans à la même date. La redevance magnétoscope est envoyée avec la redevance T.V. Les deux sont payables dans les deux mois à compter de l'échéance. Passé ce délai, la pénalité est une majoration de 30 % de la redevance.

Un nouveau président à la Sofratec. — M. Philippe Wade, directeur des affaires spatiales et internationales à T.D.F. (Télédiffusion de France), vient d'être nommé président de la Sofratec (Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision), filiale de T.D.F. spécialisée dans l'ingénierie audiovisuelle et chargée de la commercialisation des techniques françaises à l'étranger. M. Wade, qui fut conseiller au cabinet du ministre de la communication de juin 1981 à mai 1983, et qui conserve ses fonctions à T.D.F., succède à M. Jean Guillerm, ancien directeur général de T.D.F.

**L'ÉCOLE**  
Le Ministre de l'Éducation

**SOLDES 50%**  
du 2 au 9 Janvier 1984  
Louis Féraud  
MONSIEUR  
SOLDE SA COLLECTION ETE-HIVER 83  
26, av des Champs Elysées - 75008 Paris - Tél: 562 05 39

## LE CARNET DU Monde

### Naissances

— M. et Mme Jacques DESUCHÉ ont la joie d'annoncer la naissance de leur troisième petit-fils

Mathieu Desuché,  
à Nantes, le 30 décembre 1983, en foyer de leurs enfants Evelyn et Jean-Louis-Jacques.

85000 La Roche-sur-Yon.  
14, rue des Ecuyers,  
44700 Orvault.

Lys bleu de mille feux scintillant  
Le vingt-sept au monde arrive.  
Mathieu son frère, d'espri  
charmant.

Souhaite vie belle à cher Thomas.

M. Philippe DUBRILLE et Mme Nancy SWINSTON, laissent à Mathieu le plaisir d'annoncer la naissance de

Thomas,  
le 27 décembre 1983, à Paris-17.  
10, rue Saint-Ferdinand.

Mr and Mrs George SWINSTON Jr.

are very happy to announce the birth of

their second grandchild

Thomas,  
son of Philippe and Nancy Dubrille.

— Julie est ravie d'annoncer la naissance de sa sœur

Mariel,  
le 30 décembre 1983.  
Chez Claude Saint-PATRICE  
et Gérard GRZYBEL.  
7, rue Saint-Exupéry, 77450 Esbly.

### Mariages

— M. Jean-Claude FAUDOUAS,  
Mme Monique BÉZIE,  
M. Richard OMIS DAY,  
Mme Suzanne STAFFORD,

sont heureux de faire partie du mariage de leurs enfants,

Corinne et Matthieu.  
La cérémonie a eu lieu dans l'intimité, le 17 décembre 1983.

139, rue Nationale, 75013 Paris.  
Marina Del Rey, L.A. California  
(U.S.A.).

### Décès

— M. Simon Amar,  
et Mme I. Eliekin,  
et leurs enfants,  
M. et Mme P. Receveur  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon AMAR,  
leur époux, père et grand-père,  
survenu le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Les obsèques ont été célébrées le 3 janvier.

— On nous prie d'annoncer que les obsèques de

M. Boris BACHKIROFF,  
décédé le 24 décembre 1983, à Safi (Maroc), auront lieu en l'église orthodoxe, rue Daru, mercredi 4 janvier 1984, à 14 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois.

De la part des familles Bachkiroff, de Labouchère, Siegel, Faust-Ducar, Tongas, Robert et Ropraz.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Philippe de BUSSY,  
survenu, le 30 décembre 1983 à Paris, dans sa quarante-deuxième année.

De la part de

Mme Philippe de Bussy,  
Marie et Claire,  
ses filles,

M. et Mme Bernard de Bussy,  
M. et Mme Pierre Létrillard,  
M. et Mme Philippe Pitchot,  
ses frères et sœurs,

M. et Mme Jean de Gant,

ses beaux-parents.

Ses frères, sœurs, belles-sœurs,

neveux, nièces, oncles et tantes,

M. Jean Martinez Tapia,

M. Walter Gonzalez Uriarte,

Mme Angelica Jarama,

M. et Mme Pacheco.

— Les soldes sont actuellement chez Burberrys

Burberrys

Qui respecte le plus la loyauté, Bernard Tapie ou le loubard ?

Réponse dans Actuel et sur Europe 1

Les obsèques ont été célébrées le lundi 2 janvier 1984.

26, avenue de la Grande-Armée,  
75017 Paris.

— La tour Menet,  
Vanvibus, 02200 Scissens.

— M. Roger Cadieu,  
son épouse,  
Mme Françoise Cadieu,  
sa mère,

Ses enfants,

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CADNOU,

attaché à la direction

des relations extérieures U.T.A.,

chevalier de l'ordre national du Mérite,

medaille de l'Aeronautique,

survenu subitement, le samedi 31 décembre 1983, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 5 janvier 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph de Clamart, 145, avenue Jean-Jaurès, à Clamart.

8, rue Pierre-Louisier,

92140 Clamart.

— La compagnie aérienne U.T.A. a

la tristesse de faire part du décès de

M. Roger CADNOU,

attaché à la direction

des relations extérieures U.T.A.,

chevalier de l'ordre national du Mérite,

medaille de l'Aeronautique,

survenu subitement, le samedi 31 décembre 1983, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Elles seront suivies de l'inhumation

dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux.

38, rue de Boullechaise, Paris-7.

1, rue de Chatron,

Villiers-Saint-Frédéric,

78740 Neauphle-le-Châtel.

19, avenue F. Lemaître,

78200 Châtenay-Malabry.

— Docteur Bernard HERISSAY,

son épouse,

Sylviane et Fabrice Herissay,

ses enfants,

Lionel Assoud,

son frère,

Xavier et Geneviève de Langue de Meux,

Louis et Alice Herissay,

François et Myriam Herissay,

ses beaux-frères et belles-sœurs.

Les familles de Langue de Meux,

Assoud, Froustey et Kostand,

ont l'extrême douleur de faire part du décès subit de

M. Bernard HERISSAY,

notre Christiane Assoud,

le 30 décembre 1983.

Les obsèques auront lieu à Domont

(Val-d'Oise) en église paroissiale, le

mercredi 4 janvier 1984, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Prises demandées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Long-Pré,

1, rue du Chemin-Vert,

95330 Domont.

— Rosalie Montrivon, Lyon.

Il a plu un Seigneur de rappeler à

Lui, le 1<sup>er</sup> janvier 1984, dans sa volonté

très particulière.

Publié M. Marius PERRIN,

professeur aux facultés catholiques,

directeur honoraire de l'E.S.S.I.

De la part de

Mme Joseph Perrin,

M. et Mme Jean Aubert,

M. et Mme André Charrier,

M. et Mme François Perrin,

leurs enfants et petits-enfants,

Et de tous ses nombreux amis.

Les funérailles religieuses seront célébrées le mercredi 4 janvier 1984, à 15 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montrivon.

Scuola la famille assistera à l'inhumation.

Condoléances sur registre.

— M. et Mme Louis G. Reboul

et leurs fils Marc-Henri,

M. et Mme Jean M. Reboul

et leurs fils Olivier et Thierry,

Les docteurs Michel

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE

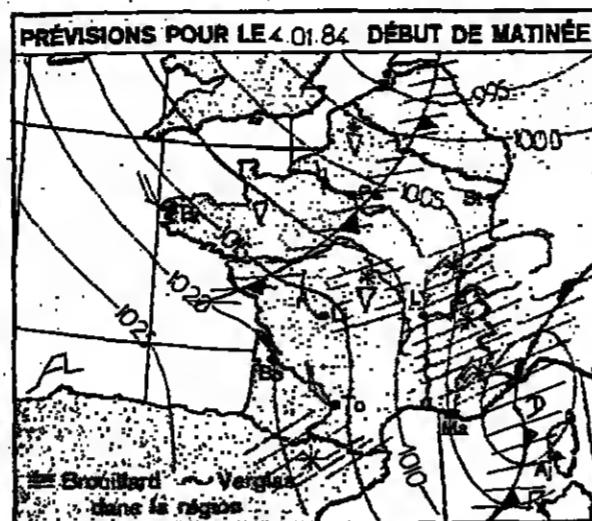
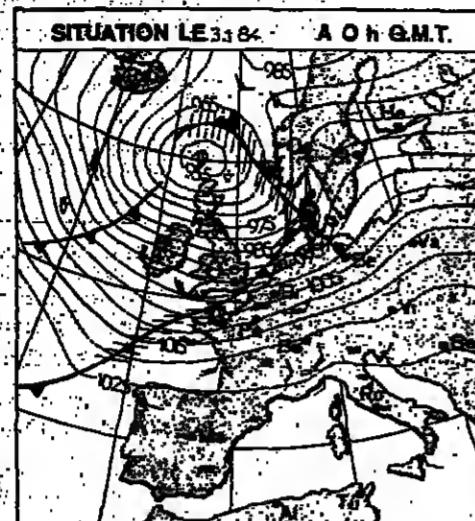
Évolution probable du temps en France entre le mardi 3 janvier à 0 heure et le mercredi 4 janvier à midi.

La perturbation active qui traverse la France sera suivie d'un flux cyclonique de nord-ouest à nord, froid et très instable. L'instabilité s'atténue mercredi après-midi sur l'ouest du pays par effet de dorsale.

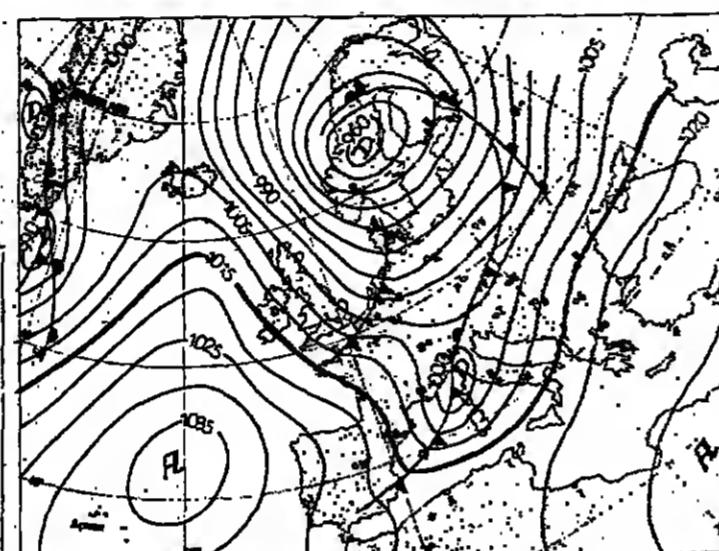
Mercredi, sur la Provence et la Corse, il pleuvra le matin et, dans la journée, un temps peu nuageux à nuageux avec mistral et trémontant s'installera sur les régions méditerranéennes. Sur les autres régions, un temps froid et très instable prédominera. Les averses de neige, fréquentes en montagne, pourront être dans les régions de plaine, en particulier de la Bourgogne à la Lorraine et aux régions du nord. Les averses s'atténueront cependant l'après-midi de la Bretagne, à l'ouest du Massif Central et à l'Aquitaine (sauf les Pyrénées), et le temps sera variable avec éclaircies et passages nuageux. Le vent de nord-ouest soufflera toujours assez fort à fort. Les températures, voilées de -1 à 2 degrés le matin, resteront basses l'après-midi, de 1 à 4 degrés en moyenne, et de 6 à 7 degrés sur les régions méditerranéennes.

Sens de l'évolution pour la fin de semaine.

Une nouvelle perturbation traversera l'est de la France, puis jeudi et vendredi, mais elle ne sera pas aussi active que celle du début de semaine. Après son passage, une hanche de pression se déve-



PRÉVISIONS POUR LE 4 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



issope, par l'ouest, mais elle n'empêchera pas le nouveau courant perturbé de déborder sur le nord du pays à partir de samedi.

Prévisions pour la fin de semaine.

Jeudi, les gelées matinales épargneront quelque peu le Basalot et pourront atteindre jusqu'à -6 degrés dans le centre. Le ciel se couvrira sur la moitié nord-ouest du pays avec des vents de sud-ouest assez forts sur les côtes, et les plaines qui pourront localement être pré-

**OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION**

Vente s/avisé, Pal. Justice Bobigny, MARDI 10 JANVIER 1984, 13 h 30.  
UN APPARTEMENT sis à CLICHY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis) : 2-6, all. de Coulom Mis à prix : 100 000 F  
S'adresser à M<sup>e</sup> François PINAULT-GIRARD, Avocat, 20, rue du Colonel-Moll, Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 574.42.86.

Vente au Palais de Justice à Crétel, Jeudi 12 Janvier 1984, 9 h 30. UN LOT

Un ensemble immobilier à Bry-sur-Marne (94)

208/210, quai A. Matisse et rue P-Carle, 94-95, comp. UNE MAISON élevé sur cave, UN AUTRE BATIMENT élevé sur pilotis + UN TERRAIN à us. de jardin, pour 923.97

MISE A PRIX : 85.000 F

S'ad. pr. sén. M<sup>e</sup> Gabriel BLIAH, avocat, 43, r. de Richelieu, Paris (1<sup>e</sup>) Tél. : 296.29.32 - 296.03.74

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Nanterre, 179-191, av. Joliot-Curie, le mercredi 18 janvier 1984, 14 heures — EN 2 LOTS : 24 et 36, rue Carnot, 20 et 32, rue Buffet et 23 et 25, rue Klotz. M<sup>e</sup> C. est. C. 2 et. : COURBEVOIE (92) 1) APPART. M. à P. 170.000 F 2) CHAMBRE M. à P. 25.000 F au deuxième étage S'ad. M<sup>e</sup> J. NICOLAS, S<sup>e</sup> ad. M<sup>e</sup> J. NICOLAS, de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL et NANTERRE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre le mercredi 11 janvier 1984 à 14 heures — En un seul lot... Immeuble à Boulogne-Billancourt (92)

59, rue d'Argenteuil et 133, rue du Château. UN BATIMENT élevé s/cave d'un r-de-ch. & de 2 ét. grenier perdu au-dessus, petit jardin — UN GRAND BATIMENT s/cave plein d'un r-de-ch. & de 2 ét. — UNE COUR entre ces 2 bât. de cette cour : local à us. de blanchisserie industrielle — GRAND TERRAIN à la suite s/cave terrain : local à us. de réparation automobile.

MISE A PRIX : 150 000 F.

S'adresser pour tout renseignement à M<sup>e</sup> S. SCHMIDT, DAVID, DUFFOUR, av. à Paris 17<sup>e</sup>, 76, av. de Wagram. Tél. : 756.69.69, du lundi au vendredi, de 14 b à 16 h. — S/les lieux pr. visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Essonne) le MARDI 17 JANVIER 1984, à 14 heures UN PAVILLON sis à ETRECHY (Essonne) 11, rue Racine MISE A PRIX : 100 000 F Consignation indispensable pour enchérir par chèque certifié ou en espèces. Renseignements : M<sup>e</sup> TRUCCIO et AKOUN, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe à Evry (Tél. : 079.39.45).

Vente s/avant de dîner, à l'audience des Crédits du Tribunal de Grande Instance de Tours (37), le MARDI 24 JANVIER 1984, à 14 h 30 EN UN SEUL LOT Commune de Savonnières (Indre-et-Loire) 2 parcelles de terrain à bâtir. Sup. tot. : 4 ha 45 ca sur lesquelles sont édifiés 5 pavillons INACHÈVÉS Ces parcelles ont fait l'objet d'un projet de division en 17 LOTS. Les travaux de voirie, eau, élec., sanitaire ont été exécutés.

MISE A PRIX : 1 705 500 F.

S'ad. pour tous renseignements à M<sup>e</sup> Paul CHAS, avocat, 51, bd Béranger à TOURS — Tél. : 47.61.43.31.

Vte s/avisé, et après subrog. Pal. Justice Evry (91), 10 janvier à 14 heures. Imm. à Saint-Cyr-La-Rivière (91). M. à Px : 250 000 F Illicité. Les Cent-Arpents : 50 x 5 ca — Pavillon élevé s/cave en garage chauff., cave + rez-de-chaussée, comp. hall-entrée, dégag., S<sup>e</sup>, 4 chambres — lingerie, salle bain, w.c., cabinet toilette, cuisine.

Consign. pour enc. : Rens. : M<sup>e</sup> du Chalard, av. T. : 077-15-57

VILLE DE PARIS — Adjudication Chambre des Notaires de Paris le MARDI 31 JANVIER 1984, à 14 h 30 APPARTEMENTS de 2 et 4 PIÈCES et UNE PIÈCE

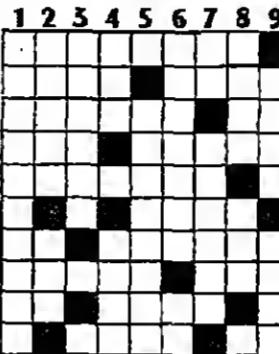
3, PLACE du TERTRE — PARIS 18<sup>e</sup>

LIBRES — M. à P. 63 000 F à 504 000 F

Consignation pour enc. 20 % de la M. à P. chèque certifié : M<sup>e</sup> MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIÈVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, Paris (1<sup>e</sup>) — Tél. 260.31.12. VISITES s/place, les 9 et 10 janv. de 10 à 12 h, 4 et 11 janv. de 14 b 30 à 17 h, 3 et 10 janv. de 14 à 16 b.

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 3616



ou par hasard. — 5. Va de la simple colle à la décollation. — 6. Histoire qui ne tient pas debout ou conte à dormir de même. Type populaire, mais pas spécialement honorable. — 7. Particule passée. Sournoise cousine de Morphée. — 8. Détente déclenchée par no rigolo. Est avec son frère à la queue. Consentement qui ne s'accorde plus. — 9. Confond les toutes et protège les tourteaux. Se prend facilement au filet.

#### Solution du problème n° 3615

**Horizontalement**  
I. Rivière. Ain. — II. Iris. Et. — III. Vétemeot. — IV. (Niant). — V. Epire. (Clément Marot). Il. — VI. Ruis. Côte. VII. Erreur. — VIII. Statue. IX. Ane. Si. — X. Tanagra. XI. Nacre. Eau.

#### HORIZONTALEMENT

I. Victime d'un pape qui était également d'un Philippe qui ne le fut pas. — II. On lui parle sans complexe. Conseille ou dessert. — III. Purée de poids. Note. — IV. Se presse lentement. En mesure de tenir à bout. — V. Aurore dont besoin d'être rallumé. — VI. Souvent pris à témoin, bien qu'il n'ait jamais déposé. — VII. Sur un cube ou un rectangle. Démunié au plus haut point. — VIII. Marque de reconnaissance. S'exprime de façon pressante. — IX. Copulative. Chambre des lords. — X. Cousine du charme. Couple stérile. — XI. Se raccommode rarement sur l'oreiller. Un homme décoré au front.

#### GUY BROUTY.

**Verticalement**  
1. Victime d'un pape qui était également d'un Philippe qui ne le fut pas. — II. On lui parle sans complexe. Conseille ou dessert. — III. Purée de poids. Note. — IV. Se presse lentement. En mesure de tenir à bout. — V. Aurore dont besoin d'être rallumé. — VI. Souvent pris à témoin, bien qu'il n'ait jamais déposé. — VII. Sur un cube ou un rectangle. Démunié au plus haut point. — VIII. Marque de reconnaissance. S'exprime de façon pressante. — IX. Copulative. Chambre des lords. — X. Cousine du charme. Couple stérile. — XI. Se raccommode rarement sur l'oreiller. Un homme décoré au front.

**VERTICAMENT**  
1. Quand on a celui d'un veudeur, on ne saurait ignorer sa vente. — 2. Couliss moderne pour accéder aux chambres frites. Manche donnant sur l'ampleur au poignet. — 3. Débit des prunelles à ses moments de détente. Fuir d'avoir. — 4. Même recommandé. Il est souvent mal accueilli. Arrivée à terme

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 2 et mardi 3 janvier 1984 :

#### DES LOIS

Modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole ;

Portant diverses mesures d'ordre social.

#### UN ARRÊTÉ

Autorisant l'École supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Grenoble à délivrer un diplôme revêtu du visa officiel (*le Monde* du 21 décembre 1983).

#### PARIS EN VISITES - JEUDI 5 JANVIER

L'église Saint-Eustache. — 15 heures, entrée, M<sup>e</sup> Garnier-Alberg.

« Musée de la chasse et de la nature », 15 heures, 60, rue des Archives, M<sup>e</sup> Hubert.

L'École des beaux-arts, 15 heures, 13, quai Malaquais, M<sup>e</sup> Vermercq (Caisse nationale des monuments historiques).

Palais du Luxembourg, 15 h 30, 29, rue de Condé (M<sup>e</sup> Camus).

L'abbaye du Val-de-Grâce, 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

L'hôtel Saint-Louis, 14 b 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Les appartements royaux du Louvre, 14 b 45, musée du Louvre, porte Denon (Tourisme culturel).

## LÉGION D'HONNEUR

### COMMERCE ET ARTISANAT

#### Est promu officier :

M. Pierre Neier, président de la chambre de commerce de Colmar.

#### Sont nommés chevaliers :

M. François Aigean, secrétaire général de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples ; Georges Buvar, boulanger, président de la chambre de métiers de l'Ailler ; Pierre Conso, P.D.G. de société ; Alain Perron, conseiller géologique de sociétés pétrolières ; Pierre Quicard, directeur dans un groupe de constructions mécaniques, informatiques et spatiales ; Claude Sallé, directeur de l'exploration à l'Institut français du pétrole ; M<sup>e</sup> Anne Schumberger, épouse Gruer, bibliothécaire ; M. Roger Seguy, directeur général adjoint dans une société ; Ghislain Thilio, épouse Merle, P.D.G. de sociétés ; Suzanne Thomas, épouse Meriaux, directrice scientifique à l'INRA.

#### P.T.T.

#### Sont promus officiers :

M. Guy Bresso, directeur de société ; Raymond Chapel, ancien directeur régional des postes ; Marcel Lacout, ingénieur général à la Sofrecom ; André Roussel, directeur des centres régionaux de Paris.

#### Sont nommés chevaliers :

M. Claude Barbet, administrateur directeur général de société ; Henri Bustares, directeur à l'administration centrale ; Gilbert Dourlet, contrôleur divisionnaire centre de tri de Nanterre ; M<sup>e</sup> Yvette Petit, assistante sociale chef ; M. Jean Pochat, agent d'exploitation à Saint-Etienne.

### QUI RESPECTE LE MOINS LA FAMILLE, LE BRANCHE OU LE LOUBARD ?

Réponse dans Actuel et sur Europe !

ISABEL CANOVAS

Soldes 4 et 5 janvier

16, AVENUE MONTAIGNE - 75008 PARIS

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
Demandes d'emploi	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

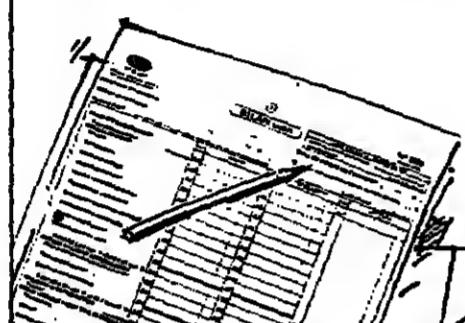
ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
Demandes d'emploi	14,00	16,50
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Désigné selon surface ou nombre de parutions.

### DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

#### Epauler notre directeur de la comptabilité



Une mission variée et passionnante dans un important Groupe industriel français (C.A. : 2 milliards de francs). Agé de 30 ans environ, vous possédez un diplôme d'expertise comptable, de solides connaissances en fiscalité et un esprit ouvert à l'informatique.

Une première expérience réussie dans une entreprise industrielle a déterminé votre goût pour une comptabilité « terrain » aux multiples aspects.

Adjoint à notre Directeur de la comptabilité (basé à Paris), vous aurez des responsabilités importantes et une vision complète de la comptabilité des 11 usines du Groupe.

Votre forte personnalité et vos aptitudes à éimer une équipe seront des atouts supplémentaires.

Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre expérience.

Si vous êtes l'homme de la situation, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V., lettre manuscrite, photo et préventions), en précisant sur l'enveloppe le réf. 2776/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

#### DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER

220 - 240.000 F

Négoce banlieue Est Paris

Un groupe industriel français qui développe ses activités dans les domaines de la construction électrique, recherche UN DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET FINANCIER pour l'une de ses filiales spécialisée dans le négoce de composants électroniques (CA 30 millions - Effectif 38 personnes) et qui dispose elle-même de quelques agences commerciales. Sous l'autorité du Président, il sera chargé de la gestion de la société dans ses aspects financiers (préparation des budgets et plans, élaboration des prévisions de trésorerie, relations avec les banques,...), administratifs (mise en place de procédures,...) et comptables (supervision de la comptabilité, calcul des marges, établissement du bilan,...). Il assurera le suivi juridique de la vie de la société (préparation des assemblées et conseils,...) et il sera responsable de l'établissement des déclarations fiscales (TVA, TP,...). Il assurera également la fonction personnel (recrutement, paie,...). Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation supérieure (BTS ESC, option finance comptabilité), possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle semblable acquise dans une PME industrielle ou commerciale mettant en œuvre une gestion comptable informatisée. Ecrire sous référence 650/M à :

**GRH conseil**  
3 avenue de Ségur - 75007 PARIS.  
Discretions assurées.

#### PARIS

#### UN ORGANISME INTERPROFESSIONNEL

à vocation d'Etudes et de Diffusion d'Informations Economiques concernant les industries de production et transformation très impliquées dans l'économie mondiale cherche son

#### responsable des études économiques

Il devra :

- réaliser des études économiques spécialisées avec l'aide d'une documentation,
- observer les échanges internationaux et les répercussions de l'économie mondiale sur les professions concernées,
- diffuser l'information par la rédaction d'articles, par des exposés et par ses relations avec la presse.

Il doit, à la fois, être un homme d'études soucieux de posséder à fond ses données et auquel le sens des relations publiques est essentiel. Il doit maîtriser les moyens d'expression écrite et orale. Il parle obligatoirement anglais et si possible espagnol. Sa formation (Universitaire ou Ecole Supérieure Commerciale) est orientée vers l'économie.

Il a déjà une expérience dans un Organisme International ou un Bureau d'Etude Economiques ; il appréciera dans ce poste les nombreuses ouvertures qu'il implique et la possibilité de se former aux relations publiques.

La candidature d'un débutant à son potentiel et ayant déjà fait la preuve de son intérêt pour l'économie par des travaux personnels ou des stages pourra être étudiée.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. précisant le niveau de rémunération actuel et photo sous réf. 2264-M), seront examinées avec la discréption d'usage par

**a et j. ourfin** CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 62600 ANTONY

#### X, Mines, ECP... Vous vous sentez l'étoffe et la solidité d'un manager et vous cherchez, à bref délai, une

#### Direction d'usine

Vous vissez même plus loin... à plus long terme.

Venez discuter avec nous de l'opportunité qui s'ouvre dans une des premières sociétés agro-alimentaires. Nous attendons déjà de vous des résultats performants dans votre expérience professionnelle de 5-7 ans, en particulier dans l'animation des hommes.

Votre premier poste, auprès du Directeur d'une usine de 500 personnes située dans le Jura, vous fera découvrir notre style de management et nos technologies.

Par votre réussite vous y confirmerez votre potentiel pour prendre la Direction d'une autre usine.

Adresssez vos C.V. et préventions, sous référence 9304 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Rémy 75002 Paris.

## ANNONCES CLASSEES

La ligne \* Tarif net T.T.C.

OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,50
Demandes d'emploi	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Désigné selon surface ou nombre de parutions.



#### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

#### GROUPE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION A L'ETRANGER

#### son commercial TP Moyen Orient HF

Ingénieur d'affaires TP, diplômé d'une grande école ou équivalent, il justifiera d'une expérience et d'une réussite commerciale et de recherche d'affaires.

Une grande partie de sa carrière se sera déroulée dans les pays du Moyen Orient et plus particulièrement en Arabie Saoudite.

Homme de terrain, ayant des qualités de contact, il sera entraîné à négocier au plus haut niveau des grands marchés BTP (génie civil, ouvrages d'art, projets industriels...).

Basé à RIYAD, il bénéficiera, sous l'autorité du Directeur de zone, d'une logistique et de l'appui d'une équipe dont l'implantation est déjà établie.

La pratique courante de l'anglais écrit et parlé est exigée.

L'intégration familiale dans le pays est facilitée par les avantages consentis à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo, préventions sous N° 6700 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

#### MACHINES FRANÇAISES LOURDES

LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE regroupant FOREST-JLINE et BERTHIEZ-ST-ETIENNE met en place les moyens correspondant à son contrat d'entreprise avec l'Etat et à ses objectifs (doublement de son C.A. dans les 5 ans) et recrute un

#### INGENIEUR COMMERCIAL résidant en Suède pour les PAYS SCANDINAVES

Après 6 à 10 mois de mise au courant dans les 3 usines en France, il sera, sur place, le trait d'union actif entre les clients, les instances professionnelles et gouvernementales des pays concernés et les services internes des 2 sociétés du groupe, vendeur et négociateur, il mettra en place et animera les réseaux commerciaux les plus appropriés et efficaces. Il sera responsable de l'implantation de M.F.L., puis des résultats de sa zone.

- FORMATION TECHNIQUE indispensable : INGENIEUR ou réellement équivalent + ANGLAIS tout à fait COURANT.
- TOTALEMENT INDISPENSABLE : EXPÉRIENCE DE VENTE ET NEGOCIATION A L'EXPORTATION (et de préf. dans les pays concernés) DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD (machine-outils, gros matériels T.P., agricoles,...).

S.C. GARANTIT UNE DISCRETION ABSOLUE.  
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 7032 à

**SC** sélection conseil  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

#### L'une des 10 plus importantes sociétés de services et d'ingénierie en informatique recherche

#### 3 DIRECTEURS D'AGENCE

- la région est
- la région méditerranéenne
- la région parisienne

La mission d'un directeur d'agence s'étend sur les axes suivants:

- direction du centre de profit régional,
- animation d'une équipe technico-commerciale et technique,
- action commerciale personnelle sur le terrain.

Au-delà d'une expérience similaire réussie en milieu informatique, son savoir-faire devra permettre le développement de l'agence tout en assurant le suivi de la clientèle existante.

Après une période de formation aux produits, dispensée à Paris, le candidat retenu rejoindra son poste dans une grande ville.

Le niveau de rémunération motivant sera complété par un système d'intérêtement aux résultats.

Votre candidature sera examinée en toute discréption en écrivant sous réf. F12 à PLAIN CHAMPS 37, rue Froidevaux 75014 Paris qui transmettra.

Notez au dos de l'enveloppe les noms des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, l'agence retournera votre courrier sans l'ouvrir.

Merci de votre confiance.

#### GROUPE DE COMMERCE INTERNATIONAL recherche

#### 2 INGENIEURS INFORMATICIENS

pour une filiale implantée au NIGERIA

Il sera chargé de mettre en place des logiciels et des progiciels interactifs sur systèmes IBM 34 ou CAP II.

Une expérience sur ce type de matériel est indispensable.

Une parfaite maîtrise de l'anglais et du français est également indispensable, notamment pour le Nigeria.

Nous proposons des contrats d'expatriation pour une durée indéfinie.

Envoyer C.V. et préventions sous réf. 84696 à CONTESSA PUBLICITE - 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

#### Société Africaine filiale d'un Groupe Français recherche le

#### RESPONSABLE DU DEPARTEMENT

#### "ARMOIRES ELECTRIQUES"

Le candidat doit avoir une bonne expérience technique dans le montage d'armoires et des connaissances en électronique.

Il doit avoir exercé des responsabilités commerciales et de gestion (niveau Cadre).

Merci d'envoyer votre candidature (C.V., photo et préf.) sous Réf. 784 à Curriculum 25 rue du 4 Septembre 75002 PARIS.



## emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux

### 25 unités opérationnelles dans 10 pays européens !!

Notre service trésorerie Europe étoffe ses structures et recherche un(e)

#### Responsable des analyses trésorerie Europe

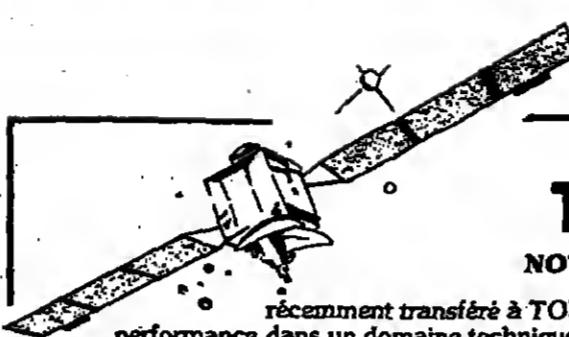
Ce poste dépend de la Direction Trésorerie Europe et est chargé de l'analyse des structures financières et des besoins à court terme des différentes unités en Europe. Il évalue les risques de change des filiales ainsi que la position globale dans les différentes monnaies européennes, participe à la préparation des plans à court et moyen termes et a une grande variété d'analyses en matière de trésorerie et de financement.

Un diplôme Universitaire spécialité Finances est requis ainsi que 6 ans d'expérience dans des fonctions similaires ou dans le secteur bancaire. Il faut être parfaitement bilingue Français-Anglais. Connaitre la comptabilité anglo-saxonne et avoir l'expérience du Reporting américain sont des atouts.

Ce poste est localisé au cœur des Alpes dans la Baulette de Grenoble. Adresser C.V. avec photo et indication de la rémunération recherchée au Directeur des Relations Humaines Europe

BECKTON  
DICKINSON

5 Chemin des Sources  
38240 MEYLAN GRENOBLE  
FRANCE



### THOMSON-CSF

#### NOTRE DÉPARTEMENT SATELLITES

recentement transféré à TOULOUSE conçoit et fabrique du matériel électrique de haute performance dans un domaine technique de pointe.

Le développement de ses activités dans un marché en expansion nous conduit à recruter des

### INGÉNIEURS

ayant de 5 à 15 ans d'expérience

- LE RESPONSABLE  
DE LA GESTION  
DE PRODUCTION

Position III A ou III B  
qui animera une équipe d'une dizaine d'ingénieurs.

pour étude et développement de circuits électroniques en moyennes et hyperfréquences embarqués sur satellites.

- DES INGÉNIEURS  
ÉLECTRONICIENS

Position II ou III

Position II ou III A  
destinés à renforcer l'équipe actuelle.

Les candidatures sont à adresser au SERVICE DU PERSONNEL -  
Boîte Postale 1187 - 31037 TOULOUSE CEDEX.



**THOMSON**  
BRANCHE COMMUNICATIONS



### emploi international

#### EXA INTERNATIONAL BUREAU D'ÉTUDES INTERNATIONAL

recherche pour compléter son équipe

##### 1) CONSULTANT : ORGANISATION ET MÉTHODES

Charge de réorganiser les sociétés d'ici et d'en développement francophone.

Expérience de directeur de projets dans un cabinet d'organisation d'au moins dix ans, ou direction générale d'entreprise, secteur agro-industriel ou préférable.

##### 2) FINANCIER

Charge de la réorganisation d'une banque de développement régionale.

Expérience d'au moins dix ans Crédit Agricole ou coopératif + F.I.D.

##### 3) EXPERT EN CRÉATIVITÉ

Objectif : développer le potentiel humain à l'intérieur d'une administration.

##### 4) JURISTE

Spécialiste droit et fiscalité rurale. Expérience de la rédaction de décrets et projets de loi.

Tous ces postes sont destinés à des candidats d'au moins 40 ans, diplômés de grandes écoles, prêts à s'expatrier pour 1 à 2 ans.

Envoyer C.V. et préventions à EXA INTERNATIONAL  
87, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

DISCRÉTION ASSURÉE

#### CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche  
pour ses bureaux de :

##### • PARIS - MILAN - NEW-YORK

#### COLLABORATEURS

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en révision

##### • SAO-PAULO

#### 1 COLLABORATEUR

Expérimenté (5 ans minimum)  
mémorialiste et portugais appréciés

Envoyer C.V. et préventions à :  
114, avenue Charles-de-Gaulle  
92522 NEUILLY.

#### PERTROCONSULT E.T.T. recherche pour l'ÉTRANGER

#### TECHNICIEN SUPÉRIEUR PRÉPARATEUR EN CIMENTERIE

Expérience industrielle 5 ans minimum et expérimenté en montage et exploitation d'une chaîne cimenterie industrielle exigée. Connaissance de l'ANGLAISS indispensable. Téléphonez à 01-46-76... ou envoyer C.V. à : 25, rue Jean-Giraudoux 75116 PARIS. Demander M. BACHU.

#### AFRIQUE NOIRE POUR CHAÎNET T.P. longue durée Nous recherchons

#### JEUNE GÉO-TECHNICIEN

qui sera chargé de l'étude de la stabilité des remblais et de l'exploitation du tout de l'importance des travaux et des responsabilités qui en découlent. Garant. hab. Régime expatrié. Le poste sera assuré par un collaborateur direct du Chef de chantier. Les candidats envoient leur curriculum vitae et expériences a.v. et éventuellement diplômes a.v. photo non nécessaire à : 07.01.10. A.M. P.A. 37, rue de Sévres 75006 Paris.

Le Centre de  
RECHERCHES  
PHARMACEUTIQUES  
**SEARLE**  
situé à  
**SOPHIA - ANTIPOLIS - 06**

recrute pour son  
Département de  
DÉVELOPPEMENT  
PHARMACEUTIQUE  
(40 personnes)

#### TECHNICIEN DE MAINTENANCE SCIENTIFIQUE

Il sera chargé notamment  
de la mise en route,  
des réglages, mise au point et  
d'entretien du Département.  
Au sein d'un équipe de 10 personnes  
d'analystes physico-chimiques, il mettra au point de  
nouvelles méthodes d'analyses.

Une expérience dans ces domaines  
exp. très souhaitable  
ainsi qu'une bonne base  
technique DUT mesures physiques.

ANGLAISS souhaité.  
Référence et cadre  
de vie attendus.

Adresser C.V. et préventions sous  
la référence M. à  
SEARLE Sophia Antipolis  
B.P. 23, 06581 VALBONNE  
CEDEX

### CADRE JURIDIQUE CONFIRMÉ CAEN

Promodès, 1<sup>er</sup> grossiste multidistributeur en Europe avec un effectif de plus de 17.000 personnes en France et un C.A. 1982 consolidé de 17 Milliards de Francs, crée un poste de Cadre Juridique (H. ou F.) pour renforcer son service juridique-assurances situé à CAEN.

Les missions : ce cadre sera plus particulièrement chargé de l'établissement et du suivi des bons commerciaux, de la rédaction des compromis d'acquisition de terrains et d'ensembles bâtis, des problèmes inhérents au droit de la location gérance.

Ces missions couvriront également les questions relatives aux prises de participation et aux recouvrements de créances.

Le poste basé à CAEN nécessite des déplacements fréquents.

Le profit : une maîtrise en droit privé alliée à une expérience réussie dans l'un des domaines cités est indispensable. En outre, le personne retenu devra posséder une personnalité et des qualités relationnelles affirmées, car le poste implique des contacts nombreux et variés pouvant aller jusqu'au plus haut niveau.

Si cette proposition vous intéresse, adressez cv, photo et préventions à :  
Intéractons, M. Alain DESCHAMPS, 27, avenue de Verdun,  
14300 CAEN sous réf. 4 M 1.

**Promodès**

HAVAS CONTACT

**R** ROUSSELOT

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES  
LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ

GROUPE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE  
DU SUD-EST

Établi sur le site d'une des plus importantes usines.

Nous recherchons la collaboration d'un

MÉTIERS DE SYNTHESE

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé grande école de chimie - Doctorat Chimie ou physique apprécier.

Il aura de bonnes connaissances en :

- synthèses des macromolécules, en particulier biologiques.

- techniques physiques d'études des hauts polymères.

Un an d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé de l'amélioration et du développement de dérivés de la matière.

La maîtrise de l'ANGLAISS et des connaissances de base en INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE sont des compléments indispensables.

Adresser C.V. et préventions sous réf. GERSE/2 à  
ROUSSELOT S.A., 8, rue Christophe-Colomb,  
75360 Paris Cedex 08.

### LA COGEMA

(Compagnie Générale des Matières Nucléaires), filiale du Groupe CEA  
recherche pour son établissement de la HAGUE  
région de Cherbourg

### JEUNES INGENIEURS D'EXPLOITATION

dont la mission sera :

- de coordonner, pendant la durée d'un quart, toute la production de l'usine en dehors de l'horaire normal,

- d'assurer l'interface entre l'exécution et l'enchaînement, en horaire normal,

- de conduire des analyses globales du fonctionnement de l'usine.

Ces postes conviendront à de jeunes ingénieurs diplômés d'Ecoles Supérieures Mécaniques ou Génie

Chimique (type ENSAM, INSA, etc.). Une première expérience en milieu industriel est souhaitable.

Le sens du commandement, l'aptitude au management et l'esprit de synthèse sont indispensables.

Les conditions financières sont attractives et de larges perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 83.38 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discréetion.

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement

15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS

Tél. 553.84.73

HAVAS CONTACT

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROMA

### INGÉNIEUR DE FABRICATION

80 km Ouest de Paris

Une société française (1 000 personnes - CA 380 millions de francs), spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes hydrauliques, électro-hydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe (aéronautique, spatial,...), recherche UN INGÉNIEUR DE FABRICATION pour son unité d'usinage ; celle-ci développe la technique siéges de production et met en œuvre des équipements hautement performants (machines à commande numérique, robotique, ...). Collaborateur direct du Chef de Fabrication, il sera chargé, dans le cadre de programmes de fabrication, d'assurer le fonctionnement d'un atelier d'usinage employant 150 personnes hautement qualifiées dont il définira, animera et contrôlera les activités. Il veillera à la meilleure utilisation des machines et équipements (amélioration des flux matières, réduction des cycles de production, développement de l'auto-contrôle,...) et il participera au développement d'une gestion de production informatisée. Le candidat retenu, âgé de 30 ans environ, de formation A & M, ou équivalent, possèdera quelques années d'expérience de la production acquise au sein d'une société du secteur mécanique. Des qualités de gestionnaire et d'animateur seront très appréciées.

Envoyer sous référence 647/M à :

**GRH conseils**  
3 avenue de Séur 75007 PARIS  
Discretions assurée.

### INGÉNIEURS RECHERCHE ACHATS

80 km Ouest de Paris

Une société française (1.000 personnes - CA 380 millions de francs), spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes hydrauliques, électro-hydrauliques et mécaniques destinés à des industries de pointe (aéronautique, spatial,...), recherche DES INGÉNIEURS RECHERCHE ACHATS. Dans le cadre du lancement de nouveaux projets, ils seront chargés en liaison avec le Bureau d'Etudes, de comprendre les produits à développer, d'en faire une estimation de prix, de détecter et consulter les fournisseurs pouvant répondre aux cahiers des charges, analyser leurs prix, les aider, éventuellement, à définir leurs moyens et méthodes de production. Cette approche leur permettra de transmettre au Bureau d'Etudes des informations rendant possible une meilleure définition des produits et aux Services Achats les données indispensables permettant de mener les négociations commerciales dans le respect des règles de la concurrence. Les candidats retenus, âgés d'au moins 30 ans, de formation A & M, ICAM, ECAM, IDN..., posséderont quelques années d'expérience acquise au bureau d'études et aux méthodes d'une société dont les productions font appel à des technologies multiples et de pointe.

Envoyer sous référence 646/M à :

**GRH conseils**  
3 avenue de Séur 75007 PARIS  
Discretions assurée.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS	OFFRES D'EMPLOIS	OFFRES D'EMPLOIS	OFFRES D'EMPLOIS
<p><b>Nielsen</b></p> <p><b>ANALYSER - CONSEILLER - DEVELOPPER</b> Filière d'un groupe international en forte croissance et axé sur la diversification, nous sommes le premier organisme français d'études de marché (700 personnes). Nous recherchons des :</p> <p><b>Conseils Marketing</b></p> <p>de formation Grande Ecole de Commerce, possédant si possible une première expérience marketing, commerciale ou distribution. Nous leur demanderons de posséder les qualités nécessaires pour, à partir des données des panels de distributeurs ou des études Ad-Hoc, analyser les résultats, présenter des recommandations à des interlocuteurs de haut niveau et définir des études spécifiques. Autonomes dans le suivi de leurs clients, ils devront négocier les budgets et participer activement à la croissance de l'entreprise. Des outils informatiques seront mis à leur disposition, et une importante formation sera apportée pour réussir dans la fonction : Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.</p> <p>Rene PILLOY examinera votre candidature accompagnée d'une photo, sous référence 797.</p> <p>A.C. Nielsen Company - Direction des Ressources Humaines 28, Boulevard de Grenelle, 75015 - PARIS.</p>	<p><b>THOMSON-CSF</b> LA DIVISION COMPOSANTS MICROONDE</p> <p><b>cherche</b></p> <p><b>CHEF du SERVICE CONCEPTION et RÉALISATION MÉCANIQUE</b></p> <p>chargé d'animer et de coordonner les actions d'un B.E. MÉCANIQUE, d'un ATELIER D'USINAGE. Il assistera techniquement le Service Approvisionnement auprès des sous-traitants.</p> <p>INGÉNIEUR MÉCANICIEN, il maîtrise les techniques d'usinage numérique, de brassage et de rectification. Une expérience industrielle de 10 ans dans une fonction similaire est indispensable.</p> <p>Lieu de travail : MONTREUIL (93).</p> <p>Envoyer C.V. + photo, en précisant le poste souhaité, au Service du Personnel - THOMSON-CSF, 33, avenue Faucheron, 93100 MONTREUIL.</p>	<p><b>RESPONSABLE DEVIS</b></p> <p>Intégré au Service Ordonnancement-Lancement, ce technicien de niveau V ou cadre sera pour mission l'analyse, le calcul et le suivi des coûts de production. Une expérience de quelques années dans un poste similaire est indispensable.</p> <p><b>INGÉNIEUR MESURES HYPERFRÉQUENCES</b></p> <p>2 ans d'expérience dans les techniques de mesures hyperfréquences doivent lui permettre d'assurer les logiciels de fabrication pour tous les problèmes d'automatisation des mesures et de suivi de la qualité.</p> <p>Lieu de travail : MONTREUIL (93).</p> <p>Envoyer C.V. + photo, en précisant le poste souhaité, au Service du Personnel - THOMSON-CSF, 33, avenue Faucheron, 93100 MONTREUIL.</p>	<p><b>emploi régional</b></p> <p><b>CNEH</b></p> <p>Organisme parapublic du secteur santé, nous recherchons pour notre Informatique de gestion.</p> <p><b>Analyste</b></p> <p>Nous souhaitons rencontrer un candidat titulaire du diplôme MIAGE ou équivalent, ayant une expérience minimum de 2 ans et si possible des connaissances HB 64, DPS7, PAC 700. Des déplacements de courte durée en province sont à envisager. Le poste est à pourvoir à Poitiers. Adresser CV et photo à CNEH Poitiers, 3, rue Georges Servant 86000 POITIERS.</p> <p><b>Importante Société d'Assurances Chartres recherche son chef de service contentieux</b></p> <p>Titulaire d'une maîtrise de droit. 35 ans minimum. Expérience indispensable. Prière d'adresser CV, photo et présentations s/réf. 47080 à PROJETS 12, r. des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.</p> <p><b>LE CENTRE DE RECHERCHE (NANCY) DE L'INRS.</b></p> <p><b>INGÉNIEUR (GRANDE ÉCOLE)</b> pour un poste de conseil et suivi. Le département comprend cinquante personnes (chercheurs, ingénieurs, techniciens, administrateurs) réparties en 3 unités : sécurité des machines, sécurité des systèmes et sécurité du travail. Ce poste s'adresse à des candidats ayant une formation à un niveau scientifique et technique et dans les domaines suivants : mécanique, électronique et micro-informatique. Des connaissances d'économie et une bonne connaissance des milieux industriels sont également nécessaires. Le poste peut être pourvu à VANDOEUVRE-LES-NANCY. Adresser C.V., photo à J.F. SAUGER, I.N.R.S., 30, rue Olivier-Noyer, 75688 PARIS Cedex 14.</p> <p><b>INFORMATIS-TELECOM</b></p> <p>PARTS-PROVENÇAL Pour d'importants projets de systèmes de réseaux de télécommunications, l'expérience des protocoles INGENIEURS-SYSTEMES</p> <p>Bonne expérience en logiciel et matériels de télécommunications. L'expérience des protocoles INGENIEURS-SYSTEMES</p> <p>PROCESSEURS INDUSTRIELS COMMUTATEURS POP-MICRO INGENIEURS-TELEPHONE</p> <p>AYANT BONNE EXPÉRIENCE EN TÉLÉPHONE TEMPORÉELLE</p> <p>Projets exceptionnels par leurs intérêts.</p> <p>28, r. Diderot-B., 927-99-22 -</p> <p><b>ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES</b></p> <p><b>296-15-01</b></p>

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE DE TRANSPORTS  
FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONALRecherche pour le :  
SERVICE COMPTABILITE GENERALE**1 COMPTABLE**

- Il devra :
- maintenir la fiscalité afin d'engager toute action permettant d'optimiser la gestion fiscale de la société.
- gérer les immobilisations.
- élaborer les procédures internes et externes de comptabilité générale et de fiscalité.
- participer à la mise en place de nouvelles méthodes comptables.
- concevoir et contrôler les systèmes informatiques.
- assurer le suivi et la correspondance avec l'Unité Comptable décentralisée.

- Profil :
- DEC5 2 à 3 ans d'expérience.
- Bonnes connaissances en fiscalité et informatique.

Réelles possibilités d'évolution.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et préventions sous réf. 70338 M à :  
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEXImportante entreprise d'installation électrique/instrumentation  
en industrie PETROLIÈRE : recherche**INGENIEUR DEBUTANT**

## DIPLOME OPTION ELECTROTECHNIQUE

- Après sa formation au I.E. d'exécution à NANTERRE puis sur chantier à l'étranger il deviendra CHARGE D'AFFAIRE c'est-à-dire responsable de la gestion et du développement technique d'une affaire, de l'estimation du devis à la mise en route sur site.
- De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au candidat qui présentera les caractéristiques suivantes :
  - solide esprit d'entreprise,
  - grande disponibilité géographique,
  - pratique de l'anglais courant.
- Adresser curriculum vitae + photo à Editions R.P. (tél. 52) 58, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 PARIS, qui transmettra.

LA BANQUE POPULAIRE  
DE LA RÉGION SUD DE PARIS  
75 AGENCE - 1600 PERSONNES

recherche

**ATTACHÉ A LA DIRECTION  
COMPTABLE (HF)**

Fonction : Assistance technique du responsable des services centraux comptables (comptabilité générale de la banque, déclarations fiscales, etc...).

Possibilité d'accéder à des fonctions d'encadrement.

Exigences du poste : DEC5 complet.

Statut : Position cadre selon expérience.

Lieu de travail : MORANGIS (91)

Adresser C.V., photo et préventions à :  
BICS Direction du Personnel  
55, Avenue Aristide Briand - 92120, MONTROUGE**Ingénieurs  
Qualiticiens**

Filiale du groupe SOCOTEC (2.400 personnes en France et dans le monde), SOCOTEC INDUSTRIE recrute aujourd'hui pour son Département Maîtrise de la Qualité (20 personnes) des Ingénieurs Qualiticiens.

Des Ingénieurs ayant une expérience des techniques de la fiabilité (analyse de défaillances, méthode AMDEC) ou ayant effectué un stage longue durée, avec une expérience significative dans ce domaine. Réf. 84.02.

Des Ingénieurs expérimentés en assurance de la qualité, si possible dans les secteurs de pointe : aéronautique, armement, électronique, etc. intéressés par la gestion de la qualité. Réf. 84.03.

Ils assurent des prestations de conseil et d'assistance auprès des industriels ou des donneurs d'ordres, dans le but de mieux maîtriser la qualité des produits élaborés.

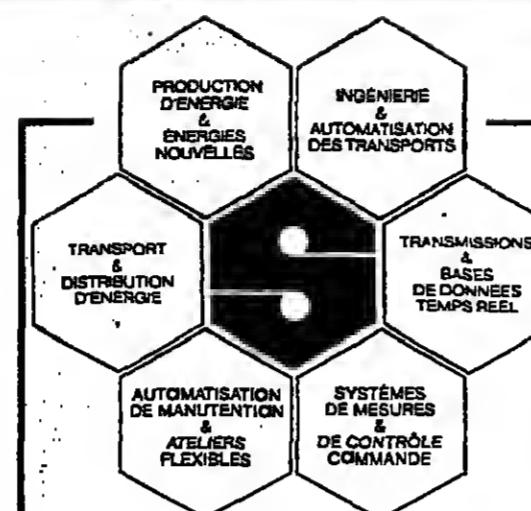
Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre candidature (C.V. et préventions) en précisant la référence du poste choisi à Monsieur J.C. BORDIER - SOCOTEC INDUSTRIE - 1, avenue du Parc - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX.

BANQUE de TOUT PREMIER PLAN  
RECHERCHE, pour RENFORCER UNE ÉQUIPE au SEIN  
de la DIRECTION des RELATIONS HUMAINES à PARIS**juriste  
droit social**

Il sera, au sein d'une équipe, chargé d'examiner des problèmes juridiques complexes et de proposer des solutions concrètes à sa hiérarchie.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (maîtrise en droit privé minimum) possédant une expérience professionnelle du droit syndical (quelques années).

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et préventions sous la réf. 321 J.S./67974 à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Qui transmettra

**L'Hexagone  
s'exporte bien...**

Un résultat qui se passe de commentaire : nous réalisons les 2/3 de notre chiffre d'affaires à l'étranger.

Nos 470 collaborateurs - plus de la moitié sont ingénieurs - conçoivent et mettent au point des systèmes informatiques complexes de haut niveau technique.

Réseaux de télécommunication publics et privés, systèmes transactionnels, transports, Ingénierie des courants faibles, ...

TÉLÉCOM  
CONTROLE-COMMANDE**INGÉNIEURS  
COMMERCIAUX**

Contribuer à notre développement en France et à l'Export, renforcer notre équipe commerciale en lui apportant leur expérience, c'est ce que nous proposons à deux ingénieurs confirmés dans les secteurs :

## - TELECOMMUNICATIONS ET SYSTÈMES TRANSACTIONNELS

## - SYSTÈMES DE CONTRÔLE-COMMANDE

La connaissance des Administrations, des Grands Groupes Français et Etrangers est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'Anglais courant. L'Espagnol sera apprécié.

RÉSEAUX  
RESPONSABLE  
D'AFFAIRES

Cet ingénieur (Grande Ecole, Télécom...) en tant que responsable d'affaires sera l'animateur technique et commercial de l'équipe intervenant dans le domaine d'activité Réseaux de Télécommunications. Ce poste implique des compétences techniques et commerciales conformes en

- réseaux publics (transpac, télétext,...).

- réseaux privés hétérogènes.

- et en messagerie.

L'Anglais est indispensable.

L'Espagnol sera apprécié.

PROCESS  
CHEFS  
DE PROJETS

Pour renforcer notre équipe, nous recrutons des Ingénieurs ayant une expérience confirmée de l'informatique industrielle, capables de prendre de réelles et importantes responsabilités conformes à leurs goûts et compétences.

Ils interviendront sur un très important projet de conduite de processus dans l'un des domaines logiciels suivants :

- coordination des activités logicielles du projet

- conception et réalisation de sous-ensembles : bases de données temps réel, communications intercalculateurs, interface, télétransmissions, dialogues, télécommunications, ...

HAYAS CONTACT

La dimension très internationale de nos activités nécessite suivant les postes une disponibilité pour de brefs séjours à l'étranger, et dans tous les cas une bonne connaissance de l'anglais.

## SODETEG T.A.I.

SODETEG-TAI - Direction du Personnel - 283, rue de la MINIÈRE - BP 11 - Z.I. NORD - 78530 BUC.

IMPORTANT SOCIETE D'INSTRUMENTATION,  
dans le cadre de son extension, recherchePour la Province et  
pour son agence de Paris  
**INGENIEURS  
TECHNICO-COMMERCIAUX  
H/F**

FORMATION : ingénieur électronicien ou niveau équivalent. La connaissance en micro-informatique sera un atout supplémentaire pour les candidats à ce poste.

Priorité sera donnée à personne tenace, active et ayant le sens de l'organisation.

MISSION : sera chargé du suivi d'une clientèle industrielle variée, et, pour Paris, de certains grands corps d'état.

Rémunération sur 13 mois + intérêt sur résultats. Véhicule fourni.

pour agence de PARIS  
**TECHNICO-COMMERCIAL H/F**

pour assurer la vente d'instruments de tableaux analogiques et numériques.

Ce poste devrait convenir à un technicien de niveau BTS désirant s'orienter vers une carrière commerciale.

pour région Rhône-Alpes  
**INGENIEUR D'ETUDES  
CONFIRME H/F**

pour développement d'oscilloscopes. Expérience souhaitée dans les domaines suivants : • applications des tubes cathodiques • électronique analogique • amplification larges bandes • conception d'instrumentation.

Adresser CV, photo et préventions sous réf. 84898 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONSTRUCTEUR DE MACHINES  
POUR CAOUTCHOUC  
ET MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

1) TECHNICO-COMMERCIAL  
POUR PROSPECTATION AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE

Les candidats devront avoir une formation de technicien, pouvoir justifier d'une expérience de la vente de machines et biens d'équipement et connaître l'industrie du caoutchouc et du plastique.

## 2) UN ACHETEUR

Ayant une expérience dans l'approvisionnement de composants de machines unitaires ou petites séries.

Adresser curriculum vitae et préventions sous réf. 7295 le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**AUDITEUR INTERNE  
D.E.C.S., E.S.C., Maîtrise Gestion...**

Nous sommes une chaîne de grands magasins, nous renforçons notre équipe de révision comptable et recherchons un candidat possédant une bonne formation comptable, informatique, droit et statistiques.

Il participera à des missions d'audit comptable et financier portant principalement sur les fonctions administratives des achats et de la vente, de la trésorerie, et du contrôle budgétaire tant au siège social qu'en magasins.

Le lieu de travail est à Paris mais ses fonctions l'amènent à avoir de nombreux déplacements et contacts avec les responsables de nos unités implantées sur tout le territoire français.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 792 à l'Agence CURRICULUM 26, Rue du 4 Septembre - 75002 PARIS

Qui garantit discrétion et réponse.

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS



## DÉPARTEMENT TRANSMISSION

## Division Sous-Marine

Avec plus de 2000 répéteurs fonctionnant actuellement au fond des mers, CIT ALCATEL a démontré son aptitude à satisfaire les objectifs de fiabilité et de durée de vie tout à fait exceptionnels imposés aux liaisons sous-marines.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN  
mise en service liaisons sous-marines

Débutant ou jeune expérimenté, votre formation supérieure en électronique, confortée d'une spécialité informatique, votre tempérament et votre disponibilité trouveront leur naturel débouché dans un poste d'ingénieur pose et mise en service. Il vous sera demandé de veiller à la pose et à la mise en service des liaisons téléphoniques sous-marines. Vous serez appelé à effectuer des déplacements de l'ordre d'une centaine de jours par an, sur un navire câblier et à l'étranger. Connaissances requises en électronique générale, en logique et en informatique.

Lieu de travail : région d'Orsay (91)

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et préventions) sous référence RAF/GM à l'attention de :  
CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis-Lormand  
78320 LE MESNIL-SAINT-GENIS - Tél. : 062.41.28

ingénieur,  
mais aussi  
commercial

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité (contrôle technique de constructions, économies d'énergie, réception des installations...) dont l'activité s'étend sur les régions Parisienne, Champagne-Ardenne et Centre. L'ingénierie que nous recherchons joue un important rôle de négociation et de conseil. Il prospectera et gérera - principalement sur la région parisienne - les grands documents d'ordres PROJETS DE CONSTRUCTION D'AMÉNAGEMENTS nous intéressant.

Sa formation technique et son expérience de 5 ans environ lui permettront de faire évidemment la synthèse des divers problèmes T.C.E.

Il est certain que son champ d'action implique une présence dans les contacts acquis au sein d'administration et de grandes entreprises industrielles au plus haut niveau.

Résidence souhaitée : banlieue Sud-Est Paris.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prévention  
sous réf. 84-01 à APPAVE - Service Recrutement  
17, rue Salomon - 75854 Paris cedex 17.



## Sitintel

(Groupe STERIA)  
spécialisée dans les conversions de protocoles par micro entre réseaux numériques et terminaux d'informatique ou de Télématique, recherche

CHEF DE PROJET  
LOGICIEL RESEAUX

Ce poste conviendrait à un Ingénieur confirmé ayant 5 à 8 ans d'expérience dans les logiciels temps réels.  
Connaissance du 68 000 et des procédures de Télétransmissions sera une plus-value. Formation complémentaire assurée.

Poste d'avenir pour candidat(e) dynamique, motivé(e) par esprit d'équipe dans une PMI de 95 personnes en expansion de 40 % par an.

Adresser C.V. et préventions à Brigitte GIBEAUX  
SITINTEL  
9, rue d'Arcueil - 94257 GENTILLY Cedex.

## Ingénieurs grande école ou universitaires DEA informatique expérimentés en :

- gestion industrielle sur gros systèmes IBM (CICS - DL1 - PL1). Réf. A
- gestion d'atelier sur mini VAX et/ou PDP. Réf. B
- support système IBM (MVS - CICS - DL1) et/ou VAX PDP. Réf. C

## Jeune ingénieur grande école (ECP - ECL - PONTS - MINES) débutant

A qui nous confierons le poste d'ingénieur en génie industriel (organisation - coordination - Automatisation) Réf. D

Quand l'informatique bouge  
en Bourgogne

et lorsque c'est une importante société internationale qui en est le moteur, il y a fort à parier sur des carrières évolutives dans différents secteurs de l'entreprise.

Aujourd'hui la décentralisation de notre informatique implique le développement de gros projets industriels et nécessite donc différents talents : Applications système, organisation.

Dans un milieu international, il va de soi que l'anglais est impératif.

Adresser sans plus tarder votre candidature (lettre et CV) sous référence 3486 M (en précisant la référence du poste choisi) à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

  
Le succès nous stimule

ESSELTE METO, filiale française spécialisée dans le marché de l'ETIQUETAGE ET DE LA BALANCE ELECTRONIQUE DE COMPTOIR, nous recherchons pour la Division Marquage un

## CHEF DE PRODUIT

De formation ESC, vous possédez nécessairement une première expérience et, si possible, une bonne connaissance de la grande distribution.  
Vous aurez pour missions principales :

- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle du résultat
- études de marché et de la concurrence
- lancement des nouveaux produits
- actions spécifiques dans des domaines divers : publicité, formation des vendeurs, relation avec la fabrication.

Anglais courant indispensable. Allemand appréciable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 790 à Mademoiselle Weber  
ESSELTE METO - 112 Avenue du Général Leclerc - 78220 Viroflay

Société de services Paris (350 personnes), correspondante d'une firme internationale, crée le poste d'

## ASSISTANT MARKETING

chargé du suivi de la politique commerciale de la société, il participera à son élaboration et mettra en place les outils commerciaux (fichiers etc...) dont il assurera la gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et préventions à Madame DEPAUL, BP.223 - 92201 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

## Prendre en charge l'opérationnel d'une direction internationale

BANQUE Paris 8ème, recherche CADRE SUPERIEUR H/F pour prendre en charge l'opérationnel de sa direction internationale. Il aura une expérience bancaire d'au moins 10 ans en crédit documentaire, transferts et encadrement.

Il sera rompu aux techniques informatiques et capable d'innovations dans ce domaine. Il aura le sens des relations humaines (secteur de 60 personnes). Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et préventions sous référence 47082 à PROJETS, 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui sera suivie en toute discréetion.

## PROMOUVOIR UNE NOUVELLE GENERATION PARIS DE COMPOSANTS INDUSTRIALISES POUR LE BATIMENT

Filiale d'un très important groupe français, nous sommes un des leaders européens dans notre activité et l'un de nos produits a été récemment primé à BATIMAT.

Nous recherchons un ingénieur spécialiste du bâtiment, très expérimenté sur le plan technique et commercial. Rattaché au Directeur Commercial, il aura pour mission de promouvoir par lui-même et par l'intermédiaire d'agences régionales une nouvelle gamme de produits et composants qui sont d'usage universel car utilisables aussi bien en construction à usage industriel qu'à usage d'habitation.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chargé d'affaires de 35 ans minimum, exercé au dialogue avec les bureaux d'études et très introduit auprès des grands investisseurs et des entrepreneurs nationaux.

La réussite dans ces fonctions peut permettre un élargissement rapide des responsabilités.

Meryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en indiquant votre rémunération actuelle s/ réf. 2975 M à CORT - 65, av. Kléber 75116 Paris.

Membre de SYNTEC

Bureau d'Etudes  
parisien

recherche

INFORMATICIEN  
ANALYSTE

Pour missions 2 ans au Maroc ou avec création d'un centre d'études de planification touristique nationale, œuvre d'une administration publique marocaine. Diplôme en Informatique et statistiques.

Expérience de 2 ans dans un domaine d'informaticien, enquêtes, statistiques et banque de données.

Envoyer C.V. + préventions sous réf. T 43.759 M à REGIE-PRESSE, 66, rue de Rémusat, Paris 12e.

SOCIÉTÉ DANS SECTEUR  
DE POINTE  
VIDÉOCOMMUNICATION  
recherche

ADJOINT  
AU RESPONSABLE  
COMMERCIAL

Age minimum 25 ans. Expérience minimum dans la gestion d'entreprises et contacts au télécom. Formation supérieure.

Envoyer C.V. et préventions à M. SOUPHRAZ, 85, Valbonne, 10, 7e, Perpignan, 75116 Paris.

Diriger les Études Informatiques  
d'un Grand Groupe d'Ingénierie.

Le développement important de notre groupe (3000 personnes) et de son informatisation dans différents domaines (gestion générale et de Projets, Production des Bureaux d'Etudes, Banques de données, Bureau unique), a nécessité la mise en place de systèmes informatiques évolués (CII-HB, IBM, DEC, BP...).

Nous recherchons aujourd'hui, pour diriger les activités du Service ÉTUDES (Réalisations et Méthodes) un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE  
X, Mines, Centrale, Sup'Elec.

qui, placé sous l'autorité du Directeur de département Informatique, sera chargé de faire évaluer le plan d'informatisation de nos activités, d'établir les avant-projets d'application et de définir les actions d'organisation à entreprendre. Dans cette mission, il travaillera en étroite collaboration avec les différentes directions concernées.

Le poste de fort calibre requiert l'expérience d'un informaticien rompu "au terrain" et possédant une expérience accompagnée des problèmes posés par l'introduction de l'informatisation chez les utilisateurs. Ce back-ground aura été acquis pendant plusieurs années dans un domaine similaire, par préférence, tel qu'Ingénierie, Bureau d'Etude ou société de services.

Le niveau du poste et les perspectives d'évolution dans le Groupe nécessitent, par ailleurs, une pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : au siège, proche banlieue Sud PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et préventions) sous réf. 80610/M à HAVAS CONTACT - I, Place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

DAVIN

ANAL

JEUNE  
FONCTION

HAVAS CONTACT

JEDY

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ QUARTIER ST LAZARE**  
cherche  
pour sa Division Armement

## une TECHNICIENNE en INFORMATIQUE

pour utilisation et exploitation de programmes sur mini-ordinateur.  
-DUT informatique exigé.  
-Connaissance et expérience BASIC ALCYBAZ (pour équipements MBC/MATRA) très appréciées.

Envoyer C.V., photo et préférences à N. 3579  
PUBLICITES RÉUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui tr.

## Importante société de gestion immobilière

### — Paris Ouest —

Nous développons notre activité dans différents domaines, de la construction à la gestion d'immeubles. De nombreux organismes nous honorent de leur confiance et nous mettons notre professionnalisme à leur service. Nous souhaitons nous doter d'une informatique performante et pour cela, créons le poste de

## Responsable organisation Informatique

Avec la Direction Générale, vous définirez la politique informatique à mettre en œuvre et aurez en charge sa réalisation optimale dans nos différents secteurs d'intervention. Vous êtes ingénieur informaticien depuis 5 à 10 ans et avez réalisé des applications en matière de comptabilité. Vous avez le goût, sinon l'expérience, de l'organisation et possédez une connaissance pratique de l'informatique au service de l'ensemble des fonctions d'une entreprise. Vous souhaitez développer vos compétences au sein de l'équipe de Direction d'une société à l'échelle humaine.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHE (lettre manuscrite, C.V. et présentation), qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, sous réf. 22087M, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX

**sélé CEGOS  
INFORMATIQUE**



1<sup>er</sup> Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics  
cherche

## Responsable du Service Statistiques

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ENSAE, ISUP, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine et l'habileté de l'animation d'une équipe. Il devra, avec l'aide d'un groupe de 5 personnes et l'appui d'outils informatiques adaptés (APD), mettre au point, produire, analyser les tableaux de bord de tous les risques, et participer à la conception du système d'information de la société.

Envoyer en précisant votre expérience et vos préférences sous référence 628 à :

Intercarrières  
5, rue du Helder 75009 Paris

groupe chimique  
dimension mondiale

## Jeune cadre technico-commercial

Groupe chimique de dimension mondiale, nous recherchons pour notre filiale commerciale en France, C.A. : 1,7 milliard de francs, un jeune cadre technico-commercial. Basé à Clamart (92), cet homme de contacts aura la responsabilité d'une importante ligne de produits auprès de la clientèle française existante et potentielle. Il devra faire preuve de talents de négociateur et montrer ses capacités de persuasion, tant avec les clients qu'avec les divisions britanniques.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Grande Ecole de Chimie, il aura impérativement une excellente connaissance de la langue et de la culture anglaises.

Le poste débouchera, pour un candidat de valeur, vers une carrière internationale.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et préférences sous la référence 314 à ICI FRANCE - Service du Personnel - B, avenue Réaumur - 92140 CLAMART.

## “PROFIL” CHEF DE PRODUIT JUNIOR

PARIS  
Spiritueux

Une des premières sociétés française de spiritueux, de réputation mondiale (85% de son CA à l'exportation) recherche UN CHEF DE PRODUIT JUNIOR. Sous l'autorité du Directeur du Marketing, il sera chargé, dans un premier temps, de coordonner les actions des différents services (laboratoire, usine, commercial,...) intervenant dans le processus de développement de nouveaux produits. Il aura à analyser divers panels de distribution et études de marché qui lui permettront de préparer des prévisions de vente pour les différentes lignes de produits de la société, produits maison ou produits de négoce. Il s'orientera après quelques mois vers une fonction comptable de Chef de Produit Junior participant pleinement à la définition marketing (budgets, arguments, PLV, plan média,...) de celle ou telle ligne de produits. Le candidat retenu, H ou F, de formation supérieure type ESC possédera une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) acquise dans un service marketing d'une société diffusant des produits de consommation courante (alimentaire si possible). Il possédera surtout un profil psychologique impliquant souplesse d'adaptation et volonté de réussir.

Ecrire sous référence 631/M à :

**GRH conseils**  
3 avenue de Séur 75007 PARIS.  
Discretion assurée.

ETS FINANCIER  
spécialisé investissement éco-  
nomie d'énergie et profession-  
nel entrep. recherche pour

### ANALYSTE FINANCIER

pour études dossier, finan-  
nement entreprises tous secteurs  
et secteur public, droit, bail  
et location. Formation Ecole de  
Commerce option finances,  
comptabilité, contrôle de  
stock, gestion...  
Démarrage accepté, éventuelle-  
ment stagiaire. Position cadre.  
Adresser CV et préférences  
à : ATTELARANDA, Env.  
n° 11-281 à P. LICHAU SA  
B.P. 220, 75063 Paris  
Cedex 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ PHONOGRAPHIQUE  
international recherche pour  
son CONTRÔLE DE GESTION

### HOMME OU FEMME

Formation comptable ou école  
de commerce.  
Anglais souhaité.  
Lieu de travail : BOULOGNE,  
M° Pont de Sèvres.

Env. C.V., photo et préférences  
à : ATTELARANDA, Env.  
service centre du personnel,  
2, r. Emile-Patach, 75016 Paris.

## ANALYSTE

MIAGE + 3 à 5 ans d'expérience.

Nous sommes une SSCI chargée par notre client (groupe multinational) de vous intégrer au sein de son équipe informatique. Vous aurez la responsabilité de définir, concevoir, mettre en place et gérer un système de bases de données sur plusieurs sites. La connaissance du système d'exploitation du VAX sera un atout. Ce poste à pourvoir en région parisienne implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adresser-nous votre candidature :

Antoine PENARANDA  
NEXOS  
24, rue Henri Barbusse  
92110 CLICHY

## GILSON

MEDICAL ELECTRONICS

**NOUS** concavons et construisons des instruments de laboratoire que nous expédions à travers le monde.

**VOUS** êtes jeune ingénieur électromécanicien ?

- Vous êtes intéressé par les techniques nouvelles ?
- Par les négociations commerciales ?
- Velez-vous rejoindre notre équipe de production pour les

## ACHATS TECHNIQUES ?

Envoyer votre C.V. et préférences à :  
Vincent OBERTHUR  
GILSON MEDICAL ELECTRONICS

72, rue Gambetta  
95400 Villiers-le-Bel

## INGÉNIEUR SYSTEME

(5 ans d'expérience).

Vous connaissez le système d'exploitation du VAX. Vous aimez les challenges techniques, vous avez le goût du conseil et de l'assistance technique.

### NOUS SOMMES

Une SSCI chargée de mettre en place dans un groupe multinational un réseau de 6 VAX (télécom, bases de données) pour un projet très ambitieux.

Venez nous rejoindre pour ce premier challenge technique et humain. Votre profit matériel sera à la hauteur de votre profit intellectuel.

Ce poste à pourvoir dans la région parisienne implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adresser-nous votre candidature :  
Antoine PENARANDA  
NEXOS  
24, rue Henri Barbusse  
92110 CLICHY

Etablissement industriel (1400 personnes) faisant partie d'un groupe français de renom mondial, situé en proche banlieue parisienne, souhaite intégrer

## JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

Sous l'autorité du responsable du personnel, vous participerez à la politique des relations humaines et sociales de l'établissement. Vous coordonerez la gestion prévisionnelle des ressources humaines et le développement de la gestion informatisée. Vous réaliserez des études ponctuelles et diverses (statistiques, tableaux de bord,...).

De formation supérieure, vous vous êtes spécialisé dans la fonction personnel. Vous avez acquis au cours d'une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) une bonne maîtrise des problèmes juridiques liés aux relations sociales.

Merci d'adresser CV, photo et préférences sous réf. 86336 à :

CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## Société Métallurgique

CA : 1,4 milliard dont 50 % à l'export

recherche

## CADRE COMMERCIAL VENTE EXPORT

Diplômé Ecole de Commerce

Poste basé à Paris  
Anglais parlé et écrit indispensable  
Expérience dans poste similaire de quelques années

Adresser lettre manuscrite avec CV et préférences en anglais, + photo à : N° 85420 à  
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra -  
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Importante société privée française (siège : PARIS), recherche pour développer son activité de CONSEIL et de SERVICE des CONSULTANTS EN GESTION D'INGÉNIERIE, sonnel possédant une formation école d'ingénierie, une grande école commerciale ou universitaire, une compétence affirmée d'organisateur, de solides connaissances en gestion des ressources humaines et en informatique et une expérience professionnelle de 5 années au moins, acquise en cabinet de conseil ou en entreprise.

Rémunération : 220 000 F/an ou + selon personnalité et références.

Adresser candidature manuscrite avec CV détaillé et photo à : Mme BAUDOUIN - 3, rue Portois - 75008 PARIS.

**Consultants  
en gestion du personnel**

Dessin

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**CGEE ALSTHOM**

ÉQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

## DE LA CONCEPTION À LA PRODUCTION

## D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES

Département recrutement, la Division RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT de ce puissant groupe industriel français, a pour mission de concevoir et développer des équipements électroniques de contrôle industriel. Elle recherche un Ingénieur Confirmé (SUELEEC, A.M., ECL...) pour assurer la conception industrielle.

Au-delà d'une fonction de conception et d'innovation technologiques, le collaborateur recherché devra mettre en œuvre auprès des services d'études et de développement concernés des méthodes et des règles d'industrialisation (analyse de la valeur, standards...), en liaison étroite avec le service des Méthodes de Production.

Ce poste nécessite une expérience minimum de cinq ans dans un contexte de production de matériel électronique professionnel en moyenne série ou dans une activité proche.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et préférences sous référence 1221 M.

**Jean-Claude Maurice S.A.**

397 rue, nos de Voisins - 75015 PARIS

**jeunes ingénieurs commerciaux**

HAVENT CONTACT

Paris Bordeaux Aix  
Lyon Toulouse Rennes

190.000 +

La division "Mesure et Systèmes" de Hewlett Packard France a une croissance soutenue et régulière liée à son excellente notoriété et à l'avancée technologique de ses produits. Elle souhaite recruter des ingénieurs électroniciens pour renforcer ses équipes commerciales de Paris et de province.

Dépendant du Chef de Région, l'ingénieur commercial est responsable de la vente des produits pour un secteur. Ces produits couvrent les domaines de l'instrumentation de mesure, de l'électronique numérique, des mesures hyperfréquences, des télécommunications et de l'électronique industrielle. Outre la prospection et la présentation des produits, l'ingénieur commercial est un ingénieur d'affaires ; il doit s'attacher à identifier et à résoudre le problème du client et à lui fourrir tout conseil utile. Ses interlocuteurs seront des ingénieurs des milieux industriels et scientifiques.

Les candidats, âgés d'une trentaine d'années, sont ingénieurs électroniciens diplômés d'une école scientifique et ont deux à trois ans d'expérience de vente de produits de haute technologie. Les postes requièrent des qualités de communication et de conviction. Une connaissance indispensable des techniques de mesure sera complétée par une formation spécifique aux produits. Une bonne pratique de l'anglais facilitera une évolution de carrière intéressante au sein de Hewlett Packard. Voiture de fonction et intérêssante aux bénéfices.

**Ecrire avec C.V. et préférences sous réf. 11104/M à H. Bouet, Service Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE, en indiquant le lieu de travail souhaité. Les entretiens auront lieu dans les différentes villes citées.**

**hp HEWLETT  
PACKARD****senna selection**Paris Lille Lyon  
Marseille Toulouse**Participez au Développement de notre Informatisation.**

Très importante société d'INGÉIERIE GÉNÉRALE (3000 personnes), nous développons activement l'informatisation dans de nombreux domaines (gestion générale et de projets, Production des Bureaux d'Etudes, Banques de données, Bureaux...), en disposant de systèmes avancés (CI-HB, IBM, DEC, HP...).

Nous renforçons les structures de notre Division INFORMATIQUE et recherchons pour compléter nos équipes :

**CHEF DE PROJET GESTION**

De formation supérieure doublée d'un IAE Gestion, si possible, il dispose d'une expérience de 3 ans environ en tant qu'INGÉNIER ANALYSTE de Gestion. Il participera étroitement au développement d'applications dans le domaine de la Gestion Générale, Gestion des Projets et Banques de données spécifiques.

La pratique d'un système de bases de données serait appréciée.

Ce poste très évolutif, est à pourvoir à notre siège social (proche banlieue Sud PARIS).

Les dossiers de candidature sous référence 80611/M sont à adresser à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

**Cabinet organisation recherche pour secteur bancaire  
PARIS****ORGANISATEURS**

- Formation supérieure,
- 8 ans minimum d'expériences,
- Ondénié contact et animation,
- Sérieuses références obligatoires.

C.V., photo et préférence n° 3.025 à :  
112 boulevard Voltaire,  
75011 PARIS.

**ASSISTANTE  
INGÉNIEUR**

TECHNIQUE-COMMERCIAL pour accompagner et assurer la relation avec les clients techniques, bilan d'équipement, niveau D.E.U.G. ou équivalent.

Poste à pourvoir immédiatement.

DECIVIS indépendante.

Sur PRAT, 17, rue Léonard,

75015 PARIS.

VILLE DU BOIS

**UN JEUNE REDACTEUR****TITULAIRE  
DU BACCALAUREAT**

Pour permanence d'accueil des jeunes de 16 à 20 ans, avec expérience dans ce domaine appropriée. Recrutement sous contrat. Salaire 4.685,25 F

Entrez sous le n° 7.213

RÉGION-PREMIÈRE

85 bis, r. Rémy, 75002 Paris.

France Expertise Comptable

30, rue Le Peletier, Paris (9<sup>e</sup>)

recherche

**Collaborateur (trice)**

Liée très rapidement. Niveau

B.T.S. ou DEC Min. 2 ans

experiance dans un secteur d'activité

TL 523-52-20.

**ORGANISME  
PROFESSIONNEL  
NATIONAL****QUARTIER STADE**

recherche pour son

SERVICE FORMATION

PROFESSIONNEL

**JURISTE**

Maitrise ou C.E.S.S. Ortho

Scout ou Projet du Travail,

8 années expérimentation

Pour traiter des questions juridiques diverses, faire fonctionner et recouvrir le chef de service dans sa participation à réunions, rédaction de circulaires d'information.

Entrez avec C.V., photo et préférence sous réf. 70530 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel,

94307 VINCENNES Cedex.

TL 33-73-73-73

ou transmettre.

**LABORATOIRE MUSEUM****PHOTOGRAPHIE****ASSOCIÉ****PARIS (9<sup>e</sup>)**

recherche

**INGÉNIER  
ANALYSTE**

Pour modification numérique

de dynamique planétaire (Polaris)

Poste 2 A.C.N.R.S.

Thèse de 3<sup>e</sup> cycle ou ingénieur

Grande Ecole.

Adresser C.V. et préférence au

MUSEUM PHOTOGRAPIQUE

43-45 rue Curie, 75009 Paris.

HAVAS CONTACT

**UNILOG**

Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique de Gestion

**8 Sociétés - 420 Ingénieurs**

s'est doté d'une organisation décentralisée privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

Les deux sociétés du Groupe MINISYSTEMES et BIUREAUSYSTEMES, spécialisées en systèmes de gestion informatisée sur mini-ordinateurs et en logiciels bureautiques

recruent pour le 20 Février 1984 des

**ingénieurs débutants**

Ecoles d'Ingénieurs ou 3<sup>e</sup> cycle d'études supérieures scientifiques.

Ils suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les clients du Groupe (industries, banques, PME, PMI, professions libérales...) où ils seront amenés à assurer la conception,

la réalisation et la mise en place de systèmes de gestion et d'automatisation des postes de travail. Leur évolution ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'évoluer vers les postes de projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et une photo sous réf. 80608 à

UNILOG & rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS -

Membre de Syntec Informatique.

Société d'ingénierie de tout premier plan recherche

**Assistant  
contrôle budgétaire**

DUT Gestion - Option Finances Comptabilité

**R**attaché(e) au service

Contrôle de Gestion et en liaison

étroite avec les services comptables et informatiques, il/elle assurera la liaison avec les unités opérationnelles dans les domaines de la gestion, de la préparation et du suivi des budgets.

Une première expérience est

souhaitée, mais les qualités relationnelles et la capacité à assumer de manière autonome les responsabilités proposées seront déterminantes.

Le poste est à pourvoir en pratique banque Sud.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV et photo), sous réf. 3375 (mentionnée sur l'enveloppe), à

Médio-System, 104 rue Récamier

75002 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

# économie

SUR ANTENNE 2

## La mutation industrielle demande beaucoup de courage et d'imagination déclare M. Laurent Fabius

*« Le général de Gaulle a fait la mutation et la modernisation institutionnelle. Notre tâche à nous est de faire la mutation économique et sociale (...), de mener à bien la mutation industrielle, en tenant compte au maximum de l'aspect humain, et en faisant accepter les conséquences parfois difficiles sans cacher la vérité. » Invité le 2 janvier de l'émission « l'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a expliqué que la plupart des pays occidentaux avaient commençé cette mutation industrielle entre 1975 et 1980. La France elle, a pris du retard et il « faut donc que nous, la fassions [cette mutation] entre 1980 et 1986. C'est la gauche qui doit la faire. (...) Il y a deux méthodes », a poursuivi M. Fabius : « La mutation sauvage. C'est ce qui a été fait dans d'autres pays qui vont nous donner un exemple. On dit, pour que ça marche, pour qu'on soit compétitif, il faut aussi un grand programme pour les technologies et un programme pour les chercheurs européens. Je pense que l'Europe est la clé de demain. »*

*Enfin, le ministre a évoqué les problèmes européens et les actions qu'il allait tenir d'engager, au cours des six prochains mois. L'Europe est devenue aujourd'hui l'Europe des problèmes. Je voudrais qu'elle puisse devenir l'Europe des espoirs. Dans les six mois qui viennent, nous avons en projet un grand programme pour l'Europe en matière d'électronique et d'informatique (...). Je souhaite que l'on arrive à battre aussi un grand programme pour les technologies et un programme pour les chercheurs européens. Je pense que l'Europe est la clé de demain. »*

Interrogé sur l'utilité des nationalisations, M. Fabius a estimé que, faute d'être nationalisé, la plupart

des entreprises concernées auraient fermé leurs portes ou se seraient vendues avec difficulté (...). L'extension du secteur public a permis de consolider des secteurs qui n'allait pas, et je vous dis qu'en 1985 le secteur public gagne de l'argent (...). Il n'y a aucune raison que le secteur public soit moins bien géré que le secteur privé. »

Enfin, le ministre a évoqué les problèmes européens et les actions qu'il allait tenir d'engager, au cours des six prochains mois. L'Europe est devenue aujourd'hui l'Europe des problèmes. Je voudrais qu'elle puisse devenir l'Europe des espoirs. Dans les six mois qui viennent, nous avons en projet un grand programme pour l'Europe en matière d'électronique et d'informatique (...). Je souhaite que l'on arrive à battre aussi un grand programme pour les technologies et un programme pour les chercheurs européens. Je pense que l'Europe est la clé de demain. »

## Le chemin de croix de la gauche

La France s'est engagée avec retard par rapport aux autres pays occidentaux dans la vaste mutation industrielle engendrée et imposée par les progrès technologiques, l'importation de l'électronique, l'automatisation. Il faut donc aujourd'hui mettre les bouchées doubles pour rattraper le retard ! Ce constat, ce « credo industriel » a guidé le gouvernement socialiste, n'est pas nouveau. Voilà deux ans maintenant que l'« impératif industriel » figure en tête des préoccupations gouvernementales. Voilà neuf mois que M. Fabius, représentant les propres de ses prédécesseurs Rue de Grenelle, insiste sur la nécessité d'« investissements » dans les industries de transformation qui est pénalisé.

Jusqu'à ces dernières semaines, le discours restait cependant au stade des intentions. Comme si le jeune ministre préparait s'en tenir aux concepts et avait quelques réticences à les traduire sur le terrain. « Habilis politica, premier ministre, Laurent Fabius n'est que de passage rue de Grenelle », murmurait-on alors dans la classe politique. « Il ne va donc pas faire de vaques, et ne se risquera pas à trancher dans le vif. » Cette analyse était sans doute valable il y a encore quelques semaines. Lorsqu'on envisageait un

remaniement gouvernemental qui aurait pu propulser M. Fabius à de plus hautes responsabilités. Or il semble acquis désormais que les échéances sont repoussées d'au moins six mois. Dès lors, la prudence technique n'était plus de mise pour le ministre de l'Industrie et de la recherche.

La nouveauté, aujourd'hui, c'est que les propos du gouvernement, du ministre de l'Industrie, commencent à être traduits dans les faits. Pour les Charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, les révisions déchristianisées sont en cours. A travers Talbot, c'est tout le problème des « surinvestissements » dans les industries de transformation qui est pénalisé.

Quel que soit l'habillement, cette transformation de notre appareil de production causera d'autant plus de dégâts que l'on a trop tardé. D'où le débat actuel au sein de la majorité entre ceux qui estiment que la gauche devrait faire la croix de crois jusqu'au bout...

## SOCIAL

SELON UNE ÉTUDE DE L'O.C.D.E.

### L'«Etat-providence» n'est pas condamné

Les dépenses sociales dans les pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), qui ont augmenté presque deux fois plus vite que le produit national brut dans ces pays entre 1960 et 1980, vont se stabiliser, mais la protection sociale ne sera pas remise en cause : telles sont les conclusions d'une étude réalisée actuellement par cette organisation et dont les premiers éléments vont être publiés dans le numéro de l'*Observateur de l'O.C.D.E.* de janvier.

A condition que les gouvernements sachent résister aux pressions qui vont sans doute continuer à exercer sur eux, l'habitude aidant, notamment de la part des personnes âgées, dont l'accroissement se répercute non seulement sur le volume des retraites, mais aussi sur les dépenses de santé et de logement. Les pouvoirs publics devront avoir le courage de calquer la croissance des dépenses sociales sur celle du P.N.B. ou de procéder à un « redéploiement ».

Une maison pour personnes âgées en Guyane — M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, a annoncé la semaine dernière, lors de son passage à Cayenne, la construction en 1985 d'une maison d'accueil pour personnes âgées de quatre-vingts lits, ainsi que la création d'un service d'aide à domicile rattaché directement à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et d'un poste de délégué départemental aux personnes âgées.

Une évolution oïd continue tout au long des vingt années. De 1960 à 1975, les dépenses sociales ont progressé au rythme réel (en volume) de 8 % l'an, si l'on défaible les effets de l'inflation. Cette progression est due pour la plus grande part (5 % l'an) à des initiatives des pouvoirs publics pour améliorer les programmes sociaux et étendre le nombre de leurs bénéficiaires — plus qu'aux répercussions de l'évolution démographique. Elle a joué surtout sur les dépenses de santé, qui ont connu au cours de cette période une véritable « explosion ». A partir de 1975, avec le ralentissement de la croissance économique, l'accroissement des programmes sociaux n'a plus été que de 4 % l'an en volume réel (contre 3 % pour le P.N.B.) ; il a profité autant aux retraites qu'aux allocations de chômage, tandis que se réduisait la part des dépenses de santé et surtout d'éducation.

M. Maire : « la politique industrielle est pour l'action syndicale le problème le plus urgent et le plus difficile. » Dans un entretien publié par la revue *Projet* de janvier, le secrétaire général de la C.F.D.T. affirme que « pour l'action syndicale, la politique industrielle est le problème le plus urgent mais aussi le plus difficile ». Pour M. Maire tant qu'il n'y a pas de propositions d'avenir ou de reconversion, notamment dans des secteurs comme la sidérurgie et le charbon, les syndicats jouent leur rôle qui est de « garder le maximum de salariés au travail ».

Pour les sondés à venir, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la protection sociale peut être main-

tenue à son niveau actuel et « l'Etat-providence n'est pas condamné » si l'augmentation des coûts en matière de santé et d'éducation n'excède pas de plus de 1 % celle du P.N.B., si l'on ne cherche pas à créer de nouveaux programmes — ce qui n'est pas invraisemblable à leurs yeux.

A condition que les gouvernements sachent résister aux pressions qui vont sans doute continuer à exercer sur eux, l'habitude aidant, notamment de la part des personnes âgées, dont l'accroissement se répercute non seulement sur le volume des retraites, mais aussi sur les dépenses de santé et de logement. Les pouvoirs publics devront avoir le courage de calquer la croissance des dépenses sociales sur celle du P.N.B. ou de procéder à un « redéploiement ».

Une maison pour personnes âgées en Guyane — M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, a annoncé la semaine dernière, lors de son passage à Cayenne, la construction en 1985 d'une maison d'accueil pour personnes âgées de quatre-vingts lits, ainsi que la création d'un service d'aide à domicile rattaché directement à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et d'un poste de délégué départemental aux personnes âgées.

Une évolution oïd continue tout au long des vingt années. De 1960 à 1975, les dépenses sociales ont progressé au rythme réel (en volume) de 8 % l'an, si l'on défaible les effets de l'inflation. Cette progression est due pour la plus grande part (5 % l'an) à des initiatives des pouvoirs publics pour améliorer les programmes sociaux et étendre le nombre de leurs bénéficiaires — plus qu'aux répercussions de l'évolution démographique. Elle a joué surtout sur les dépenses de santé, qui ont connu au cours de cette période une véritable « explosion ». A partir de 1975, avec le ralentissement de la croissance économique, l'accroissement des programmes sociaux n'a plus été que de 4 % l'an en volume réel (contre 3 % pour le P.N.B.) ; il a profité autant aux retraites qu'aux allocations de chômage, tandis que se réduisait la part des dépenses de santé et surtout d'éducation.

Pour les sondés à venir, les experts de l'O.C.D.E. estiment que la protection sociale peut être main-

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ huit + huit	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-U. .... 8.3995	+ 120	+ 170	+ 260
IM. .... 6.7438	+ 120	+ 180	+ 250
Yen (100) ... 3.6230	+ 160	+ 180	+ 315
D.M. .... 3.0093	+ 150	+ 170	+ 260
F.R. .... 14.5804	+ 120	+ 180	+ 265
E.U. .... 5.3187	+ 255	+ 280	+ 355
L.S. .... 5.4226	+ 200	+ 240	+ 320
E.G. .... 12.8565	+ 268	+ 300	+ 420

## TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-U.	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16
IM. ....	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15	5/15
Fr. ....	5/3	5/7	5/9	5/16	5/16	5/3	6/16	6/16	6/16	6/16	6/16
£. ....	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
FR. (100) ...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
E.U. ....	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L. ....	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2	15/2
E.G. ....	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7	8/7
E.S. ....	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5	12/5

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## DOLLAR PLUS FERME

8,40 F

Sur des marchés des changes assez calmes, le dollar s'est raffermi en début d'année. Mardi 3 janvier à Paris, il valait 8,40 F contre 8,33 F à la veille du week-end, et à Francfort, il est passé de 7,2230 DM à 7,2450 DM.

Le mark à Paris a valu 3,06 F contre 3,0550 F.

## OFFRES D'EMPLOIS

### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS (13e) recherche

### UN CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

pour établissement des projets de pose de canalisations et suivie de petites études mécaniques

### LE POSTE COMPOSE :

— L'animation d'une équipe de six personnes ;  
— La gestion des projets ;  
— La suivi des données statistiques ;  
— Les relations avec les services publics.

### M. FAUT :

— Une formation I.I.T.-R.T.S ou équivalente ;  
— Une expérience d'étude et de réalisation en V.R.D. ou en construction mécanique ;  
— Une aptitude au contact.

### Adr. C.V. à : Professeur M. FAUT, 82, B. 220, 75083 PARIS Cedex 02, qui transmettra,

Labor. recherches universitaires énergie nucléaire ORSAY demande

### INFORMATICIEN

(Grande Ecole, thèse) pour travailler sur système d'acquisition et de traitement de l'information et développement graphique

### Envoyer à : M. R. LEGRAS, ACCELERATEUR LINÉAIRE, Bât. 200, 91408 ORSAY.

### Centre de Formation de l'Entreprise auprès de grandes entreprises

### FORMATEUR EN ORGANISATION

et économie d'entreprise

### Expérience min. 5 ans, courtes formations en électronique et communication, Connaissance de l'anglais, formation en programmation et automatisation, Anglais souhaitable.

### Formation Ingénieur

### 200.000 F

Bor. 5/45, 250 à 30000, 9, Rue du Docteur, 75008 PARIS qui tente

### TOURISME ET SANTÉ

formation gratuite et rémunérée pour devenir

### L'ASSISTANT TECHNIQUE

charge de développement d'une station thermale, rentrée janvier 1984.

Téléphone à l'INFATH (11) 676-80-94.

### SAINT-ETIENNE

rentrée janvier 1984.

### TOURISME ET SANTÉ

formation gratuite et

rémunérée pour devenir

### SAINT-ETIENNE

rentrée janvier 1984.

### TOURISME

## SOCIAL

### Les incidents à Talbot-Poissy

(Suite de la première page.)

Ainsi, si le B3 demeurait paralysé, le B2, où sont fabriquées les pièces de moteur, tournerait à 50 % environ à 8 heures du matin. Quant au B5, après le départ de la déléguée, il redémarrerait comme si de rien n'était. Pas pour longtemps : de toute façon, l'arrêt du B3 constituerait un goulot d'étranglement.

Vers 10 heures, le B3, lundi encore brique à neuf et prêt à redémarrer, se réinstallait dans la grève. Sous les applaudissements, les tractrices et les chariots Stenwick retrouvaient leur place autour des chaînes.

À un meeting du matin, M. Jean-Pierre Noual, pour la C.F.D.T., avait appelé à la poursuite de la grève, « tant qu'il restera un seul licenciement ». « La C.F.D.T. met l'huile sur le feu », repliquait, pour la C.G.T., M. Yves Bon-giron : « Sur les mille neuf cent cinq licenciés, seulement huit cents ont rendu leur lettre de

licenciement. Et un certain nombre ont changé d'avis et sont désormais prêts à partir. Des non-licenciés seraient volontaires pour faire l'appoint. Mais ni la direction ni la C.F.D.T. ne veulent vraiment négocier. » Un tract de la C.G.T., à la prise de service, appellait les salariés à « une journée d'information et de discussion ».

#### La direction réplique

À la fin de la matinée, dans un communiqué, la direction de Peugeot-Talbot annonçait qu'elle tirerait le 5 janvier « toutes les conséquences [...] de la situation actuelle » à l'usine de Poissy.

À cette date, deux comités centraux d'entreprise auront à connaître des projets de la direction de céder toutes ses parts de Talbot dans deux sociétés du groupe (*le Monde* du 29 décembre).

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### M. FABIUS : « Une expulsion n'est jamais une bonne solution »

A l'occasion de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le 2 janvier, M. Laurent Fabius a évoqué l'affaire Talbot. Après avoir justifié la démarche du gouvernement, qui a conduit à l'accord avec P.S.A., le ministre de l'industrie a été interrogé sur la demande de certains travailleurs immigrés de bénéficier d'une aide au retour : « C'est vrai, a-t-il reconnu, que cette revendication a pris un peu de court les syndicats et, pourquoi pas le dire ? le gouvernement. Je ne crois pas que ça puisse être bâti en principe et qu'il doive dire partout : « voilà ce qu'il faut faire », il faut s'ajuster aux situations. (...) On ne peut pas tout faire, on ne peut pas dépenser des sommes colossales qui seraient hors de portée de nos moyens. Mais si certains préfèrent cette solution plutôt qu'une autre, je crois que c'est l'honneur à la fois des syndicats et du gouvernement de la prendre en compte. »

A propos de l'évacuation de l'usine de Poissy, M. Fabius a

déclaré : « Une expulsion n'est jamais une bonne solution. Croire que quand le gouvernement a accepté cette expulsion il ne l'a pas fait de gaîté de cœur, c'est une décision très dure, très difficile à prendre, pour moi [...] 1 900 licenciements, c'est très lourd, mais qu'est-ce qui se passe s'il y a 17 000 ? (...) Quand on gouverne, c'est rarement le choix entre une bonne et une mauvaise solution. Quand il y a le choix entre une bonne et une mauvaise solution, ça ne monte jamais au niveau du gouvernement. Quand on gouverne, c'est parfois très rarement le choix entre une bonne et une excellente solution, mais c'est bien plus souvent le choix entre une solution moyenne et une mauvaise solution. Et, dans cette affaire, ça nous a coûté beaucoup, et notamment au premier ministre, mais nous avons pensé que c'était la responsabilité du gouvernement devant les 17 000 salariés de Talbot de permettre que le travail reprenne. »

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE  
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

n° P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes :

#### Première variante :

- Un camion Dumper de 75 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 9 m3.

#### Deuxième variante :

- Un camion Dumper de 120 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 17 m3.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des caisses des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Saoudite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars.

L'ouverture des plis scellés contenant les offres et portant la mention « Ne pas ouvrir - A.O. n° P 3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Metlaoui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Metlaoui.

(Publicité)

### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR L'EXTENSION D'UN CENTRE EMPLISSEUR DE BOUTEILLES A G.P.L.

La société Sudgaz se propose de lancer une adjudication sur appel d'offres international pour l'extension de son centre empisseur de bouteilles à G.P.L. (Gaz de pétrole liquéfiés) de Sfax.

Les entreprises intéressées par la fourniture, le montage et la mise en service des équipements de conditionnement des G.P.L. peuvent prendre possession des pièces écrites du marché, moyennant le versement de 80 dinars tunisiens (80.000 D) à partir du lundi 9 janvier 1984.

Les soumissions doivent être adressées sous pli cacheté et recommandé portant la mention « Ne pas ouvrir - Appel d'offres centre empisseur G.P.L. » avant le 30 janvier 1984 à Société Sudgaz, c/o DAP Tunisie, 20, rue Mouawia, Ibn-Ahi-Souhane, 1002 Tunis Belvédère (Tunisie).

**TELEX PARTAGE**  
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

## AFFAIRES

### APRÈS LES CARBURANTS, L'AUTOMOBILE

### Les frères Leclerc ou l'embryon d'une dérégulation « à la française »

Les quelques véhicules mis en vente par M. Michel Leclerc dans sa station-service du XV<sup>e</sup> arrondissement à Paris ne signifient pas que son projet a réussi. Déjà les concessionnaires s'inquiètent et préparent un contre-feu, assuré qu'ils sont de l'appui d'un gouvernement, trop engagé dans les difficultés des constructeurs automobiles pour laisser mettre à mal les réseaux de distribution.

Que l'opération prenne de l'ampleur et le service des mines saurait bien faire trembler « la mise en conformité » des véhicules achetés à l'étranger par le conducteur à droite monnaie sur les voitures qui circulent dans le Royaume-Uni. L'exclusivité des concessionnaires, garantie non seulement des ventes, mais aussi de l'entretien des véhicules et donc, en fait, des parts de marché, peut être un poids financier pour les constructeurs chargés de soutenir leur réseau (20 % des concessionnaires sont filialisés chez Peugeot et 12 % chez Renault). C'est le cas notamment actuellement pour Renault et Talbot dont les ventes sont en baisse. Et tout cela, le client finit par le payer. C'est pourquoi la Commission européenne envisage une libéralisation de la distribution dans ce secteur.

Leur bilan est toutefois mitigé : les contraintes de toutes sortes, les limites à la concurrence des réseaux de distribution exclusive pesent sur la productivité. Les Américains ont ainsi calculé que « les prélevements réglementaires » dans les années 70 correspondaient approximativement aux prélevements pétroliers.

Mais la contrepartie n'est pas mondiale : les réseaux intégrés de distribution permettent de protéger les industries contre des coups de marchés ; la limitation des rabais sur l'essence provoque une certaine redistribution et autorise le maintien de stations-service dans des régions qui, au nom de la seule rationalité économique, en seraient dépourvues ; la protection du petit commerce se justifie par son rôle dans le tissu social.

Or ils ont à leur côté la plupart des associations de consommateurs. Que choisir ? , mensuel de l'Union fédérale des consommateurs, n'écrivait-il pas à propos de l'essence, au mois d'octobre : « Il y a eu eu l'accès à la culture avec un prix du litre très élevé pour tout le monde. Aujourd'hui, l'essence chère parait ne fait, c'est vrai, aucun favorit. A quand le prix imposé du beurre et des œufs, produits indispensables aux Français, pour lesquels les prix des petits commerces de centre-ville devraient être appliqués aux ruraux scandaleusement favorisés ? »

C'est justement sous la pression des consommateurs américains qu'à la fin de l'année dernière, sous la présidence de M. Carter, la dérégulation des transports aériens (jusqu'alors soumis au contrôle strict du Civil Aviation Board), puis de l'énergie, des communications et télécommunications avec, notamment, la décision de faire éclater A.T.T. (« le Monde » daté 1-2 janvier), enfin du secteur financier. Une déréglementation que l'administration Reagan allait transformer en système, exigeant pour chaque

(1) *Gulliver enchainé ou Comment déclamer l'économie*, par Paul Montrouge aux éditions de la Table ronde, 72 F.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### EMPRUNT janvier 1984

14%

de  
550 millions de F

taux moyen : 14,07%

10 000 obligations de F 5 000

taux d'émission : F 4 925 par obligation,

date d'émission et date de règlement : 17 février 1984,

taux moyen : F 700 par titre, payable le 27 janvier de chaque année et pour la première fois le 27 janvier 1985,

taux moyen : 10,07%.

échéance : 10 ans.

émission : 10 000 obligations en 8 lots,

échéance : 10 ans à compter du 27 janvier 1984,

taux moyen : 10,07%.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDEES

**2. VIOLENCE** : « Le secret nucléaire n'existe plus », par Raoul Bertrand : « Mais qu'est-ce que le terrorisme ? », par Gérard Chaliand ; « Croissances, la tempête presse », par Christian Jones.

- *LU : le Pouvoir de contester*, de Jean Baubérot.

### ETRANGER

#### 3. AFRIQUE

- Les émeutes en Tunisie.

- Les suites du coup d'Etat au Nigeria.

#### 4. AMERIQUES

- Les affrontements armés se multiplient en Amérique centrale.

#### 4. PROCHE-ORIENT

- LIBAN : la réduction du contingent français déconcerte les Libanais.

#### 5. EUROPE

- POLOGNE : Varsovie reproche à la France des « exactions antisoviétiques sans précédent ».

### POLITIQUE

6 à 9. La publication du rapport de la Cour des comptes sur ELF-Aquitaine.

### SOCIETE

10. Après les attentats du 31 décembre.

- L'arrestation de Jean-Marc Lecaïon à Floride pourrait permettre d'éclaircir l'affaire Orano.

### LE MONDE DE LA MEDECINE

11. 1984 : de nouvelles clefs pour déchiffrer le cancer.

- Le système de santé chinois.

12. La réforme des hôpitaux publics.

### CULTURE

13. CINEMA : rencontre avec Hervé Aker.

- THEATRE : l'agence d'U.R.S.S. pour les droits d'auteur intenta un procès à la direction du Lucernaire.

- POINT DE VUE : « Bons et mauvais traitements », par Christian Le Guillouchat.

### 16. COMMUNICATION

### ECONOMIE

25. M. Fabius à l'heure de vérité », sur Antenne 2.

25-26. SOCIAL : la situation à l'usine Talbot de Poissy.

- AFFAIRES : les frères Leclerc ou l'emboîtement d'une désignation à la française ?

26. COMMUNICATION.

RADIO-TELEVISION (15)

#### INFORMATIONS

« SERVICES » (17) :

- « Légion d'honneur » ;

- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

Annonces classées (18-25) : Cartel (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (27).

**Alerte à la bombe en gare de Dijon** - La gare de Dijon a été complètement évacuée mardi 3 décembre à 10 h 15 à la suite d'un appel anonyme précisant qu'une bombe avait été déposée à la consigne automatique. Les artificiers ont contrôlé la salle des consignes et n'ont trouvé aucun objet suspect. La gare devait être rouverte au public à 11 h 30.

**CERRUTI 1881 PARIS**

**SOLDES ET VENTES SPECIALES** du 4 au 7 Janvier

**CERRUTI HOMME** 27 rue ROYALE

**CERRUTI LIGNE FEMME** 15 Pl. de la MADELEINE 39 av. VICTOR-HUGO

A B C D F G H

### LES CÉRÉMONIES DES VŒUX A L'ÉLYSÉE

## « Le gouvernement comme l'administration n'ont pas à échapper à la loi et au contrôle des juges » affirme le président de la République

La traditionnelle cérémonie des vœux a commencé, mardi matin 3 janvier, à l'Élysée. Le président de la République a, tout d'abord, reçu le gouvernement.

Au premier ministre, qui évoquait le fait que la France vit actuellement, selon lui, un changement de société comparable au passage de la société rurale à la société industrielle, M. François Mitterrand a répondu que ce changement « constituait ». Il doit être, selon le chef de l'Etat - dont le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a rapporté les propos - conduit par un gouvernement de progrès, qui doit le favoriser, le faciliter, l'accompagner. Il est nécessaire, estime M. Mitterrand, que ce gouvernement ait le « souci minuscule » de servir ceux des Français qui sont le moins favorisés, ceux qui souffrent.

Le chef de l'Etat a souligné que

cette mutation provoque un « profond désordre » chez celles et ceux qui en subissent les conséquences.

Le pouvoir est ainsi soumis à deux tentations contraires : « *Valent les mutations afin d'en atténuer la brutalité ; les accélérer pour forcer le destin, pour réduire la période transitoire* ». Selon lui, la vérité se situe entre ces deux extrêmes. « *Une seule méthode, a-t-il dit, solidarité et dialogue* ».

Le président de la République a ensuite insisté sur le rôle des fonctionnaires dans cette action. Ils doivent, a-t-il ajouté, obéir à trois principes d'action :

— Agir aussi vite que possible : le citoyen ne doit attendre ni la notification de ses droits, ni le versement de ses prestations, ni le service qu'il sollicite. Agir vite, c'est le premier impératif de toute réforme administrative.

— Expliquer clairement : M. Mitterrand a recommandé aux fonctionnaires d'utiliser les techniques de communication les plus modernes.

— Rechercher en permanence la plus grande efficacité : à ce propos, M. Mitterrand a insisté sur le fait que « *tout travail public doit refléter la vérité des coûts et des prix de revient, dès lors que l'Etat ne charge pas le service public d'obligations qui échapperait à sa propre rentabilité* ».

En conclusion, le chef de l'Etat a rappelé qu'il n'est pas possible à la fois de décentraliser et d'oublier « que la nation a besoin d'un corps ferme, une structure solide ».

M. Mitterrand a également déclaré que « *le gouvernement comme l'administration n'ont pas d'échappatoire à la loi et au contrôle des juges* », étant entendu que les organes juridictionnels s'appliquent à eux-mêmes cette règle.

Demandé par les représentants des armées, le chef de l'Etat a ensuite évoqué le rôle qu'elles jouent dans la politique que la France souhaite conduire dans le monde. A propos du Tchad, il a noté que grâce à elles, une invasion étrangère a été stoppée.

M. Mitterrand a également fait référence à tout ce qui a pu être évité par l'action de l'armée au Liban.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Devant les représentants des armées, le chef de l'Etat a ensuite évoqué le rôle qu'elles jouent dans la politique que la France souhaite conduire dans le monde. A propos du Tchad, il a noté que grâce à elles, une invasion étrangère a été stoppée.

M. Mitterrand a également fait référence à tout ce qui a pu être évité grâce à l'action de l'armée au Liban.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Léotard et Méhaignerie, qui avaient d'un commun accord décidé de ne plus intervenir sur un tel sujet « à moins d'événements nouveaux », se sont montrés surpris. Ils nous ont précisé qu'« *aucune décision* » n'avait été prise par l'U.D.F., qui attendait toujours des « informations supplémentaires » susceptibles de lui faire accepter l'idée d'une seule liste de ses socio-professionnels.

Après les premières déclarations de M. Gaudin, MM. Lé